TOME V. N° 3. PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e) 1er MAI 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

L'Armistice précipité et la Paix tardive

Les Responsabilités et le Responsable.

LES gaz empoisonnés continuent à s'élever des illusions qui aujourd'hui se décomposent et qu'ont répandues quelques chefs de la démocratie sur la surface du globe pendant les dernières années de la guerre avec l'Allemagne et les mois qui ont suivi l'armistice. Après une stagnation prolongée, ces nuages méphitiques commencent à se disperser lentement sous l'influence d'un vent réactionnaire. Cependant des années passeront avant que l'atmosphère ne s'éclaircisse. En attendant, chaque atome de vérité représente un électron qui aide à purifier l'air. Il est d'utilité publique de définir pour l'histoire le caractère précis d'une des causes principales de la désillusion qui règne sur l'humanité. Le fait que le déséquilibre actuel du monde a été provoqué, pour une large part, par la façon dont la guerre a été terminée, est maintenant universellement reconnu. *Un armistice précipité suivi par une paix tardive* — tout à fait

indépendamment de l'absurdité des termes de ce traité de paix — est une des causes principales du désordre universel que nous subissons.

L'armistice a été imposé sur le champ de bataille aux généraux de l'Entente par persuasion morale. Il a été imposé comme conséquence inévitable de la tactique adoptée tout au début de la guerre par le président des États-Unis. Cette tactique a persisté pendant toute la guerre et elle a atteint son résultat normal lorsque, le 4 octobre, Max de Bade sollicita l'intervention de Washington. Si l'Allemagne n'avait pas fait appel à M. Wilson, ses forces militaires auraient pu être anéanties sur le sol français et belge. C'était, semble-t-il, un but fort désirable. Ainsi, le 15 juillet 1918, l'Allemagne possédait 80 divisions de réserve. Trois mois plus tard elle n'en avait plus que 15, alors que les Alliés en possédaient plus de 100. Le généralissime français, d'accord avec le général Pershing, avait fixé pour le 14 novembre une attaque franco-américaine de 30 divisions dans la direction de la Sarre et du Rhin. L'état-major allemand avait ordonné l'évacuation de Metz et de Thionville. Le problème, pour cet état-major, était d'arriver à effectuer sans désastre la retraite, entre la Moselle au sud de Thionville et du Limbourg, de 160 divisions, qui étaient déjà bousculées et démoralisées par l'avance triomphante des Français, des Anglais et des Américains. Un armistice survint précipitamment et ces 160 divisions qui, sans cet armistice, se seraient rendues petit à petit, furent autorisées à rentrer au foyer, tambours battants et drapeaux flottants. Et dès lors on pouvait dire que moralement et pratiquement, l'Allemagne s'était d'ores et déjà assuré les préliminaires d'une « paix sans victoire » pour les deux camps, cette « paix durable entre égaux » que M. Wilson avait chantée le 22 janvier 1917 devant le Sénat récalcitrant des États-Unis. Pourquoi cet armistice précipité? Pourquoi un tel armistice a-t-il été toléré par le généralissime avant qu'il eût complètement exécuté son plan d'anéantissement des armées allemandes? En donnant une réponse partielle, mais rien qu'une réponse partielle à cette question, mon dessein est de jeter un nouveau jour sur le mystère de la décision du commandement des Alliés, dès que le développement logique de leur plan militaire eut été détruit par l'action précipitée de « cavalier seul » du président Wilson qui répondait à l'appel de l'Allemagne.

et que la tâche de tracer les termes de l'armistice eut été imposée inéluctablement aux chefs de nos armées.

I

M. Mermeix a publié récemment, dans cette *Revue*, des pages d'un haut intérêt sur « l'armistice du 11 novembre 1918 ». Ces pages viennent de trouver leur place dans le cinquième volume (1) d'une remarquable série d'études qui classera leur auteur parmi les meilleurs des historiens contemporains.

Pour un écrivain comme M. Mermeix, possédant les dons du chercheur et les relations nombreuses qui procurent des moyens exceptionnels de projeter la lumière aux points sombres de l'histoire de la guerre, la tentation a dû être grande de s'écarter du chemin de la chronique, de faire autre chose que des « Fragments d'histoire », de s'élever aux idées générales, et de mettre sa précieuse et originale documentation à la base d'une construction philosophique. Mais il a su résister à la tentation de s'arrêter en route pour tirer les conclusions que tireront souvent ses lecteurs et rien ne vient compromettre la forte impression d'autorité qu'il impose.

Cependant, dans les quelques pages de ces « Fragments d'histoire » qui concernent l'armistice, M. Mermeix semble abandonner pour un instant la méthode sûre et calme qu'il emploie d'ordinaire : c'est ainsi qu'il s'offre pour corriger certaines préventions dont le président Wilson aurait été l'objet. S'il reste toujours scrupuleusement exact comme chroniqueur des événements, il trouve en même temps le moyen, assez inattendu, d'orienter ses lecteurs vers un jugement qui est, cette fois-ci, une véritable idée générale à propos du maréchal Foch et du président Wilson, idée générale que l'analyse pourrait bien ne pas laisser subsister. M. Mermeix écrit, en effet :

C'est donc bien Foch qui fixa les conditions de l'armistice, le seul qui fût de sa compétence... Ces conditions d'armistice militaires furent trouvées par quelques-uns trop généreuses ; on fit reproche à

(1) *Les Négociations secrètes et les quatre armistices, avec pièces justificatives*, Paris, Ollendorf, 1921.

Wilson de cette générosité. C'est lui, disait-on, qui avait empêché de porter à l'ennemi un dernier coup accablant en Lorraine et qui avait ainsi permis aux Allemands de dire qu'ils s'étaient retirés, sur la foi de Wilson, sans avoir été vaincus. Wilson ne fut pour rien dans la fixation des termes de l'armistice... Si Foch n'avait pas mis au-dessus de tout le devoir d'épargner le sacrifice de quelques dizaines de milliers d'hommes, il aurait pu différer de répondre à la demande d'armistice, quand elle lui arriva, le 7 novembre, et ajouter, en gagnant quelques jours, une dernière victoire à sa liste déjà si longue.

Pris à la lettre, ce raisonnement est objectivement exact. Le passage dont il s'agit produit, néanmoins, une impression erronée. Sans le vouloir, et sans le savoir, M. Mermeix change le véritable sens des événements qu'il commente. Les paroles citées trahissent une connaissance des données de la question qui ne correspond pas à ce que nous en savons nous-mêmes. C'est pourquoi il y a lieu, me semble-t-il, d'apporter certains éclaircissements, le principe étant posé qu'il ne servirait à rien, pour l'histoire, de constater l'exactitude, purement logique, de ce fait que le maréchal Foch avait la liberté philosophique de ne pas répondre favorablement, le 7 novembre, à la demande d'armistice, alors que nous savons, ou pouvons savoir, qu'à cette date les conséquences de toutes les conversations publiques et occultes au sujet d'un armistice avaient créé une situation morale et militaire, qui ne laissait au maréchal aucun choix, et le contraignait à hâter la rédaction des termes d'un armistice (1).

(1) Ces pages ont été écrites et même imprimées avant la publication du livre de M. André Tardieu, *la Paix* (Payot, 1921). J'aurai bientôt l'occasion de commenter longuement ce volume remarquable. Dès aujourd'hui, je tiens à noter tel passage dont l'argument essentiel me semble se prêter aux mêmes observations que celui de M. Mermeix : « Que reste-t-il, dit M. Tardieu, du roman, dont tant de gens se sont nourris, de l'armistice arrêté secrètement par un dictateur américain ; subi par les gouvernements européens ; imposé par leur faiblesse aux armées victorieuses, malgré la résistance des généraux? L'armistice a été discuté au grand jour. Le président Wilson n'a accepté de le transmettre à ses associés qu'à la triple condition que son principe fût approuvé par les autorités militaires et ses clauses rédigées par elles ; qu'il fût imposé à l'ennemi et non pas discuté avec lui ; qu'il pût empêcher toute reprise des hostilités et assurer la soumission des vaincus aux termes de la paix. C'est ainsi que le débat s'est développé avec Berlin jusqu'au 23 octobre ; à Paris, de cette date au 5 novembre. C'est au commandement en chef que la décision a été remise tant sur le principe que sur l'application. C'est lui qui a préparé les

II

Nous n'avions pas besoin des graves assurances et constatations de M. Lansing — nous qui, dès les premiers jours de sa présidence, avions soumis les paroles de M. Wilson à l'examen le plus scrupuleux — pour savoir que le chef de l'État américain guettait le moment où devenir le glorieux médiateur qui terminerait la guerre. Il était d'ailleurs constant — et la démonstration de ce fait ne serait qu'un jeu de critique patient — que l'Allemagne avait veillé au coin de tous les maquis, pendant quatre années de guerre, dans l'attente du moment où elle pourrait se servir du naïf et orgueilleux président, afin d'arracher au sort des armes cette « paix sans victoire » que, sous certaines pressions, il avait sentimentalement préconisée (1).

Lorsqu'enfin les Allemands, tombant vertigineusement le long du « plan incliné » de Foch, se furent rendu compte, en la personne de Ludendorff, qu'ils devaient s'avouer vaincus, et quand, le 4 octobre 1918, ils prièrent le président des États-Unis de « prendre en main la cause de la paix », et demandèrent nettement la conclusion d'un armistice général sur terre, sur mer et dans les airs, tout esprit averti sut que c'en

textes. Ce sont ces textes qui ont été adoptés. Le rôle des gouvernements s'est borné à les ratifier et à y inscrire quelques aggravations. Voilà la vérité : le pittoresque y perd ; le bon sens y gagne. » Je crois que, tout en constatant l'exactitude objective de cette argumentation, prise à la lettre, il y a lieu d'y apporter le même genre d' « éclaircissements » qu'à celle de M. Mermeix. Je ne serais tenté de reviser mon argument que s'il m'était démontré, avec documents à l'appui, que la phrase où M. Tardieu (page 66) dit que le président Wilson « s'est tenu, depuis le 5 octobre, *en contact quotidien* avec les gouvernements européens », révèle la réalité de négociations secrètes et loyales qui aient échappé à la vigilance des bureaux de l'état-major américain auquel, pendant ces instants critiques, j'étais attaché.

(1) M. Lansing affirme catégoriquement (*The Peace Negotiations : A Personal narrative.* Houghton Mifflin Co. Boston, 1921, p. 16, 17, 19) qu'en décembre 1916 le président Wilson espérait pouvoir présider une conférence pour terminer la guerre. Même après la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Allemagne, provoquée par la continuation de la guerre sous-marine, le président « nourrissait toujours l'espoir de jouer un jour le rôle de médiateur ; il alla jusqu'à rédiger un projet de paix en vue d'une conférence des belligérants ». D'après le propre témoignage de M. Lansing, la paix préconisée par M. Wilson, en 1916, était la fameuse « paix sans victoire » escomptée par l'Allemagne.

était fait de la guerre (1), à moins que la « puissance associée » ne ripostât par retour de radio : « Cela ne me regarde pas. Adressez-vous au généralissime ! » En même temps, tout esprit averti savait pertinemment que, cette riposte, la « puissance associée » ne la ferait point. C'est que le grand moment d'apothéose que les dieux allaient octroyer à M. Wilson était venu. D'un geste de sa divine et mystique baguette, l'orgueilleuse « puissance associée », n'écoutant même pas les hommes d'État responsables de son propre pays, allait apporter « la paix sans victoire » à la planète éprouvée. En sorte que toute personne réfléchie savait que la guerre était virtuellement finie, et que, bon gré mal gré, l'Allemagne, ayant écarté les ultimes humiliations des désastres militaires qui l'attendaient en bas du « plan incliné », avait réussi à se procurer, d'accord avec M. Wilson, une espèce de substitut (*ersatz*) de la « paix sans victoire » si longtemps convoitée.

III

Il convient de se souvenir que, lorsque le président Wilson daigna instruire les gouvernements alliés des résultats de son monologue prolongé avec l'Allemagne, et lorsque ces gouvernements, sans perdre une heure, revêtirent le maréchal Foch de la responsabilité de déterminer des conditions d'armistice acceptables, le maréchal réunit, le 26 octobre, à Senlis, son état-major, l'assemblée des commandants en chef français, belge, anglais et américain. Le commandant en chef belge n'avait pas pu arriver à temps. Dans cette assemblée, le maréchal Haig plaida en faveur de termes qui requissent simplement l'évacuation des territoires belge et français, y compris l'Alsace-Lorraine, et la restitution du matériel roulant français. Le maréchal Foch réfuta les arguments du maréchal Haig. Il avança que les armées alle-

(1) Que le président Wilson se rendît bien compte de la portée inéluctable du colloque commencé le 4 octobre, le fait est démontré par la décision immédiate qu'il prît d'envoyer à Paris pour siéger au Conseil supérieur de guerre comme commissaire spécial, et pour l'y représenter personnellement, le colonel Edward M. House. M. Lansing dit (ouvrage cité, p. 14:) « Early in october 1918, it required no prophetic vision to perceive that the world war come to an end in the near future ».

mandes étaient complètement battues et que la situation demandait des conditions beaucoup plus sévères. Le général Pétain et le général Pershing furent d'accord avec le maréchal Foch ; et le premier, en tout cas, — comme nous le tenons aujourd'hui de M. André Tardieu, — insista pour le complet désarmement des Allemands sur le sol français et belge. Mais le général Pétain ne convainquit pas le maréchal Foch. Le maréchal décida de faire aux Allemands les honneurs de la guerre. Et s'il le fit, ce fut, selon M. de Pierrefeu, qui fut pendant trois ans au Grand Quartier général français (1), par l'effet d'un souvenir chevaleresque conservé dans l'esprit de ce soldat, fidèle à la coutume séculaire des champs de bataille français depuis les Croisades. Quoi qu'il en soit, le 26 octobre, le maréchal Foch vint à Paris et communiqua à M. Clemenceau et à M. Poincaré la proposition d'armistice qu'on lui avait demandé de tracer conformément aux conversations de M. Wilson avec l'Allemagne. Cette proposition avait été faite, selon le maréchal, « après avoir consulté les commandants en chef des armées américaine, britannique et française ». Les gouvernements alliés, peut-être, ne voulaient pas être plus guerriers que les maréchaux. En conséquence, le programme du maréchal Foch fut accepté par eux presque à la lettre, et devint essentiellement le texte de l'armistice remis aux plénipotentiaires allemands le 9 novembre.

Les termes de cet armistice sont présents à la mémoire de chacun. Ils n'ont pas à être rappelés en détail. Leur caractéristique principale, comme le général Mangin l'a vu si clairement (2), est le fait que, tout en exigeant l'évacuation immédiate de la France, de la Belgique, de l'Alsace-Lorraine et du Luxembourg, ainsi que celle de la rive gauche du Rhin, avec occupation de cette région par les troupes alliées, les armées allemandes se retiraient avec les honneurs de la guerre, ne rendant qu'une petite partie de leur matériel. Cette mesure généreuse, sanctionnée par le maréchal Foch, est le principe d'une accumulation de malentendus et de difficultés qui n'ont fait que progresser géométriquement depuis l'armistice.

Or, le 28 octobre, le général Bliss, représentant militaire

(1) *G. Q. G. Secteur I*, t. II, p. 237, Paris, *l'Édition française illustrée*, 1920.
(2) *Comment finit la guerre*, librairie Plon.

américain permanent au Conseil de guerre supérieur, fit une proposition dont le but était de remédier aux ravages prochains de l'armistice hâtif imposé aux commandants alliés. Le général Bliss, soit qu'il eût prévu les difficultés virtuellement inhérentes à l'armistice précipité, soit qu'il eût réagi normalement en soldat qui ne conçoit un armistice que comme une véritable capitulation liée étroitement aux négociations de la paix, — le général Bliss fit au Conseil supérieur de guerre une suggestion absolument contraire à la mesure chevaleresque soumise par le maréchal Foch, après consultation avec les commandants en chef. Voici sa proposition :

Premièrement, que les puissances associées exigent le désarmement militaire complet et la démobilisation des forces actives de terre et de mer de l'ennemi, ne laissant qu'une garde intérieure jugée suffisante par les pouvoirs associés pour le maintien de l'ordre dans l'intérieur du pays de l'ennemi. Cela, par soi-même, signifie l'évacuation de tout le territoire envahi, et *son évacuation sans armes, et non par des soldats armés ou partiellement armés.* L'armée ainsi désarmée ne peut combattre et, étant démobilisée, ne peut être rassemblée pour les buts de cette guerre.

Deuxièmement, que les puissances associées notifient à l'ennemi qu'il n'y aura pas de relâche dans leurs buts de guerre, mais que ces buts seront étudiés à fond par les nations associées dans la guerre ; et que, bien que l'ennemi lui-même puisse être entendu sur certaines de ces affaires, il doit se soumettre à tout ce que les puissances associées auront finalement établi comme étant propre à être imposé pour la paix du monde présente et future.

Suivons maintenant la destinée de ce document et du principe salutaire qu'il renferme. Le principe, comme nous l'avons vu, était sinon formellement rejeté à Senlis, le 26 octobre, par le maréchal Foch, en tout cas soigneusement éliminé. Au reste, je tiens de la bouche du général Weygand, chef de l'état-major du maréchal Foch, à qui j'ai soumis le texte ci-dessus le 19 septembre 1919, que lui-même, avant ce jour-là, n'avait jamais vu le document en question et que ce document ne fut jamais officiellement communiqué au maréchal Foch. D'autre part, M. André Tardieu m'a assuré textuellement : « que M. Clemenceau avait pris l'initiative de proposer la démobilisation de

l'armée allemande (1) et que le maréchal Foch l'avait rejetée pour des raisons techniques, déclarant qu'il serait impossible de vérifier et de contrôler une telle opération ». Ce refus est du 29 octobre 1918, et a été, j'en suis informé, réitéré par le maréchal au Conseil suprême du 24 janvier 1919 pour les mêmes raisons. Il est donc évident, d'après ces différentes données, que le maréchal Foch prit sa décision dans une entière liberté de jugement. Et parmi les questions qui se posent d'elles-mêmes, il en est une qui domine toutes les autres : comment le maréchal a-t-il pu se sentir certain que des conditions militaires, qui ne prévoyaient pas le désarmement complet des armées allemandes, suffiraient pour « protéger, d'une manière absolue, les intérêts des peuples intéressés »?

Cette question est la plus pertinente. Car il y a un point évident et d'une importance tout à fait exceptionnelle. Le 26 octobre 1918, à Senlis, le maréchal n'avait pas cru devoir retenir les suggestions du général Pétain. Plus tard, il réfléchit aux conséquences curieuses et imprévues, les unes positives et les autres négatives, qui provenaient de ce qu'il avait négligé d'inclure dans son projet d'armistice quelques précautions concernant le désarmement, dans le genre de celles qu'avait formulées au bon moment le général Bliss. Il se convainquit alors qu'une faute avait été commise.

Le 11 mars 1919, un banquet franco-américain avait lieu à Paris, dans l'hôtel Dufayel, transformé en club français de la presse étrangère. Parmi les hôtes d'honneur se trouvaient le maréchal Foch, M. André Tardieu, M. Lansing, secrétaire d'État américain, et M. Sharp, ambassadeur des États-Unis. Que le lecteur évoque la situation telle qu'elle était à ce moment-là. M. Lansing exprima gravement l'idée dominante de l'heure où l'on était, en remarquant dans son speech : « Il n'y a pas de temps à perdre si nous voulons sauver le monde du despotisme de l'anarchie, comme nous l'avons sauvé du despotisme de l'autocratie. »

Ces mots, sortis de la bouche d'un secrétaire d'État américain, parurent alarmants. L'étonnement fut à peu près général. Nous n'étions que bien peu à connaître les « frot-

(1) Et cela indépendamment du général Bliss, mais dans l'esprit de la proposition que le général avait faite — proposition qui, selon M. Tardieu, n'avait « jamais été communiquée à M. Clemenceau. »

tements » qui avaient lieu entre les habitants de l'hôtel Crillon, et encore moins nombreux étaient ceux d'entre nous qui avaient prévu les catastrophes réservées au monde par les idées wilsoniennes. Mais pourquoi n'y avait-il pas « de temps à perdre »? Parce que l'anarchie régnait. Et pourquoi l'anarchie régnait-elle? Parce que du temps avait été « perdu » inconsidérément. C'est-à-dire, — et cela se trouvait virtuellement enfermé dans les paroles de M. Lansing — que les causes de l'anarchie, devenue si « despotique » que M. Lansing la croyait terrible, siégeaient dans les procédés maladroits des puissances depuis le 8 octobre 1919, et surtout dans la décision absurde de faire une Ligue des Nations avant de faire la paix (1). Et, par-dessus tout, la cause essentielle résidait dans le fait de n'avoir pas manœuvré, dès le début, avec l'intention de briser l'unité de l'Allemagne, en éliminant le seul élément de cohésion, c'est-à-dire la Prusse, le prussianisme, l'État prussien.

Nous avions conclu un armistice avec l'Allemagne le 11 novembre. On était le 12 mars. Et nous étions encore en état de guerre! Pendant quatre mois l'Allemagne avait été laissée à ses propres desseins, sans connaissance précise du genre de paix que ses vainqueurs avaient l'intention de lui imposer. Ses vainqueurs n'avaient non plus aucune connaissance réellement précise de la paix qu'il serait sage de proposer, bien qu'ils reconnussent timidement que, d'une manière ou d'une autre, ils devaient obtenir un glacis militaire du côté des provinces rhénanes. Pendant ces quatre mois, l'anarchie s'était répandue en Allemagne et ailleurs.

Qu'était l'armistice que nous avions accepté à la sug-

(1) M. Lansing révèle le fait (*ouvrage cité*, p. 56) que, même à la fin de 1918, après l'arrivée à Paris du Président et de la Commission américaine pour négocier la paix, il supposait que l'accord international envisagé par le président comme une Ligue des Nations serait un document tout à fait indépendant du Traité de paix à conclure avec l'Allemagne. En effet, seuls quelques conspirateurs cosmopolites hostiles au principe de la souveraineté nationale et qui avaient su se servir du Président comme instrument de leur corrosif internationalisme, furent renseignés sur le but du travail occulte de M. Wilson, du général Smuts et de lord Robert Cecil, pour amalgamer le traité avec le « Covenant ». A ses propres collègues de la Commission américaine, le Président ne souffla mot de son projet avant qu'il ne fût trop tard pour y faire obstacle ! Quand enfin M. Lansing devina ce qui se tramait, il en fut très ému. Il écrivait dans son carnet de notes : « Le monde exaspéré nous maudira pour ne pas avoir fait la paix. J'espère être faux prophète, mais je crains de ne pas me tromper : nous avons chevauché un dada, et nous allons à la culbute. »

gestion de l'Allemagne? Le maréchal Foch se leva, et au milieu d'un magnifique éloge de l'Amérique, se hasarda à nous en informer. Cet armistice, d'après le maréchal Foch, était un armistice précipité. Il interrompait une série de victoires qui, disait le maréchal, auraient trouvé leur point culminant dans une attaque finale calculée en vue de briser finalement l'ennemi. Quel était l'effet de cet armistice précipité? Voici textuellement les paroles du maréchal Foch : « Enfin, six autres divisions se préparaient avec l'armée française à l'attaque de Lorraine du 14 novembre, lorsque l'armistice du 11 novembre *est venu nous désarmer.* »

Cet armistice précipité, *qui nous avait désarmé*, a été, comme les invités du banquet commencèrent à s'en rendre compte, la conséquence logique de la double action de l'Allemagne et de M. Wilson. C'était ce qui devait découler de la continuation complaisante des conversations indépendantes de M. Wilson avec l'Allemagne (M. Wilson a nommé cette méthode : « Open Diplomacy », diplomatie au grand jour), avec l'Allemagne qui avait proposé le 6 octobre de faire une juste paix fondée sur les quatorze points formulés par M. Wilson, base excellente pour une « paix sans victoire » comme fin de guerre. Quand cette conversation fut terminée, la guerre était virtuellement finie. Comme le maréchal Foch l'a dit, un armistice était alors « venu nous désarmer ».

Oui, c'était le fait historique. Mais le maréchal continua. Quelle fut notre surprise de l'entendre ajouter qu'il était complètement satisfait de ce fait historique. Écoutez : « L'armée américaine, soutenue par un gouvernement bien résolu à poursuivre la lutte jusqu'au bout... a puissamment aidé à fixer la victoire par l'armistice *qui équivaut à une capitulation, à une capitulation intégrale.* » L'armistice du 11 novembre, d'après le maréchal Foch, — c'est-à-dire ce même armistice qui avait interrompu son plan et « désarmé » les Alliés — était « équivalent à une capitulation, à une capitulation intégrale ».

M. Lansing écoutait, et lui, en tout cas, connaissait la proposition du général Bliss. Il pouvait difficilement manquer de faire des réflexions comme celles-ci : « N'y a-t-il donc pas de différence entre le plan de désarmement militaire complet et la démobilisation des forces actives de

terre et de mer de l'ennemi proposé le 28 octobre par le conseiller militaire officiel des États-Unis et le plan finalement adopté le 11 novembre? Serions-nous là ce soir, le 11 mars, si, au lieu de permettre à l'armée allemande de traverser le Rhin, tambours battants et drapeaux flottants, nous avions désarmé cette armée sur les champs de bataille français et belges, comme les États-Unis l'avaient proposé?... »

Mais le maréchal Foch avait parlé. Que signifiait une telle abnégation? Sans doute le maréchal raisonnait de la manière suivante. Il savait qu'en qualité de généralissime des armées alliées, il resterait responsable devant l'histoire pour les termes de l'armistice du 11 novembre, quoi qu'il pût penser de cet armistice. Il avait mesuré toute sa responsabilité, et, ce soir-là, comme les autres jours, il était prêt à en accepter toutes les conséquences. Il avait saisi une occasion solennelle pour déclarer que l'armistice du 11 novembre était satisfaisant, qu'il était équivalent à une capitulation intégrale. C'est un des exemples les plus beaux de loyauté civique et de discipline qu'un soldat ait jamais donnés.

Cependant, le lendemain du banquet, une chose curieuse arriva. Le discours du maréchal Foch avait produit une immense impression. Quelques semaines plus tard seulement, l'organe bien connu du *Comité franco-américain*, dont M. Hanotaux est le président, publia dans son édition d'avril le texte complet des déclarations du maréchal, après avoir mis en tête du discours la note suivante : « La presse ayant donné des reproductions plus ou moins exactes de cette adresse, *France-Etats-Unis* a demandé au maréchal Foch de revoir ce texte, et a le privilège de publier la reproduction fidèle des paroles du grand soldat. » Que signifiait cela? Simplement que les mots prononcés par le maréchal : « un armistice qui équivaut à une capitulation, une capitulation intégrale », étaient devenus, dans la version revisée par lui : « un armistice qui *n'est qu'une* capitulation, une capitulation intégrale ».

C'était là une modification du texte qui pouvait passer inaperçue, mais qui en réalité avait une signification considérable. Ce n'était rien de plus ni de moins qu'un signe courageux de la résolution du maréchal de déclarer à tout prix la vérité telle qu'il la voyait désormais, et, en tout cas, de sauver son propre honneur pour l'histoire. Cette cor-

rection trahissait l'angoisse (1) croissante de ce grand soldat en voyant les conséquences du procédé surprenant qui, en dépit des avertissements de quelques-uns d'entre nous, avait été définitivement adopté par le monde, — sous la direction de M. Wilson, des hommes d'État de l'empire britannique, Lloyd George, Robert Cecil, le général Smuts — pour la conclusion de la paix avec une Allemagne qu'il n'avait pas lui-même pris la précaution de désarmer complètement. Ce procédé avait consisté à adjoindre au traité de paix avec l'Allemagne un organisme compliqué connu sous le nom de Ligue des Nations. Il était maintenant très clair que ce procédé était en train de bouleverser le monde. Il encourageait inconsidérément toutes les formes insidieuses de l'intrigue allemande. Le maréchal Foch et tous ses camarades des champs de bataille, le Sénat américain, et le sens commun universel, avaient envisagé l'armistice comme une capitulation intégrale, mais seulement comme une capitulation — comme une mesure de précaution adéquate, en vue de conditions de paix qui devaient être imposées à l'Allemagne sans délai. Cet armistice, ils le regardaient, je le répète, comme une capitulation *seulement*, et, en aucun cas, comme le mot final de la sanction formelle de la bonne conduite de l'Allemagne. Si les soldats ou les gouvernements, si le Sénat américain ou l'opinion publique avaient supposé un seul instant que la paix avec l'Allemagne serait ajournée pour de longs mois, jamais ils n'auraient toléré le genre d'armistice précipité qu'ils avaient accueilli avec joie. On ne doit pas être surpris que le maréchal, en présence du spectacle donné par la Conférence de la paix pendant l'hiver 1918 et le printemps 1919, ait senti qu'une faute prodigieuse avait été commise par quelqu'un. Et beaucoup d'autres, moins distinctement, sentirent tragiquement la même chose. Rendons justice à la probité intellectuelle d'un des plus éminents de ces « autres », le colonel Edward M. House, pour avoir fait amende honorable avec tant de franchise. Dans sa correspondance de Londres à la *Pu-*

(1) Dix-huit mois plus tard, dans une conversation inoubliable publiée par *le Matin* (8 novembre 1920), le maréchal donna enfin libre cours à cette angoisse et expliqua comment l'armistice qu'il avait accepté n'avait pas été suivi d'une paix digne de lui. M. Tardieu cite bien dans son ouvrage (page 83) les paroles du maréchal Foch prononcées le 11 mars 1919, mais la rectification que le maréchal leur a apportée quelques jours plus tard semble lui avoir échappé.

blic Ledger Company le 12 juillet 1920, le colonel House disait :

La suggestion a été faite à Paris, juste après l'armistice, de procéder immédiatement à la formation d'un traité de paix préliminaire avec l'Allemagne, basé sur de vastes lignes générales et concernant quatre sujets : l'armée, la marine, les réparations et la délimitation des frontières. Les frontières n'avaient pas besoin d'être exactes, mais devaient être tracées de manière à donner à l'Allemagne l'assurance que ses pertes de territoire ne seraient pas plus grandes qu'il était indiqué à ce moment. Un traité de ce genre eût pu être fait vers Noël 1918, et aurait été non seulement la chose normale, mais tout à fait logique, à faire. A ce moment-là, l'armée alliée entière faisait face à l'Allemagne, elle était belliqueuse et enivrée par la victoire, et il n'y aurait eu alors aucun délai ou évasion aux conditions imposées à l'ennemi.

La nature de mes observations à M. Mermeix devient peut-être claire maintenant. A mon sens, il n'a pas pris assez de précautions pour empêcher le lecteur de faire tomber sur le maréchal Foch la responsabilité du plan de l'armistice et il omet d'attirer l'attention sur toute la série des faits que j'ai analysés, et qui sont, pour employer l'expression mathématique, fonction même de ce plan. La responsabilité des fausses solutions qui prolongent le déséquilibre du monde incombe aux idéalistes éblouis, aux commissaires incompétents de la démocratie, qui inconsidérément ont risqué l'élaboration d'une paix tardive avec la Prusse, et cela en dépit d'un armistice précipité et inadéquat ; cet armistice les commandants militaires l'avaient certes accepté, mais dans la conviction et avec la foi que la politique, c'est-à-dire l'art des hommes d'État, n'était pas un art défunt.

IV

Le résultat de cette défaillance des chefs des « démocraties » anglo-saxonnes, qu'on avait pris pour des hommes d'État, a été bien formulé par le président Deschanel à Versailles, le jour de son élection : « Nos espoirs de 1918 n'ont pas été pleinement réalisés. » Quelques jours plus tard — notez ce rapprochement de dates, — le président Wilson

fulminait de Washington contre la France : « Pendant toutes les séances de la Conférence de la paix à Paris, s'écriait-il, il était évident que le parti militariste, sous des chefs influents, cherchait à avoir la prépondérance dans les conseils de France. Ils ont alors subi une défaite, mais maintenant ils ont pris le dessus... Pour moi, je suis aussi intolérant pour les desseins impérialistes des autres nations que pour ceux de l'Allemagne. »

La France militariste, la France chauviniste, la France impérialiste : le mot était lancé, et bien lancé, le vilain mot, le mot lâche, *ex cathedra!* L'absurde calomnie que toute la presse asservie de l'Allemagne avait propagée avant la guerre pour organiser la sympathie des neutres et justifier l'agression du 2 août 1914, sous le prétexte de briser le prétendu « encerclement » qui étouffait son peuple, la calomnie était ressuscitée et redevenait une arme allemande redoutable, presque légitime. L'accusation tombait des lèvres « messianiques » de l'homme à qui la France, victime comme les États-Unis d'une insigne imposture, avait fait des sacrifices presque intolérables pour lui complaire. En effet, la plupart des garanties proposées par ses experts militaires, par ses géographes et ses historiens, par ses clairvoyants amis étrangers connaisseurs des choses européennes, la France les avait rayées de son programme de revendications légitimes. Elle croyait ainsi satisfaire les vœux des États-Unis, qui étaient, comme elle, dupes d'un prodigieux mystificateur. Le substitut de ces garanties sacrifiées, le fameux pacte d'alliance hypocritement accordé, semblait même compromis. Dès la fin de 1914, quelques-uns d'entre nous avaient supplié la France de saisir l'occasion vraiment « providentielle » offerte par la guerre pour instaurer enfin une paix définitive en Europe. Ce que M. Henry Leyret, dans un petit livre fortement pensé, *l'Europe, la France et l'Allemagne*, démontrait comme nécessaire en 1919 : *Clausa Germanis Gallia*, en disséquant l'Allemagne et en fixant la frontière de la France au Rhin, « où seulement finit le péril de la patrie » (1), quelques-uns de nous à l'étranger l'avaient dit avant lui, non pas tant par amour de la France que parce que nous savions que telle était l'unique solution

(1) Discours de réception de M. le maréchal Foch à l'Académie française, 5 novembre 1920.

de la crise universelle, la seule condition de paix, la meilleure manière de servir notre patrie. Cependant, soit à cause de son ignorance de l'histoire de l'Europe, comme dirait M. Lansing, soit par la terrible contrainte des liens tissés autour de lui par la finance internationale juive, voici un chef d'État, épris de la paix la plus « humanitaire », qui travaillait pour le futur roi de Prusse, en proclamant au monde que la France était militariste, chauviniste, impérialiste ; que la France reprenait une certaine tradition de trouble-fête napoléonien ; que seule la France retardait le moment universellement souhaité du travail guérisseur !

J'ai prié le lecteur de bien remarquer ce fait, et j'y insiste : l'accusation portée contre la France par le président Wilson ne suivait pas seulement la plainte si digne du nouveau président de France au moment de prendre le pouvoir. Elle suivait, comme une riposte inamicale, en tout cas fort inconvenante, le premier acte solennel et public du président Deschanel. La France, à mon avis, n'a pas prêté assez d'attention au discours de Bordeaux du 1er mars 1920, en commémoration de la « Protestation du 1er mars 1871 ». Nous vivons vraiment dans des temps trop tragiques et les paroles les plus fortes ne portent plus. Pourtant, à Bordeaux, ce 1er mars 1920, le président Deschanel avait dit :

L'autre jour, à l'Académie française, mon illustre prédécesseur et ami, M. Raymond Poincaré, recevant M. le maréchal Foch, lui disait :

« C'était à vous de faire la guerre ; ce n'était plus à vous de faire la paix. Vous aviez cependant le droit de dire ce que, d'après vous, la paix devait être, pour mieux empêcher le recommencement de la guerre.

« Les mémoires que vous avez rédigés dès le mois de novembre, pour exposer les garanties militaires que vous jugiez indispensables, portent la marque de votre patriotisme et de votre expérience. Souhaitons que le monde n'ait jamais à se repentir de ne s'être qu'incomplètement inspiré de vos avis. »

Messieurs, quel que soit le passé sur lequel on discute encore, il s'agit désormais pour nous d'assurer l'avenir, et notre devoir est certain. A cette tribune, où a retenti pour des siècles la protestation de 1871, nous apportons, nous, le serment de 1920 :

Sur nos quinze cent mille morts, sur nos dix départements en ruines,

devant l'Alsace et la Lorraine, devant nos ancêtres et devant nos enfants, nous jurons de ne pas mourir sans avoir donné à la France la pleine sécurité que méritent son héroïsme et son génie !

Ce serment de 1920, si solennellement juré devant l'univers, a été peu remarqué par le public français. Mais l'Allemagne l'a relevé, et tous les amis de la « paix sans victoire », ceux de la haute finance juive comme ceux de l'internationalisme humanitaire sous toutes ses formes, l'avaient entendu. Dès lors le président Deschanel se trouva isolé comme dans l'espace einsteinien à quatre dimensions.

Ainsi, ce que M. Briand, presque jour par jour une année plus tard, devait appeler « l'admirable générosité de la France », avait servi à bien peu de chose. La politique d'un armistice précipité suivi d'une paix tardive avait porté son fruit naturel. Un docteur Simons, par exemple, ose maintenant paraître à Londres, devant l'aréopage des puissances, et y porter des considérations sur la contingence des vérités historiques dont le sens est que l'Allemagne n'a pas été vaincue. Vaincue? Ah ! oui, comme disait le président du Conseil, l'Allemagne l'a été, mais le grand malheur c'est que, pour le peuple allemand, elle « ne l'a pas été d'une manière assez apparente ». Et pour convaincre le peuple allemand, les soldats alliés ont été envoyés camper à Ruhrort, Duisbourg et à Dusseldorf. Cependant, partout en Allemagne le mot lancé par M. Wilson sur l'impérialisme français se répercutait, mêlé à la voix des chefs de la troisième Internationale, et même des modérés du socialisme, les Branting et les Vandervelde, pour répandre à travers les frontières la légende abominable de la France trouble-fête, ennemie réactionnaire de l'humanité en peine. Dans ma vieille Université de Harvard, qui a pendant trop longtemps abrité l'espion Münsterberg, un des chefs d'Israël, le brillant professeur de droit Félix Frankfurter flétri par Roosevelt, se trompa malgré son astuce, et crut les temps venus de sonner la curée. Sans penser au sort de son prédécesseur Münsterberg, exaspéré par le sang-froid français, ce loyal complice de M. Wilson écrivait dans le *New Republic* sous le titre « la Politique française et la paix en Europe », que si on n'arrivait pas à crever (*sic*) l'impérialisme français, il ne pourrait pas y avoir de paix ni de reconstruction en Europe. L'école dirigeante en France, disait-il, *must be made to hear this opinion :*

« La France par sa conduite depuis l'armistice et le traité de Versailles devient sans cesse une menace. » Et il faisait appel à la finance américaine pour faire « chanter » la France dans l'intérêt de la paix. Mais l'impertinence du professeur que l'Université de Harvard tolère encore n'est, hélas ! pas isolée ; et, en France même, on voit un Gaston Jèze, professeur de sciences financières à la Faculté de droit, à Paris, plaider l'oubli du passé, crier à « l'absurdité » quand il s'agit de faire payer les Allemands, et préconiser ce qu'il appelle la paix véritable basée sur une collaboration économique qui, en pratique, nous conduirait à une hégémonie allemande, et à un protectorat allemand sur la France. On se rend mieux compte alors que l'audace croissante de la conspiration universelle contre la France et en faveur de l'Allemagne a pu provoquer chez le colonel House lui-même une émotion qui est le meilleur témoignage des risques que nous fait courir à tous l'armistice précipité suivi d'une paix tardive. Écrivant au *Transcript* de Boston, le 14 février dernier, le colonel House disait :

La France se sert de la Pologne comme d'un bastion contre la Russie. La nécessité d'une telle politique est évidente, vu la situation périlleuse où la France est placée depuis sa victoire. Encore une fois se manifeste la nécessité de sauvegarder l'avenir de la France. Car, jusqu'à ce que cela soit fait, la France est justifiée en entretenant en Europe un état de choses qui empêche la formation contre elle d'une coalition hostile.

L'aveu est précieux, quoique tardif. Il se classera pour l'histoire parmi les *amendes honorables*, dont la première a été apportée par M. Lansing, et qui vont désormais joncher le sol, aussi nombreuses que les feuilles d'automne à Vallombrosa.

V

La situation internationale est d'une grande simplicité. Le problème dont la diplomatie française doit trouver la solution consiste à remédier aux conséquences funestes pour la France — et ce qui est funeste pour la France l'est pour le monde et pour la paix générale — de la méthode absurde qui a été employée pour terminer la guerre. Grâce à l'armistice précipité suivi d'une paix tardive, les condi-

tions nationales comme les relations internationales actuelles se sont merveilleusement brouillées. Elles sont si confuses que le spectre de la révolution socio-économique s'agite. La disette mondiale est si inquiétante, vu la paralysie de la production, que le professeur Jèze parle à des millions de convertis quand il réédite le banal *primum vivere*. Mais que nous soyons tous où nous en sommes par la faute de M. Wilson, ou par l'effet d'un ensorcellement qui dispense l'historien de la responsabilité d'établir le blâme, ce n'est pas la question. Ce qui importe pour l'homme d'État, ce sont les faits. Et pour la France, le grand fait, c'est que l'Allemagne prépare sa revanche ; et que, pour préparer sa revanche, elle cherche à organiser contre la France le même esprit d'indifférence internationale qui a permis à l'Allemagne, en 1871, de lui arracher les provinces alsaciennes et lorraines, sous le prétexte que la France est guerrière de tempérament et son impérialisme inguérissable.

M. Maurice Muret a relevé dernièrement quelques propos livrés par le comte Hermann Keyserling à la *Neue Zurcher Zeitung*. Le comte Keyserling constate que la guerre a aggravé les haines nationales. Il remarque que la France est devenue pour la Russie le « symbole de l'exploitation ». Quant aux Allemands, « ils ne comprennent pas que la faute morale dont la France leur fait grief doive être réparée par des avantages matériels ». Et le comte Keyserling continue en ces termes : « La France doit tenir compte de la psychologie des Allemands. » Le monde est oublieux : les peuples ont oublié le passé et ne songent plus qu'à l'avenir. Ils ne pensent plus qu'à la consolidation de l'Europe. La politique de la France étant contraire à cette consolidation, ils regardent la France avec hostilité. En sorte que, malgré tous ses exploits, « la France risque de se trouver d'ici peu d'années moralement isolée ». Conclusion : nécessité pour la France de faire des concessions au point de vue allemand. Ces paroles du comte Keyserling sont un précieux avertissement. Elles prouvent même un certain flair politique. Étant donné ce qui s'est passé depuis le 4 octobre 1918, date de la remise à l'agent américain à Berne de la note de Max de Bade priant le président des États-Unis de prendre en main la cause de la paix, et étant donné aussi tout ce qui ne s'est pas passé, la France et le monde se trouvent dans une situation où la classique fourberie prussienne aura

d'admirables champs de manœuvres. M. de Keyserling, après M. Wilson et après les Félix Frankfurter, a le mérite d'illuminer très heureusement et très opportunément les obstacles et les pièges qui jalonnent la voie que doit suivre désormais la diplomatie française. Le but de cette diplomatie est clair : il s'agit de mater le prussianisme, et — l'arrogance prussienne l'exige — de démembrer l'Allemagne dans l'intérêt de toutes les nations.

Mais qui veut la fin veut les moyens, et les moyens sont fonction du moment. Nous ne sommes plus au 2 août 1914. Aujourd'hui la France, définitivement libérée par l'action du Sénat américain (1), aura à naviguer vers son but idéal, dans l'intérêt de la paix du monde — donc vers un but désintéressé — parmi les brises, et même les ouragans les plus contraires qui soient jamais sortis de l'outre d'Eole. Mais ses pilotes n'ont qu'à se moquer des tempêtes... Que la France s'oriente, hardie, vers le Rhin. Sans doute la salutaire capacité de maladresse qui distingue les Allemands lui viendra-t-elle en aide. Qu'elle se rende compte, pourtant, de la conspiration qui l'enveloppe. Plus la France travaille pour elle-même, tout en travaillant pour les autres peuples, en cherchant à écarter les risques de guerre provoqués par une impénitente Allemagne, plus elle s'expose aux machinations de tous ces complices de l'Allemagne qui profitent aujourd'hui de la situation où nous ont laissés l'armistice et le traité de Versailles pour l'accuser d'impérialisme... Le dilemme est tragique. Mais *France oblige*.

W. MORTON FULLETON.

(1) Voir dans la *Revue* du 15 juin 1920 mon article *l'Imposture wilsonienne :* « Quant à la France, elle peut se féliciter du bon travail de la noble Assemblée américaine qui, en libérant les États-Unis et en restaurant le principe de souveraineté nationale, a refait en même temps l'indépendance des Gaules. »

Narcisse

(FRAGMENTS)

Que tu brilles enfin, terme pur de ma course!

Ce soir, comme d'un cerf, la fuite vers la source
Ne cesse qu'il ne tombe au milieu des roseaux,
Ma soif me vient abattre au bord même des eaux.
Mais, pour désaltérer cette amour curieuse,
Je ne troublerai pas l'onde mystérieuse :
Nymphes! si vous m'aimez, il faut toujours dormir!
La moindre âme dans l'air vous fait toutes frémir;
Même dans sa faiblesse, aux ombres échappée,
Si la feuille éperdue effleure la napée,
Elle suffit à rompre un univers dormant...
Votre sommeil importe à mon enchantement,
Il craint jusqu'au frisson d'une plume qui plonge!
Gardez-moi longuement ce visage pour songe
Qu'une absence divine est seule à concevoir!
Sommeil des nymphes, ciel, ne cessez de me voir!
Rêvez, rêvez de moi!... Sans vous, belles fontaines,
Ma beauté, ma douleur, me seraient incertaines;

Je chercherais en vain ce que j'ai de plus cher,
Sa tendresse confuse étonnerait ma chair,
Et mes tristes regards, ignorants de mes charmes,
A d'autres que moi-même adresseraient leurs larmes...
Vous attendiez, peut-être, un visage sans pleurs,
Vous calmes, vous toujours, de feuilles et de fleurs,
Et de l'incorruptible altitude hantées,
O Nymphes!... Mais docile aux pentes enchantées
Qui me firent vers vous d'invincibles chemins,
Souffrez ce beau reflet des désordres humains!

. . . .

Jusque dans les secrets que je crains de savoir,
Jusque dans le repli de l'amour de soi-même,
Rien ne peut échapper au silence du soir;
La nuit vient sur ma chair lui souffler que je l'aime.
Sa voix fraîche à mes vœux tremble de consentir;
A peine dans la brise elle semble mentir,
Tant le frémissement de son temple tacite
Conspire au spacieux silence d'un tel site.
O douceur de survivre à la force du jour,
Quand elle se retire, enfin rose d'amour,
Encore un peu brûlante, et lasse, mais comblée,
Et de tant de trésors tendrement accablée
Par de tels souvenirs qu'ils empourprent sa mort,
Et qu'ils la font heureuse agenouiller dans l'or,
Puis s'étendre, se fondre, et perdre sa vendange,
Et s'éteindre en un songe en qui le soir se change.

. . . .

Quelle perte en soi-même offre un si calme lieu!
L'âme jusqu'à périr s'y penche pour un dieu
Qu'elle demande à l'onde, onde déserte, et digne,
Sur son lustre, du lisse avènement d'un cygne...
A cette onde jamais ne burent les troupeaux!
D'autres ici perdus trouveraient le repos,

Et dans la sombre terre un clair tombeau qui s'ouvre...
Mais ce n'est point le calme, hélas! que j'y découvre!
Pour l'inquiet Narcisse il n'est ici qu'ennui!
Repoussant aux forêts leur éternelle nuit,
Tout m'appelle et m'enchaîne à la chair lumineuse
Que m'oppose des eaux la paix vertigineuse!

Profondeur, profondeur, songes qui me voyez,
Comme ils verraient une autre vie,
Dites, ne suis-je pas celui que vous croyez,
Votre corps vous fait-il envie?
Cessez, sombres esprits, cet ouvrage anxieux,
Qui se fait dans l'âme qui veille;
Ne cherchez pas en vous, n'allez surprendre aux cieux
Le malheur d'être une merveille :
Trouvez dans la fontaine un corps délicieux.

. . . .

PAUL VALÉRY.

Le Centenaire de Napoléon

Un pêcheur qui était sorti de Boulogne le 26 juillet 1830 rentra au port quelques jours plus tard. Sur la jetée où il avait laissé le drapeau blanc, il vit flotter le drapeau tricolore. Et cet homme simple s'écria : « Je le savais bien, que l'Empereur reviendrait de Sainte-Hélène ! »

Le mythe de Napoléon tient dans cette vieille anecdote. Pour les Français du dix-neuvième siècle, jusqu'au 2 Décembre, Napoléon s'est confondu avec la Révolution. Pour savoir à quel point, il faut rapprocher une autre histoire de celle du pêcheur de Boulogne. Lorsqu'on apprit que le général Bonaparte était revenu d'Égypte et avait débarqué à Fréjus, le citoyen Baudin, député des Ardennes, ardent républicain, mourut de joie. Auteur de la Constitution de l'an III, la voyant près de périr, il pensait qu'elle serait sauvée par le jeune général qui, le 13 Vendémiaire, avait prêté main forte à la Révolution. Quelques semaines plus tard, Baudin des Ardennes eût acclamé le 18 Brumaire. En 1804, il eût été de la députation du Corps législatif qui venait offrir la couronne au dictateur.

Ainsi, consubstantiel à la Révolution, Napoléon l'est encore à la République. C'est une ancienne vérité qu'on paraît n'avoir retrouvée que de nos jours. Elle a constitué un lieu commun de la littérature historique jusqu'au coup d'État de son neveu. C'est alors seulement que Napoléon fut

renié par les républicains. Alors seulement naquit l'habitude d'opposer la dictature impériale à la liberté républicaine et même à l'idée républicaine et de confondre l'Empire avec la monarchie légitime ou de la branche cadette en les comprenant toutes sous l'appellation commune de régimes déchus.

Si la troisième République fête le centenaire de la mort de Napoléon, c'est, aux yeux de l'historien et du philosophe, par un sentiment obscur de l'injustice qu'elle a témoignée longtemps à son souvenir et à sa race. Que le bonapartisme ait cessé de compter comme élément politique ; que la guerre ait ravivé le goût de la gloire militaire ; que nous devions en partie la victoire à l'enseignement des doctrines napoléoniennes : ce n'est pas une raison suffisante pour qu'un régime soupçonneux ait pu, sans soulever d'opposition sérieuse ni s'exposer aux reproches du vieux parti républicain, évoquer le souvenir de l'empereur Napoléon. Il a fallu d'abord que l'Empire et la République eussent les mêmes origines : les cérémonies du 5 mai reconnaîtront ces conformités. Il y en a d'autres. Ne faudrait-il pas réhabiliter le second Empire avec le premier? Que de fois, pendant la Conférence de la paix et depuis, n'avons-nous pas eu l'impression que nous vivions sous le règne de Napoléon III ! Le principe des nationalités, depuis Sadowa, n'avait pas connu de plus beaux jours. Le traité de Versailles semble sorti des *Idées napoléoniennes*. Les représentants de la diplomatie classique, M. Paul Cambon, par exemple, ont été traités par M. Clemenceau comme Drouyn de Lhuys par Napoléon III. M. André Tardieu et M. Berthelot ont rédigé des documents qui sont jumeaux de la fameuse circulaire La Valette, celle qui reconnaissait la légitimité de l'unité allemande. L'hommage à l'Empire était un hommage dû.

***

Que faut-il lire pour comprendre et pour connaître Napoléon? Laissez de côté Taine et sa forte construction, Vandal et son apologie de l'ordre. Ces livres ont rendu des services et en rendent encore ; le point de vue en est partiel. Laissons de côté Sorel lui-même. Nous le préférons lorsqu'il explique les points de départ, les engrenages, les « idées-forces » qui

ont jeté la France révolutionnaire dans une guerre de plus de vingt ans. Il faut lire d'autres ouvrages pour comprendre tout Napoléon à cette date du centenaire. D'abord l'homme. Il apparaît dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, où il se livre avec une force, une vérité étonnantes. Quant à la politique, c'est chez Thiers que vous la trouverez déduite le plus clairement. On a pris l'habitude de dédaigner l'*Histoire* de Thiers parce qu'elle a été le délice des bourgeois. On prétend aussi qu'elle n'est plus au point, qu'elle ne correspond plus à l'état de la science. Quelle science? Thiers avait celle des hommes et du gouvernement. Son *Histoire* nous met près des personnes, près des choses, dans les réalités humaines. Ce n'est pas seulement, comme tout ce qu'écrivait ce diable d'homme, un modèle de clarté. C'est un chef-d'œuvre de pénétration historiqne.

Si l'on voulait justifier les fêtes du Centenaire au point de vue de la République et de la Révolution, il n'y aurait qu'à citer la page qui termine le récit du 18 Brumaire. Thiers, tout libéral qu'il est, ne blâme point le coup d'État. Il y voit une nécessité historique. Pourquoi? « *Ce n'était pas la liberté que Bonaparte venait continuer, car elle ne pouvait pas exister encore; il venait, sous les formes monarchiques, continuer la révolution dans le monde;* il venait la continuer en se plaçant, lui plébéien, sur un trône ; en conduisant le pontife à Paris pour verser l'huile sacrée sur un front plébéien, etc... » Je vous fais grâce des développements où il y a de la redondance. L'idée principale est vigoureusement dégagée. Napoléon a été le « soldat de la Révolution ». On n'a jamais dit plus ni mieux.

Napoléon s'est émerveillé lui-même de son aventure. Il a fini par en parler avec vanité. « Des milliers de siècles s'écouleront, disait-il à Las-Cases, avant que les circonstances accumulées sur ma tête aillent en chercher un autre dans la foule pour reproduire le même spectacle. » Il se peut. Mais l'attribution de la toute-puissance monarchique et de la couronne impériale à un homme parti de si loin, c'est encore le plus grand prodige de son histoire. C'en est aussi le mystère. Que des soldats heureux soient devenus rois, cela s'est vu toujours. Cela s'est vu partout. Ce qui est étonnant, ce n'est pas seulement qu'un général victorieux soit devenu plus puissant que Louis XIV et empereur comme Charlemagne. C'est qu'il le soit devenu si subitement.

C'est qu'il ait brûlé les étapes avec cette rapidité. Cela ne s'était vu que sous l'Empire romain. Cela s'était vu aussi dans le monde asiatique. Dans les sociétés modernes, c'est une exception contre laquelle l'histoire de l'Europe proteste, contre laquelle l'histoire de France proteste surtout.

Au cours des siècles, depuis la chute de l'Empire d'Occident, la chrétienté avait connu les formes de gouvernement les plus diverses. Elle avait vu naître bien des monarchies. Leurs débuts avaient été lents, modestes, le plus souvent difficiles. Toute dynastie avait mis plusieurs générations à s'élever. Surtout, l'établissement de l'hérédité avait été le privilège le plus disputé, la conquête la plus dure. D'emblée, Napoléon arriva à la monarchie héréditaire. Pourquoi? Ici nous touchons du doigt le secret de sa consubstantialité avec la Révolution. Quelques pages de Thiers, chef-d'œuvre de pénétration politique, nous présentent la clef.

C'est aujourd'hui une notion communément admise que la Révolution, à ses origines, n'était pas un mouvement dirigé contre la monarchie. Les contemporains le savaient et M. Aulard n'a rien découvert quand il a établi qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de républicains en France avant 1792. Thiers exprime cette vérité historique en quelques mots définitifs lorsqu'il peint l'état des esprits au moment de la fondation de l'Empire : « Tout le monde avait peine à comprendre comment on s'était laissé entraîner, par des théoriciens insensés, à faire de cette vaste et vieille France une république comme celles de Sparte et d'Athènes. Tout le monde reconnaissait qu'en détruisant la monarchie pour la république, on avait dépassé les premiers et légitimes vœux de la Révolution de 1789 qui ne voulait que la réforme des abus, l'abolition du régime féodal, la modification de l'autorité royale et non son renversement. » De là, après la période délirante, d'ailleurs brève, et la crise aiguë de la Révolution, ce que Thiers appelle un rapide « retour vers les opinions monarchiques ». Comment la France était-elle revenue au pouvoir d'un seul? Par de véritables bonds. Thiers peint quelques années de transition dans ce raccourci heureux où l'on voit tout ensemble le gouvernement se resserrer dans le nombre des personnes et s'étendre dans la durée : « De cinq directeurs nommés pour cinq ans, on avait passé à l'idée de trois consuls nommés pour dix ans, puis de l'idée de trois consuls à celle d'un seul

consul de fait, ayant le pouvoir à vie. Dans une telle voie, on ne pouvait s'arrêter qu'après avoir franchi le dernier pas, c'est-à-dire après être revenu au pouvoir héréditaire. Il suffisait pour cela de la moindre secousse imprimée aux esprits. »

Qui imprima cette secousse? Ici paraît une des plus grandes lois de la politique et de l'histoire : c'est que les hommes peuvent rarement calculer les conséquences de leur action et produisent souvent des résultats contraires à leurs espérances. Ce sont les royalistes qui ont déterminé l'établissement de l'Empire. Napoléon dut le trône à Georges Cadoudal et au complot de Pichegru. Observant le réveil général de l'idée monarchique, les royalistes avaient pensé que seule la personne du premier consul séparait la France d'une restauration. Bonaparte ayant refusé de remplir le rôle de Monk, il devait suffire de l'abattre pour que la place fût libre aux Bourbons. Mais le premier consul échappa aux conjurés, et le danger qu'il avait couru servit sa cause. On pensa que le consulat à vie était fragile, qu'une forme de gouvernement capable de finir avec son chef ne donnait pas une sécurité suffisante et qu'il fallait prolonger la stabilité dans l'avenir. Du jour au lendemain, Bonaparte pouvait disparaître. La dynastie de Napoléon lui survivrait et le continuerait. Alors, cet homme que ses ennemis, qui étaient les ennemis de la Révolution, voulaient détruire, « il fallait le faire roi ou empereur pour que l'hérédité, ajoutée à son pouvoir, lui assurât des successeurs naturels et immédiats, et que, le crime commis sur sa personne devenant inutile, on fût moins tenté de le commettre ». Citons encore cette page excellente de Thiers sur l'état des esprits en avril 1804. Rien ne montre mieux comment la Révolution a voulu se consolider par l'Empire, et pour se consolider, n'avait plus d'autre ressource que l'Empire :

Sans être dicté, le langage fut uniforme partout. Il fallait, disait-on, mettre un terme aux hésitations, aux faux scrupules, et en venir à la seule institution qui fût stable, c'est-à-dire à la monarchie héréditaire. Tant que les royalistes espéreraient détruire le gouvernement de la Révolution d'un seul coup, ils renouvelleraient leurs forfaits et peut-être ils finiraient par réussir. Ils ne recommenceraient plus, ou du moins, ils auraient un moindre intérêt à recommencer, quand ils

verraient à côté du premier consul des enfants ou des frères prêts à lui succéder et le gouvernement nouveau ayant, comme l'ancien, la propriété de se survivre à lui-même. Placer une couronne sur cette tête précieuse et sacrée, sur laquelle reposaient les destinées de la France, c'était y placer un bouclier qui la protégerait contre les coups des ennemis. *En la protégeant, on protégerait tous les intérêts nés de la Révolution;* on sauverait d'une réaction sanguinaire les hommes compromis par leurs égarements ; on conserverait aux acquéreurs de domaines nationaux leurs biens, aux militaires leurs grades, à tous les membres du gouvernement leurs positions ; à la France, le régime d'égalité, de justice et de grandeur qu'elle avait conquis.

Conserver : voilà le grand mot. La Révolution était devenue conservatrice. Pour se sauver, pour durer, elle avait eu recours d'abord au pouvoir personnel. Elle eut recours ensuite à l'hérédité. C'est donc que le principe du gouvernement héréditaire est tout à fait indépendant de n'importe quelle idée de tradition ou de retour à d'anciennes formes sociales. Les Français de 1800 ont examiné les avantages de l'hérédité prise en soi. Ils l'ont trouvée bonne pour consolider les effets de la Révolution, nécessaire pour stabiliser le nouvel ordre de choses. C'est un des cas les plus remarquables de raisonnement politique que l'on connaisse.

Il est probable d'ailleurs qu'à défaut de Bonaparte, un autre eût bénéficié du même calcul. Joubert n'était-il pas le dictateur auquel le Directoire pensait au moment du retour d'Égypte? On peut dire avec Napoléon lui-même que « les circonstances accumulées sur sa tête » l'ont favorisé plus encore que son génie.

Devenu empereur, il avait souvent réfléchi à cette loi de l'hérédité spontanément rétablie pour sa gloire. Il en était devenu le théoricien et le défenseur. Il rapportait à Las-Cases la controverse qu'il avait eue à ce propos avec l'empereur Alexandre qu'il appelait avec mépris un Grec du Bas-Empire. « Croira-t-on jamais, disait-il, ce que j'ai eu à débattre avec lui : il me soutenait que l'hérédité était un abus dans la souveraineté, et j'ai dû passer plus d'une heure et user toute mon éloquence et ma logique à lui prouver que cette hérédité était le repos et le bonheur des peuples. » Le général républicain s'était tant attaché au principe héréditaire qu'il ne regrettait qu'un echose, c'était de n'avoir pas été lui-même un héritier. Quand il analysait,

à Sainte-Hélène, les causes de sa chute, il revenait toujours à ce point : « Et surtout une dynastie pas assez ancienne. » Il ajoutait superbement : « Je me serais relevé du pied des Pyrénées même, si seulement j'eusse été mon petit-fils. » D'ailleurs les dix ans de son règne furent un long effort pour reprendre contact avec l'histoire nationale, pour donner à la continuité dans l'avenir des racines dans le passé. Son instinct politique sentait la nécessité d'un lien avec ses prédécesseurs. Il aspirait à rattacher sa « race » à celle des Capétiens comme la troisième et la deuxième races s'étaient rattachées à la première. Il fut satisfait le jour où, par son mariage avec Marie-Louise, il fut entré dans la famille de Louis XVI, au scandale des grognards restés fidèles à la tradition de la guerre à l'Autriche, à la pure tradition révolutionnaire.

Ainsi la Révolution avait parcouru, de 1804 à 1810, autant de chemin que du 21 Janvier au 18 Brumaire et du 18 Brumaire à l'établissement de l'Empire. Elle ne s'était pas seulement « dessouillée ». S'il n'y avait eu les problèmes européens, les forces que la Révolution avait mises en mouvement et qu'il n'était plus possible d'arrêter, il est probable que la « quatrième race » eût duré longtemps. Mais là, Napoléon était prisonnier de ses origines. Il dut aller jusqu'à la fin de la guerre ouverte par l'Assemblée législative. Car un peuple peut assez facilement corriger les conséquences de ses principes politiques quand ils ne s'exercent qu'à l'intérieur. Dès que ces principes affectent l'extérieur, ils soulèvent des mondes. Au bout de vingt-deux ans, la guerre déclarée par les Girondins en violation de la politique française se termina par l'invasion. C'était la fin de la guerre commencée en 1792. Ainsi se ferme l'histoire philosophique du règne de Napoléon. Ainsi s'atteste la filiation des régimes issus de la Révolution jusqu'à l'Empire constitutionnel de 1815. Et cela, nous le voyons plus distinctement que les contemporains ne l'ont vu. C'est là que l'*Histoire* de Sorel, par la suite des idées et par la vue des enchaînements, l'emporte sur celle de Thiers qui montre surtout les ressorts humains et politiques.

***

Après cela, après cette esquisse naturaliste de l'épopée napoléonienne, est-il nécessaire, pour comprendre Napo-

léon, de donner autant de part que fait Taine à ses origines italiennes? L'Empereur se moquait des généalogistes qui voulaient trouver parmi ses ancêtres des princes italiens. Il se fût moqué des philosophes qui ont prétendu l'expliquer par Farinata degli Uberti, Castruccio Castracani et Machiavel.

Ici, le temps, le « milieu », c'est-à-dire l'éducation, font plus que tout. Mazarin venait d'Italie. N'a-t-il pas continué Richelieu? Et Louis XIV, qui avait du sang italien et du sang espagnol? Il convient, en histoire, de réduire le rôle de ces sortes d'influences. Écoutez Napoléon parler dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Avant tout, c'est un homme du dix-huitième siècle. Il en a toutes les idées. Il en a le tour littéraire, on peut dire tous les tours littéraires, celui de la déclamation et de Rousseau jusqu'à celui de la maxime. On a recueilli ses pensées, qui étaient surtout des mots. « L'amour est une sottise faite à deux, » sort tout droit de Chamfort ou de Rivarol.

Son éducation, toute française, était bien plus forte que son germe corse. D'ailleurs sa famille n'était-elle pas, à Ajaccio, du « parti français? » Il a parlé rarement de son île natale, avec une pointe de sentiment pour la petite patrie, mais avec quelque légèreté et en passant. Les « grandes affaires », avouait-il, ne m'ont pas permis de penser souvent à la Corse et à Paoli. Dans ses monologues de Sainte-Hélène, que retrouve-t-on toujours? L'homme qui avait eu vingt ans en 1789. Il avait les idées de son temps. Il en avait reçu la formation. Parvenu à l'adolescence avant la fin de l'ancien régime, dans l'état de suprême civilisation auquel était arrivé son siècle, il avait profité de toutes les ressources intellectuelles de la vieille France. Son génie naturel s'est nourri et fortifié de cet héritage. Il a parlé avec gratitude de ses maîtres de l'École militaire. Il a reconnu lui-même ce qu'il devait à ceux qui l'avaient instruit. C'est un de ses plus beaux traits.

La marque du dix-huitième siècle apparaît surtout chez lui par la vénération qu'il eut longtemps pour le héros qui l'avait précédé et qu'il a effacé dans l'imagination des Européens. Frédéric II l'a obsédé jusqu'à Iéna. Napoléon a raconté combien, à l'instant d'entreprendre la campagne de Prusse, il s'était senti inquiet et tourmenté. N'allait-il pas jouer sa fortune et sa renommée en attaquant cette

armée prussienne qu'entourait le prestige redoutable que le maître de la guerre lui avait laissé? Il doutait encore de lui-même avant Iéna. C'est après qu'il n'en douta plus et la victoire remportée sur l'ombre du « Grand Frédéric » fut pour lui sa plus belle victoire. A Sainte-Hélène, elle le soulevait encore d'orgueil. Comme il avait conservé, parmi ses souvenirs, la montre du roi de Prusse, Las-Cases lui demandait pourquoi il n'avait pas aussi conservé l'épée qu'il avait prise à Potsdam. « Mais j'avais la mienne », répondit Napoléon avec une fierté que trahissaient « une douceur de voix et un sourire tout particuliers. » Et pour souligner ce qu'il venait de dire, il pinça, de son geste familier, l'oreille du bon Las-Cases qui, là-dessus, s'empresse d'ajouter : « Au fait, l'Empereur avait raison. Je lui disais là une grosse bêtise. »

Pour mesurer la valeur de cette anecdote, il faut se rappeler l'immense popularité que Frédéric avait conquise en Europe. Alors, dit Macaulay, il n'y avait pas une auberge d'Angleterre qui n'eût le portrait du roi de Prusse et beaucoup l'avaient pour enseigne. Napoléon a détrôné Frédéric dans les imaginations, mais lui-même avait beaucoup songé à Frédéric. C'est un des traits par lesquels nous le situons mieux dans son temps. Cet homme extraordinaire n'a pas échappé à la loi de tous les hommes. Sa génération le domine plus encore qu'il ne l'a dominée.

***

Après un siècle écoulé, après tant d'événements qui nous séparent de lui, nous commençons à voir Napoléon dans la suite de l'histoire. Il n'est plus pour nous ce qu'il était pour le pêcheur de Boulogne, ce qu'il a été pour la France du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire la synthèse des idées de gloire et de liberté, la synthèse de la Révolution. La légende napoléonienne s'est rangée. Elle s'est en même temps rapetissée. Napoléon est surtout un sujet d'étude pour l'École de guerre. Brumaire et le Concordat sont des images qui restent frappées dans l'esprit d'un peuple foncièrement conservateur. Mais la guerre de 1914 a eu et devait avoir la vertu de reculer les autres épopées. Il a fallu le centenaire de Napoléon pour faire sentir que la Révolution, le Consulat, l'Empire, c'était de moins grandes choses qu'on n'avait

cru. Un jour viendra aussi où la grande guerre elle-même semblera moins vaste, parce qu'on la remettra dans un ensemble. Chez Napoléon, qui avait l'instinct de l'histoire, le sentiment de la fuite des siècles, avec les changements de proportion qui en résultent, était très vif. A la distance où nous sommes, après ce que nous avons vu, son histoire diminue un peu. Elle se simplifie en même temps. Le détail de ses guerres s'estompe. Mais, déjà jugés aux résultats, — Waterloo, Sedan, — les deux Empires napoléoniens ont aussi tendance à se fondre avec la guerre générale de 1914 et avec la paix qui en est sortie. Là encore la suite se montre. Comme l'Empire sorti de la Révolution pour la continuer et la réaliser dans les lois et les institutions de la France, comme l'Empire, sous les deux Napoléons, a façonné l'Europe d'après les principes et les idées révolutionnaires, la « paix démocratique » est venue s'ajuster à la politique impériale. Le centenaire de Napoléon est tombé au moment où cette paix sans équilibre nous conduit, par le détour des réparations, à entrer plus profondément en Allemagne et dans le tissu complexe de l'Europe. Quel symbole ! On ne peut s'empêcher de songer, devant les événements d'aujourd'hui, devant les effets de la paix de Versailles, aux circonstances qui sortirent du traité de Bâle, ou, comme dit Albert Sorel, du malentendu qui séparait la France de la Prusse depuis qu'elles avaient signé le compromis de Bâle.

Tout cela passe bien au-dessus de Napoléon lui-même. Sa personne, sa gloire, son génie finissent par être à part du procès historique dont il marque un moment légendaire. Napoléon a obéi à l'impulsion qu'il avait reçue. Elle a agi au bout de cent années et elle nous commande encore. Tant les peuples subissent, tant ils sont pareils en cela aux plus grands hommes.

Gœthe, près de la fin, disait à son fidèle Eckermann : « J'ai eu le grand avantage d'être né dans un temps pendant lequel se sont produits les plus grands faits de l'histoire du monde et ils se sont prolongés pendant toute ma longue existence. J'ai été témoin vivant de la guerre de Sept ans, ensuite de la séparation de l'Amérique et de l'Angleterre, puis de la Révolution française, et enfin de toute l'ère napoléonienne jusqu'à la ruine du héros et jusqu'aux événements qui l'ont suivie. Aussi je suis arrivé à

des conclusions et à des vues toutes différentes de celles que pourront avoir ceux qui naissent maintenant et qui devront se rendre compte de ces événements à l'aide de livres qu'ils ne comprendront pas. » Gœthe ajoutait, après ce *Misereor super turbam* que tous les sages, tous les philosophes ont repris tour à tour : « Ce que l'avenir nous réserve, il est impossible de le prophétiser. Cependant je crains que nous n'arrivions pas de sitôt à la tranquillité. » Gœthe ne croyait pas que le monde serait guéri, l'Europe apaisée, ni la France instruite par les vingt-trois années de guerre de la Révolution et de l'Empire. Connaître les causes de Waterloo, de Sedan, de quatre invasions, n'a servi à rien. On est effrayé de voir à quel point Gœthe a eu raison. Nul ne peut prophétiser plus que lui ce que l'avenir nous réserve. Mais les conditions d'une tranquillité durable auront été rarement aussi peu remplies.

JACQUES BAINVILLE.

Scènes de la guerre bolcheviste au Caucase

Dans les derniers jours de novembre 1918, le prince Fazy-Kadjar, de la famille royale de Perse et commandant en chef de la division sauvage, nous avait réunis à dîner, ma femme, ma fille et moi, avec quelques-uns de ses officiers, à Wladicaucase où il tenait provisoirement son quartier général. Le repas avait commencé sans incident et nous ne pensions pas qu'il dût autrement finir, quand des coups de feu se firent entendre à une faible distance : bientôt, ce fut une vraie fusillade.

Le prince Fazy était galant homme. En même temps qu'il envoyait son aide de camp, Zaour bey, s'enquérir de l'affaire, il nous invitait à ne point renoncer pour si peu au charme d'une aimable compagnie. Il ne voulait pas exagérer le danger. Était-ce la peine de se troubler pour quelques coups de fusil? Mais cette fois, il ne s'agissait pas d'une querelle de soldats.

Quelque trois semaines auparavant, l'ataman des cosaques du Térek Karaouloff avait été assassiné par une compagnie de fantassins bolcheviques et les cosaques, loin de venger leur chef, semblaient tout disposés à faire cause commune avec les contingents rouges qui arrivaient du front turco-russe d'Asie Mineure. Maintenant, cosaques et bolcheviks désolaient le Caucase septentrional ou, plus exactement, la vallée où passait le chemin de fer de Wladicaucase, par

toutes sortes de brigandages et des massacres incessants.

Pour les indigènes de la montagne qui haïssaient de longue date les Cosaques, vainqueurs du glorieux Chamyl et possesseurs des terres les plus fertiles du pays, ç'avait été le prétexte de la révolte. De tous côtés, leurs prêtres prêchaient la guerre sainte : on allait enfin chasser les chrétiens des terres musulmanes. Les cavaliers se réunissaient pour combattre les infidèles sous les plis du drapeau vert. Un hadji-effendi n'avait-il pas reçu naguère les grâces du Très-Haut?

Un indigène, Hallil bey, m'avait raconté la cérémonie. Autour du lac Gascath, dans un cirque de montagnes, Najmoudine avait été consacré imam sous les yeux de toutes les peuplades des terres musulmanes, rassemblées en armes à l'appel de la guerre sainte. Les sauvages Svanets eux-mêmes avaient quitté leurs repaires : revêtus d'armures d'un autre âge, sous la cotte de maille à filets d'argent et le casque guilloché d'or, ils avaient brandi des lames où se lisait encore la devise du chevalier franc Godefroy de Bouillon, quand Najmoudine avait levé sur eux l'étendard du Prophète : « Pénitence, avait-il crié, Dieu a bien voulu appesantir l'effet de son courroux sur les infidèles qui se déchirent comme des chiens dévorants. Que l'esprit du Prophète nous conduise ! L'heure de leur châtiment a sonné. » Puis, il avait prié jusqu'au matin. Au petit jour, tous, indigènes de la grande et de la petite Kabarda, Tchentchentzis des environs de Groznis, Ingouches des alentours de Wladicaucase, Irans musulmans et Bolkartzis mêlés aux Tatars et aux Kurdes du Daguestan et de l'Azerbaïdjan avaient redescendu la montagne par des sentiers abrupts en se parlant à voix basse, l'âme pleine des grandes choses qu'il leur avait été donné de voir.

Notre alerte m'avait remis tous ces événements en mémoire, mais sans que nous en fussions mieux renseignés sur notre situation. Soudain, une forte détonation ébranla la maison ; les fruits tombèrent des compotiers, l'électricité s'éteignit et nous dûmes nous contenter d'une petite lampe à pétrole que des sages avaient eu la prudence d'allumer à tout hasard. Le prince Fazy restait parfaitement calme ; cependant je voyais ma femme et ma fille pâlir.

Nous gardions le silence, quand Zaour bey rentra brusquement, suivi d'un cavalier ingouche. A voix basse, il dit à Fazy quelques mots que je ne parvins pas à com-

prendre, et le prince avertit ma femme et ma fille que nous allions sans doute avoir à nous défendre. Elles allaient lui demander des explications, quand la fusillade éclata avec violence ; le crépitement des coups de feu alternait avec le craquement des mitrailleuses.

Dans le vestibule où nous passâmes, le prince interrogeait à mi-voix Zaour bey. Comme à l'ordinaire, on avait attendu le dernier moment pour le prévenir de ce qui se passait dans la ville. Je dois dire cependant que les cavaliers de l'hôtel n'avaient pas perdu leur temps. Sans troubler notre repas, ces montagnards habitués à toutes les aventures avaient aussitôt trouvé de quoi barricader les issues. Des poutres amenées, Dieu sait d'où, consolidaient la porte, les fenêtres étaient masquées de planches dans lesquelles ils avaient découpé des embrasures avec leur poignard. Des chandelles fichées dans des bouteilles au coin des couloirs, des torches près des issues principales nous tenaient lieu d'électricité. Maintenant, débarrassés de leur « tcherkeskis » (1), en simple « bechmet », afin d'être plus à l'aise, pour combattre, ils se promenaient à travers l'hôtel en faisant jouer avec ostentation les fermetures de leurs carabines. Évidemment, nous allions avoir à soutenir un siège. Mais contre qui? Pendant combien de temps? Je n'osais interroger le prince qui continuait à causer à l'écart avec Zaour bey.

Une grenade à main éclata tout près de la porte d'entrée. Arrêtant net sa conversation, le prince s'avança vers ma femme et ma fille, qui se tenaient plus mortes que vives au bas de l'escalier : « Mesdames, leur dit-il d'un air aimable, je crois qu'il vaudrait mieux, pour vous, regagner vos chambres du premier étage. Ici, nous allons être obligés de manœuvrer un peu, ce qui pourrait vous incommoder. Du reste, ajouta-t-il en désignant les officiers qui composaient notre état-major, ces messieurs vont être trop occupés pour pouvoir tenir avantageusement compagnie à des dames. » Et, comme il m'invitait à les accompagner : « Faites en sorte, me dit-il à voix basse, qu'elles ne sortent plus de chez elles et venez nous rejoindre. »

A mon retour, je trouvai le colonel B***, arrivé au Caucase après la révolution pour procéder à une nouvelle forma-

(1) Vêtement de dessus avec cartouchières.

tion de troupes indigènes ; l'expression bouleversée de son visage ordinairement calme me frappa. Mais, déjà, me prenant à part, il me demandait si j'avais tout prévu, même les pires extrémités? Comme je ne comprenais pas, il murmura d'une voix étouffée : « Mais, mon Dieu, la nécessité d'*en finir* toi-même avec la princesse et sa fille. Tu ne veux pas les laisser tomber vivantes aux mains des bolcheviks? » J'interrogeai, ne sachant rien. — « Il se passe, me dit-il, que huit cents cosaques bolcheviks et un millier d'ouvriers armés vont d'un moment à l'autre faire le sac de l'hôtel. » Or, nous étions une quinzaine de cavaliers avec quelques officiers d'état-major.

La lutte était à peine engagée. M'armant de la carabine d'un cavalier blessé, je montai sur le toit, où nos soldats échangeaient d'instants en instants des coups de feu avec les adversaires, et voici ce que je vis. A une centaine de mètres de l'hôtel, les bolcheviks assiégeaient une maison en flammes où s'étaient retranchés, surpris à l'improviste, six ingouches de notre division. Sans doute, les bolcheviks ignoraient-ils le nombre de leurs adversaires. On les voyait s'agiter tout autour et diriger contre eux sans interruption, le feu d'un groupe de mitrailleuses. Il était clair qu'ils nous réservaient pour la fin, sans d'ailleurs se priver de nous adresser dès à présent leurs balles, par manière de divertissement. Je compris alors les paroles de B***. Nous étions perdus.

En bas, Mourad V*** téléphonait : « Les Moustafids, me dit-il, sont parvenus à envoyer trois cavaliers dans la montagne pour demander du secours. Peut-être arriveront-ils à temps. » Faible espoir ! Il ne nous restait plus qu'à mourir.

Il était deux heures et demie du matin. Le cœur serré d'angoisse, je remontai préparer ma famille au sort terrible qu'il fallait bien envisager d'une façon quelconque. Assise à côté de ma fille sur le même lit, ma femme m'interrogea du regard. En ce moment, la fusillade paraissait plus faible. Je n'eus pas le courage de dire la vérité ; je répondis que cela allait mieux, mais que nous étions encore en danger.

J'avais à peine fini de parler qu'un fracas épouvantable fit trembler l'hôtel jusqu'en ses fondements. Dans le corridor, je rencontrai des officiers qui couraient vers l'entrée. Soudain le cri d' « Allah ! » retentit, je compris que c'était le

secours. Nous allions pouvoir combattre avec des chances de succès.

Je suivis quelques cavaliers qui sortaient devant l'hôtel. Hallil bey, un genou en terre, tirait sans arrêt sur une troupe de combattants admirablement éclairés par l'incendie de la maison des ingouches : quelques-uns tombaient, l'ensemble reculait peu à peu. Soudain, une multitude d'ombres qui rampaient le long du trottoir m'entoura : c'étaient les cavaliers ingouches, venus de la montagne à notre secours. Ils épaulaient et tiraient sans se lever de terre. Puis, ils se dressèrent tout à coup, et au cri d' « Allah ! » bondirent le poignard à la main.

La lutte dura dix minutes à peine ; quand je rentrai dans l'hôtel, je retrouvai ma femme et ma fille toujours assises sur leur lit. A côté d'elles, Mourad, la figure blessée, les réconfortait : « Ces chiens de Giaours ont pris la fuite, me dit-il joyeusement, et maintenant nos ingouches les poursuivent sans faire de quartier. » Je remarquai qu'il portait au bras un brassard blanc, l'emblème du Gazavat (1). Ainsi, nous combattions au nom de la guerre sainte.

Dans la salle, le prince Fazy tenait conseil avec trois montagnards. Hallil bey rentrait, son bonnet de fourrure rejeté en arrière pour dégager une large balafre sanguinolente ; ses cartouchières croisées sur la poitrine et son poignard nu à la ceinture, il brandissait sa carabine : « Voilà, me dit-il, comme les croyants châtient les chiens infâmes. Six ingouches ont tenu pendant plus de cinq heures contre un millier de chrétiens ; voilà ce que font la Foi et le Prophète. »

Ma fille entrait à ce moment. Pour être en règle avec les coutumes musulmanes, Mourad lui avait fait couvrir la tête d'une longue mousseline noire qui lui descendait jusqu'aux pieds. A son approche, tous les montagnards tournèrent la tête ; aucun blessé ne resta étendu, les plus faibles se levaient légèrement de leurs bancs.

Le jour se faisait peu à peu. Le conseil de Fazy terminé, les grand'gardes disposées autour de l'hôtel, nous allâmes enfin prendre un peu de repos.

(1) La guerre sainte.

*
* *

Je dormais profondément, quand je me sentis secoué avec rudesse. Je reconnus le colonel N***.

« Allons, me dit-il, réveille-toi ; il faut partir ; dans une demi-heure, l'automobile sera ici et en route pour Bazorkino. » Somnolant encore, je m'habillai en toute hâte sans dire mot : « Va prévenir la princesse et ta fille, ajouta le colonel, il leur faut partir dès que l'auto sera ici. Dans deux heures, il pourrait être trop tard pour passer. »

Ce fut assez pour me réveiller tout à fait. Sans plus d'explications, j'allai trouver ma femme qui prenait son petit déjeuner avec ma fille ; c'est à peine si elles avaient fermé l'œil de la nuit. A la nouvelle d'un départ précipité, elles poussèrent les hauts cris : « Pourquoi partait-on? qu'arrivait-il? quels nouveaux dangers?... Il leur était impossible d'être prêtes dans une demi-heure. » Au bout d'une heure, elles étaient dans l'auto : et qu'eussent-elles pu faire d'autre?

Le colonel N*** était arrivé de Gronoï à Wladicaucase, moins d'une heure après notre délivrance. Les nouvelles qu'il apportait n'étaient pas pour nous rassurer : ses ordres n'avaient pas été exécutés, la voie ferrée n'avait pas été coupée aux environs de la station de Beslanne, en sorte que des forces bolcheviques importantes pouvaient surgir d'un moment à l'autre aux alentours de Wladicaucase. Dans ces conditions, le prince Fazy avait décidé de reformer notre division dans les montagnes et de transporter provisoirement l'état-major à Bazorkino où nous devions aller préparer ses quartiers.

Pour sortir de Wladicaucase, il nous fallait traverser le quartier du Bazar où, disait-on, l'on se battait encore. Nous y surgîmes comme un projectile. Les groupes de gens armés que nous apercevions à peine n'eurent pas le temps de nous reconnaître et d'épauler. Nous débouchâmes dans la campagne. Derrière nous, on entendait vaguement des coups de feu. Le matin était admirable ; pas un nuage au ciel ; une température de printemps ; or, nous étions dans les derniers jours de novembre.

Quelques kilomètres plus loin, nous commençâmes à rencontrer des groupes de cavaliers ingouches, qui battaient campagne autour de Wladicaucase. Chose curieuse, ma femme

qui avait gardé tout son calme pendant la traversée du Bazar, se dressa tout à coup pour leur crier d'aller à Wladicaucase nous venger. Je ne sais si les bons apôtres comprirent, mais il n'en fallut pas plus pour les lancer à une nouvelle curée. « Barkal ! Barkal ! » répondaient-ils en piquant leurs chevaux et en brandissant leurs armes. C'en était fait. Ainsi, par la force des circonstances, nous étions devenus musulmans, nous prenions part au Gazavat, moi en qualité de prince tatar, descendant de Timour-Lenk (Tamerland), ma femme comme princesse d'origine égyptienne que j'avais épousée à Stamboul.

Deux heures après, nous entrions à Bazorkino, important aoul ingouche, qui compte plusieurs centaines de grandes fermes entourées de jardins et deux fort belles mosquées. A l'horizon, les montagnes du Caucase se profilaient en pyramides de cristal sur un ciel turquoise. Les vergers, malgré la saison, étaient en fleurs ; çà et là, des chevaux et des brebis broutaient paisiblement l'herbe courte. Qui donc aurait cru qu'à quelques lieues de ce paysage bucolique une ville avait été le théâtre du pillage et du meurtre?

Nous nous installâmes chez un cousin de Zaour bey, gros propriétaire du nom d'Islam bey. Nous avions pris place sur la véranda qui entoure presque chaque maison de campagne caucasienne, quand, au détour du sentier qui menait au verger, nous vîmes déboucher une théorie de jeunes femmes, en robes de soie rose tendre, bleu turquoise et mauve rosé, qui portaient sur l'épaule gauche, de la façon la plus gracieuse du monde, de grandes urnes en cuivre à bec de cygne. Elles venaient de la fontaine, la tête couverte d'un long voile, les bras nus émergeant de robes claires. Le frère aîné d'Islam bey, Ismaël, les présenta à ma femme ; deux étaient ses filles, les autres des nièces et des parentes plus éloignées. A ce moment, comme il étendait la main, un énorme rubis qu'il portait à l'annulaire attira mon attention. Je lui en demandai l'origine. Avec un sourire énigmatique, il me répondit qu'il l'avait trouvé par hasard à Wladicaucase, pendant l'affaire de la nuit dernière. J'étais fixé. En français, à voix basse, je prévins ma femme qu'elle eût à être prudente. Je savais qu'elle avait réussi à emporter avec elle des bijoux d'une grande valeur. Ainsi, l'apparence bucolique de Bazorkino était trompeuse ! Nous devions bientôt nous en apercevoir.

Le soir, après quelques moments de repos auxquels nous arracha l'arrivée du prince Fazy avec son état-major, Islam bey nous retint à dîner. Je n'oublierai jamais l'aspect de la salle. Au milieu d'une grande chambre, aux murs crépis à la chaux, était dressée une longue table, recouverte d'une nappe superbement damassée, où se trouvaient disposées à tort et à travers les pièces d'argenterie les plus disparates ; au centre, des bouteilles en nombre imposant, des piles d'assiettes dépareillées aux quatre coins ; çà et là, autour de la table, quelques escabeaux et quelques chaises. Ce qui mit le comble à mon étonnement, ce fut la quantité incroyable de victuailles de toutes sortes amoncelée dans cette salle à manger improvisée : pains de sucre, sacs de farine, boîtes de conserve, boîtes de biscuits, épices, flacons de compote, et le reste. Or, à cette époque, au Caucase comme en Russie, on manquait déjà presque de tout. Tant de bonnes choses dans un endroit aussi excentrique que Bazarkino, il y avait de quoi rester rêveur.

Pendant le repas, des cavaliers ne cessèrent d'apporter de nouvelles caisses et de nouveaux sacs, voire de gros objets roulés dans des lambeaux d'étoffe, sans que les convives parussent faire attention à un manège qui leur semblait tout naturel. A un moment, ce fut le tour d'un piano, mal dissimulé sous une couverture de cheval. « Le butin de Wladicaucase commence à arriver à Bazorkino », me dis-je, et déjà une glace suivait le piano.

Le repas fini, le colonel N*** me pria de le rejoindre sur la véranda ; il allait chez le prince Fazy et paraissait soucieux. La nuit était d'une limpidité sans pareille. « Viens, me dit-il, nous serons plus à l'aise pour causer et puis je me sens nerveux, les rayons de la lune m'aveuglent. » Sans mot dire, très impressionné par le ton grave de N***, je le suivis. N*** garda un instant le silence. « Écoute, me dit-il enfin, sans me regarder, nous allons nous séparer. » Je fis un geste d'étonnement. « Oui, reprit-il, je viens de chez Fazy, j'ai assisté à son conseil, il refuse de s'emparer de Wladicaucase ; il craint qu'en cas de succès, l'attaque ne se convertisse en sac de la ville, et que nos ingouches, qui l'ont déjà fortement pillée, ne finissent par passer toute la population au fil de l'épée. Au fond, il n'a peut-être pas tort. Dans ces conditions, il a décidé de partir avec l'état-major pour Vidino où se trouvent des

munitions d'artillerie. Toi, tu partiras pour Naltchik, dans la grande Kabarda, où l'on formera un nouveau régiment. Naturellement, — ici la voix de N*** se fit plus sourde encore — tu emmèneras avec toi ta femme et ta fille. » Je levai les yeux sur N***, mais son visage était masqué par l'ombre. « Mais, comment ferons-nous, pour arriver jusqu'à Naltchik? d'ici là, il faut traverser les montagnes sur près de cent cinquante kilomètres, au milieu de tribus qui ne sont rien moins que tranquilles. » N*** esquissa un grand geste qui voulait dire : à la grâce de Dieu. Très inquiet d'un voyage dont je n'attendais rien de bon, je ne savais que répondre : la proposition de N*** était un ordre de Fazy. Tout à coup, sans se retourner, N*** me posa fortement la main sur le bras. « Nous ne nous reverrons peut-être jamais ; les balles sont folles et la mort est bête, on peut mourir pour un oui, ou pour un non. » Il fit une pause. « Eh bien ! je vais te faire une confidence, pendant toute ma vie aventureuse, je n'ai aimé qu'une fois, si on peut appeler ça aimer, à tel point que je m'en croyais incapable. Maintenant je sens que je suis amoureux, que j'aime pour toute ma vie ; je tiens à te le dire, n'oublie pas mes paroles. » Je levai la tête ; comme par hasard, un rayon de lune inonda le visage de N***. La face énergique avait une expression presque convulsive, deux grosses larmes coulaient de ses yeux.

Mon émotion fut si vive que je ne pensais pas à lui répondre. N*** se redressa, comme pour vaincre un obstacle intérieur, puis, rajustant son poignard dans sa gaine, il pivota sur ses talons et me tendit la main. Comme il s'éloignait à grandes enjambées, il me cria presque : « A demain matin, si nous sommes encore vivants. »

Je restai quelque temps à errer sur la terrasse, sans pouvoir me résigner à prendre du repos. L'aveu de N*** m'avait bouleversé. Regardant au hasard devant moi, j'aperçus alors dans la campagne des manières de points noirs qui avaient l'air de s'assembler, puis de s'éparpiller à certains endroits. J'allai prévenir Islam bey, puis je montai me coucher.

Il était près de six heures du matin quand l'inquiétude me réveilla. Sur la véranda, un froid pénétrant me saisit. L'aspect de la campagne avait complètement changé ; le faux printemps de la veille avait brusquement fait place à l'hiver ; la terre était couverte d'une mince couche de neige,

de gros flocons tombaient lentement. Ce spectacle inattendu n'était pas pour me réjouir : les routes, que je savais déjà très mauvaises, seraient presque impraticables après la fonte de la neige.

Je tâchais d'examiner les plans les plus lointains du paysage, quand j'aperçus Zaour bey sortant de sa chambre. Il avait baissé son bonnet sur ses yeux et relevé le col de la capote grise qu'il affectait de porter, alors que nous autres portions généralement la bourka indigène, sorte de longue pèlerine en poil de chameau. A le voir ainsi, le bonnet sur les yeux et le col de sa capote relevé, on aurait dit à s'y méprendre un officier turc. Zaour bey avait d'ailleurs servi comme colonel dans l'armée ottomane. Les bruits les plus étranges couraient sur son compte. On disait que d'origine ingouche, il avait commencé son service militaire dans un régiment de cavalerie russe. Un jour, ayant giflé son colonel pendant une partie de cartes, il avait passé en conseil de guerre, puis avait été enfermé dans la forteresse de Kief, d'où il s'était évadé en poignardant la sentinelle. Après quelque séjour à Berlin, il était arrivé à Paris où il avait épousé une Française. Un peu plus tard, à Constantinople, il s'était engagé dans l'armée ottomane. Colonel turc au moment de la déclaration de guerre, il déserte, arrive à Pétrograd, parvient, on ne sait comment, à obtenir une audience de l'empereur qui l'autorise à entrer dans la division sauvage, mais en qualité de simple sous-officier. Le prince Fazy l'avait pris en affection, et avait fini par en faire son aide de camp. Bref, Zaour bey, qui parlait plusieurs langues orientales, le français, l'anglais et l'allemand, représentait le type classique de l'aventurier de haute envergure.

Il me demanda sans préambule s'il était vrai que nous partions pour la Kabarda. Je lui répondis que cet ordre m'avait été transmis la veille au soir. Il se récria, prétendant que nous n'arriverions jamais à destination, que nous serions massacrés en route, sans compter que les ingouches ne manqueraient pas de se croire abandonnés. Zaour bey parlait sur un ton véhément qui ne prouvait que trop son mécontentement : « Je m'étonne, remarquait-il avec un sourire amer, que le colonel N*** ait participé à ce projet ; je croyais qu'il avait une sincère admiration pour ta fille, sentiment que j'ai ressenti du reste bien avant lui. Comment peut-il

avoir consenti à vous embarquer dans une pareille aventure? » Je me rappelai que Zaour n'avait jamais rendu à ma fille un porte-cigarettes d'un très grand prix, qu'il lui avait pris, soi-disant, pour le montrer à sa sœur. Dans quel dessein secret voulait-il me dissuader de partir? Quoi qu'il en fût, ses paroles augmentèrent singulièrement mon inquiétude.

Comme je réfléchissais au parti à prendre, des coups de feu se firent entendre sur la ligne des avant-postes. Zaour se précipita du côté du bivouac, criant des ordres en ingouche et en tatar. Bientôt le bruit du canon se mêla au craquement de la fusillade. Non loin, un monticule couvert d'arbres fruitiers faisait un bon poste d'observation ; m'y étant rendu, je vis la chaîne des tirailleurs ennemis serpenter à travers les inégalités du terrain. A mon retour, on était en plein branle-bas.

Je cherchai le colonel N***, je finis par l'apercevoir, derrière le chèvrefeuille, causant avec ma fille.

Je les laissai pour aller voir au bivouac si des ordres avaient été donnés pour notre départ. Comme je sortais, un groupe de cavaliers me bouscula. Zaour bey les conduisait : « C'est décidé, me dit-il, vous partez pour la Kabarda. A la grâce d'Allah ! Vous emmenez six mitrailleuses, Hachmat les remettra en route aux Tchechentzis, si toutefois vous échappez aux cosaques de la Stansitza Alexandrovskaïa. » Notre bagage fut vite fait, en tout trois couvertures et deux mauvaises valises, dont l'une, il est vrai, contenait, cachés dans un double fond, des titres et des bijoux d'une grande valeur. Ma femme et ma fille étaient calmes, résignées à subir n'importe quel sort.

Bientôt, nous montions en charrette, escortés par des cavaliers ingouches. A la sortie de la ferme, dans la grande rue de Bazorkino, des groupes d'hommes en armes couraient aux avant-postes, les femmes excitaient en hurlant les ingouches au combat, tandis que les muezzins, du haut des minarets, clamaient les versets de la prière. La fusillade devenait de plus en plus violente. Après une pause, Hachmat nous rejoignit, accompagné des mitrailleuses et de deux charrettes, l'une pour sa femme, qui n'avait pas voulu le quitter, l'autre pour une autre dame musulmane, et notre petit convoi se remit en marche.

Avant notre sortie de Bazorkino, nous entendîmes encore

des appels : le colonel N*** accourait pour nous dire adieu. Le pauvre garçon pataugeait dans la boue, relevant d'une main les pans de sa tcherkeska, de l'autre soutenant ses armes. Il baisa la main de ma femme et de ma fille, nous fit un dernier signe de la main, puis disparut au milieu des groupes qui continuaient à se diriger vers les avant-postes.

Inutile de relater toutes les péripéties de notre voyage dans un pays de montagnes, sur des routes presque impraticables, au milieu d'une population fanatique. Le soir, nous arrivions dans l'aoul du prince Marchani et lui demandions l'hospitalité.

Le repas que m'offrit le prince Marchani fut semblable à tous ceux que l'on offre au Caucase en pareil cas, si ce n'est que tous ses parents voulurent nous servir eux-mêmes, grande marque d'honneur. Je n'en rapporterai qu'un petit incident. Le prince Marchani m'ayant dit qu'il avait beaucoup connu le général Skobeleff, oncle de ma femme, je lui parlais du général Haranoff qui avait longtemps servi sous les ordres de Skobeleff. « Oui, me dit Marchani, je me souviens de cet homme-là ; mon père vendit le père du général Haranoff à un de mes parents pour une paire de lévriers. » Puis, avec une expression de mépris : « les Haranoff, ajouta-t-il, étaient esclaves de mes aïeux. » Je me le tins pour dit.

On avait disposé par terre des nattes pour nous servir de couchettes. Toute la nuit, un des parents du prince Marchani demeura dans la pièce sans quitter ses armes, pour être présent au cas où j'aurais besoin de quelque chose. Au matin, j'allai trouver ma femme, qui, selon les coutumes musulmanes, avait reçu l'hospitalité à part, dans les appartements des jeunes princesses. On ne lui avait pas témoigné moins d'honneur qu'à nous-mêmes. Toute la soirée, me dit-elle, les jeunes princesses s'étaient efforcées de la distraire et de la servir.

Dans le vestibule, le prince Marchani et sa famille nous attendaient pour prendre congé de nous. Ses deux fils se tenaient à ses côtés ; il leur avait donné l'ordre de nous accompagner jusqu'à la prochaine étape. « Ils t'accompagneront, me dit-il en souriant, ils ont de bonnes armes et de bons chevaux, ils te serviront pendant une journée de gardes du corps. » Je me récriai : « Non, reprit-il, ils doivent t'accompagner. En passant devant la Stanitza d'Alexandrovskaïa il y aura

peut-être du danger ; il est juste que mes fils le partagent avec les hôtes de leur père. »

Ce jour-là, nous traversâmes des sites admirables. A droite et à gauche, des crevasses sans fond livraient passage à des torrents qui déversaient leurs cascades irisées des mille feux de la lumière ; des aigles gigantesques ne cessaient de tournoyer autour de nous et plusieurs d'entre eux se posaient sur des roches, comme pour nous provoquer.

A un tournant de la route, le prince Marchani, le plus jeune, qui chevauchait en tête, nous fit signe de nous arrêter. « Écoute, me dit-il en souriant, à mi-voix, et de façon que ma femme ne pût l'entendre, nous approchons de la Stanitza, et quoique l'heure soit très matinale, il est possible que les cosaques veillent. A tout prix, il faut les détourner des charrettes. Nous autres cavaliers, nous allons tous monter là-haut (il m'indiquait une crête assez élevée) ; ils nous apercevront, ouvriront le feu sur nous, qu'ils manqueront probablement, et pendant ce temps-là, les charrettes auront le temps de passer inaperçues, couvertes par le pli de la montagne. »

Mon cheval était une bête admirable. A peine avais-je eu le temps de regarder le chemin que je me trouvais sur une élévation qui commandait le paysage environnant. Mes compagnons étaient montés en même temps que moi, en sorte que nous formions un petit groupe facile à apercevoir de la Stanitza Alexandrovskaïa, située à environ deux ou trois kilomètres.

Les cosaques ne dormaient pas, et tout se passa comme l'avait prévu le prince ; ils tirèrent quelques coups de canon, nous manquèrent et nous nous empressâmes de descendre par le versant opposé rejoindre nos charrettes qui avaient paisiblement contourné le flanc de la montagne. Ce stratagème ayant réussi, les deux fils du prince Marchani prirent congé de nous, s'excusant de ne pouvoir nous conduire jusqu'à la fin de l'étape.

Il pouvait être environ onze heures et demie quand nous perdîmes de vue la Stanitza cosaque. Peu à peu le paysage changea d'aspect. Les montagnes relativement peu élevées que nous avions traversées jusque-là, firent place à des pentes qui montaient graduellement vers de sombres nuages. A droite, en bordure de plaines qui paraissaient immenses, les grands pics de la chaîne du Caucase commençaient à

s'éclairer des reflets du soleil de midi. La route devenait de plus en plus difficile, les pentes abruptes étaient souvent coupées de précipices que nous passions sur un pont de fortune. Sur les pentes, de misérables villages, la plupart du temps, incendiés ou déserts.

Soudain, à un tournant de la route, un grand diable de montagnard, à cheval et la carabine à la main, nous cria de nous arrêter ; derrière lui, tout un parti de cavaliers, précédé du drapeau vert, avec trois mitrailleuses en position, était en mesure de se faire obéir. Le prince B*** qui, depuis le départ des princes Marchani, avait pris la tête de notre caravane, expliqua qu'il conduisait un prince tatar avec sa famille et deux dames musulmanes. Le reste des cavaliers était destiné à former les contingents d'un nouveau régiment musulman dans la grande Kabarda. Ces derniers mots nous ouvrirent la route : nous servions la même cause. Le Koumonik et ses hommes allaient rejoindre l'Imam. « Il vient de déclarer la guerre sainte aux chiens de Giaours, disait-il d'un air de triomphe. Le Croissant doit enfin dominer la croix de Judée, la volonté de Dieu s'est manifestée par la voix de l'Imam. Nous marchons derrière le drapeau vert. Gloire au Prophète !... »

Toute la journée, nous fîmes de pareilles rencontres. Évidemment, les peuplades du Caucase avaient été touchées par l'appel des *Ahuns* qui les invitaient à prendre part au Gazavat. Dans ces conditions, la moindre imprudence, la moindre apparence chrétienne pouvait nous coûter la vie. Grâce à Dieu, le voyage se pourvuivit sans encombre jusqu'aux approches de l'aoul d'Artchalouk, bourgade importante habitée par un fameux « hadji ». B*** nous prévint que le saint homme était connu pour son fanatisme ; bien avant la guerre, de tous les points du Caucase, les pèlerins de la Mecque venaient le consulter.

A la tombée de la nuit, B*** fit arrêter notre convoi en m'appelant à l'écart : « Écoute, me dit-il, le village où nous allons entrer est mauvais. Toi, d'origine tatar, tu n'as au fond rien à craindre. Tu connais à fond le *chariat*, tu connais l'*adad;* tu es au courant des usages, tout ira bien. Mais il y a ta femme et ta fille. Il y a surtout leur petit chien Chouchou. Tu ne sais que trop que le chien est un animal impur qu'il est interdit d'introduire dans l'habitation d'un croyant. Oh ! moi, je suis un musulman civilisé, je n'y regarde pas de si

près. Mais un *hadji!* » Je répondis à B*** qu'à aucun prix ma femme ne se séparerait de son chien ; elle le cacherait, c'était tout ce que je pouvais obtenir. « Eh bien ! à la grâce d'Allah », dit-il, et nous nous mîmes en marche vers le village.

Artchalouk était bien gardé. Il nous fallut redire qui nous étions, où nous allions, le but de notre voyage. Enfin, B***, qui se chargeait des négociations, revint me déclarer, non sans inquiétude, que, vu ma haute origine, ma famille était honorée de l'hospitalité du hadji lui-même. La nouvelle terrifia ma femme et ma fille. Deux chrétiennes, passer la nuit chez un hadji ! avec Chouchou ! Il n'y avait pas moyen de faire autrement.

Un grand vieillard, la barbe teinte en rouge, le bonnet coupé d'un mouchoir vert, emblème du Gazavat, nous attendait sur le perron : « Entre, me dit-il, tu es l'hôte de Dieu, puisque toi et les tiens venez de loin et êtes fatigués par la route. Je te parle en russe, parce qu'on me dit que ton dialecte d'Orient n'est pas le même que le mien. » Le vieillard parlait un mauvais russe, coupé de mots ingouches et d'expressions koumouik, qui le rendait assez difficile à comprendre. Dans ma réponse, je m'appliquai à farcir mon russe de toutes les expressions orientales qui me vinrent à la mémoire.

Ma femme et ma fille, la tête voilée, attendaient modestement qu'on leur fît signe d'entrer. Le hadji me demanda combien j'avais de femmes. Je lui dis que j'en avais deux, ma femme et ma fille. D'un geste, il leur désigna la résidence des femmes. Puis, s'excusant auprès de moi d'être obligé de les faire dîner avec nous : « Les temps sont durs, me dit-il, nous faisons la guerre, et je n'ai pas les moyens de te donner l'hospitalité comme je le voudrais. Ne t'offense pas si tu es obligé de passer la nuit avec ta femme et ta fille. Quant au dîner, que je t'offrirai de mon mieux, nous le mangerons en famille. Dieu pardonne au croyant qui fait ce qu'il peut. » C'était m'indiquer ma conduite. Avec une condescendance un peu dédaigneuse, je répondis que pour une fois, et vu les circonstances, je consentirais volontiers à dîner en présence des femmes, et qu'en effet, il y avait des cas où l'adad devait subir des accommodements.

Resté seul avec le hadji, je m'approchai du feu, et, sans ôter mon bonnet, comme c'est l'usage, assis sur un escabeau,

je commençai à murmurer une sorte de mélopée continue et sourde. Le Hadji m'observait à la dérobée. Mon attitude très digne, la mélopée que je psalmodiais sans avoir l'air de me préoccuper de ce qui se passait autour de moi l'intriguaient :

— Écoute, me dit-il d'une voix timide, je te demande pardon de t'interrompre, je vois que tu es recueilli, mais à qui parles-tu?

— Je parle, lui répondis-je d'une voix digne, à Celui à qui on doit parler.

— Mais que lui dis-tu?

— Je lui dis ce que l'on doit lui dire.

— Tu parles du Prophète?

— Je parle de Celui qui est seul et au-dessus.

Cette manière sibylline de parler sans même tourner la tête lui fit une impression si forte que, passant sa grande main noire sur sa barbe rouge, il me demanda d'un air gêné : « Mais que veux-tu dire? Tu parais savoir ce que l'on ne sait pas. » Je fis un signe affirmatif. « Peut-être vas-tu à la Mecque? Tout vrai croyant doit aller à la Mecque au moins une fois dans sa vie, voir les volées de colombes qui tournent sans cesse au-dessus du saint édifice. » Cette allusion aux saintes colombes de la Mecque plongea le hadji dans la béatitude.

— Du moment que tu connais les colombes, tu sais beaucoup plus que tu n'en veux dire. Dis-moi, les Osmanlis sont proches, le Croissant va s'élever?

— Oui, lui dis-je, le Croissant s'élève dans le ciel comme le triomphe du Très-Haut dans le paradis du Prophète. Mais dis-moi, toi qui es hadji, êtes-vous prêts?

Mes paroles produisirent leur effet. Le hadji me déclara que tous les montagnards s'apprêtaient à prendre les armes, que d'après ce qu'on lui avait dit, l'Islam tout entier devait finir par se soulever pour marcher contre les chrétiens qui maintenant se dévoraient entre eux. Le calife de Stamboul avait donné l'ordre à tous les fidèles de marcher sous le drapeau de la foi ; déjà, un contingent formé par lui était parti rejoindre l'Imam Najmoudine ; dans le Daguestan, plus de dix mille Arméniens avaient été passés au fil de l'épée. Poix lui, dans quelques jours, il espérait que tout l'Azerbaïdjan serait en feu. Je lui répondis que tel devait être le désir de tout bon musulman. Je lui racontai même la façon dont

l'Imam Najmoudine avait été consacré, ajoutant d'un air inspiré que l'heure de la délivrance allait sonner. Puis je me tus en continuant à regarder le feu.

— Tu n'as pas trop chaud, me demanda-t-il enfin?

— Non, je regarde le feu pour voir ce que l'on doit y voir.

— Qu'est-ce qu'on peut y voir?

— Tout, puisque le feu est l'image de la Foi et que le Prophète dit de propager la Foi, s'il le faut, par le fer et par le feu.

Ces mots mirent le comble aux sentiments du hadji. C'est avec un ton de respect mêlé de crainte qu'il me demanda :

— Tu es peut-être Ahun?

— Oui, je le suis en effet.

Le vieux s'inclina profondément :

— Je m'en doutais ; mais ta femme et ta fille, que vas-tu en faire?

Je lui répondis que ma femme était une princesse égyptienne ; que je la trouvais fortement émancipée par des Anglais qu'elle avait fréquentés en Perse, que pour la remettre à la raison ainsi que ma fille, je les laisserais à Stamboul, chez la fille d'un hadji de ma connaissance. « Et tu auras bien raison, me répondit le vieux à barbe rouge, car la femme est un être qui a besoin d'être aimé, mais aussi d'être châtié. Plus elle est châtiée, meilleure elle est, car le Prophète a dit : tu travailleras ta terre pour la rendre fertile. Il en est ainsi pour une véritable hanoum. »

A ce moment, ma femme et ma fille entrèrent dans la pièce où nous étions, suivies par les deux filles du hadji qui portaient le dîner.

Tout frugal qu'il était, le repas se passa selon les rites de l'hospitalité. Les parents du hadji, qui s'étaient introduits dans la pièce, se tenaient armés de pied en cap debout, prêts à nous servir, tandis que ma femme et ma fille recevaient à leur tour les restes des plats que le hadji et moi voulions bien leur laisser. Osman, mon ordonnance, mangeait debout dans un coin. Nous gardions le silence, car il est de mauvais goût de parler en mangeant. De temps en temps, le hadji choisissait un morceau avec ses doigts et me l'offrait avec solennité.

C'est probablement ce geste de haute hospitalité qui incita

tout à coup Chouchou à sortir subitement de la cape où ma femme l'avait caché. L'effet fut indicible, les parents du hadji sursautèrent comme si le diable lui-même leur était apparu, cependant que le hadji regardait le petit museau du chien avec une expression d'ahurissement complet. L'incident pouvait devenir grave. La présence d'esprit de mon ordonnance nous sauva la vie : « Tu crois sans doute, Effendim, que c'est un chien que la princesse tient sous sa cape? Comme tu te trompes! C'est un petit chat turc qu'elle a rapporté d'Égypte », déclara Osman d'une voix insinuante. Les assistants se regardèrent sombrement, attendant que le vieux hadji se prononçât sur ce cas incroyable. Le vieux claqua des mâchoires, comme si quelque chose de trop gros passait difficilement dans sa gorge, puis d'un ton conciliant il s'excusa d'avoir perdu la vue à cause de son grand âge au point d'avoir pu prendre un chat pour un chien. Au lever du jour, nous roulions vers Naltchik...

Ce matin, Chouchou, orné d'un beau nœud de soie rose, est allé se promener aux Champs-Élysées...

Prince KOTCHOUBEY.

La Psychologie de Berlin

Il fallut à Berlin un peu plus de quinze ans pour devenir, au lendemain de la fondation du *Reich*, une *Reichstadt*, c'est-à-dire une vraie capitale. Guillaume Ier était par toutes ses fibres un Prussien de l'ancien modèle bien plus qu'un Allemand du nouveau. Tant qu'il régna, sa capitale garda son caractère prussien. Berlin resta jusqu'en 1887 ou 1888 une ville de province aux mœurs frustes et patriarcales. La politique était la grande affaire des Berlinois, les idées et les beaux-arts les intéressaient médiocrement. Ce peu de chose dont ils avaient besoin en fait d'idées leur venait d'Iéna et de Kœnigsberg et ce moins de chose dont ils avaient besoin en fait de beaux-arts leur était expédié de Weimar. La cour marquait à toutes les fanfreluches de l'esprit un profond dédain. Guillaume Ier aurait donné toutes les œuvres des meilleurs écrivains de ses États pour un, sermon de son prédicateur favori. Et quant à Bismarck, si l'ossature des grenadiers poméraniens lui inspirait une vive sollicitude, la plus ou moins bonne forme des artistes du royaume le laissait fort indifférent.

On était encore à Berlin, quinze ans après Sedan, « entre soi ». Quelques Juifs et quelques Russes étaient venus se fixer dans la nouvelle capitale au lendemain des grandes victoires qui avaient permis la fondation de l'Empire, mais ils ne participaient point aux travaux et aux plaisirs des

élus. Combien, d'ailleurs, austères, ces travaux! Combien plus austères, ces plaisirs! Et quel sans-gêne! Et quelle absence de pompe et quelle obsession de l'économie! Alors un lieutenant de la garde, se rendant au bal de la cour en pantalon blanc amidonné et en bottes vernies, montait démocratiquement dans le tram. Les comtesses et les baronnes, habitant les quartiers proches du Palais, faisaient mieux encore. Hardiment retroussées, leur traîne sous le bras, elles allaient au bal à pied. Alors Bismarck donnait, sous les auspices du dieu Gambrinus, des soirées intimes dites « soirées biéreuses ». On y parlait chasse, manœuvres militaires et généalogies princières pour le plus grand plaisir, comme on devine, des rares étrangers que le Chancelier de fer croyait devoir inviter à ces libations.

Alors Guillaume Ier, chef suprême de l'Empire et suprême arbitre des mœurs, donnant l'exemple suprême de la suprême simplicité, renonçait à faire aménager une salle de bains dans sa résidence. Deux fois par semaine on roulait le long des *Tilleuls* une baignoire empruntée au matériel de l'Hôtel de Rome, une baignoire qui était en bois; mais Guillaume Ier la jugeait, telle quelle, amplement suffisante encore à ses besoins. Après usage, la baignoire reprenait le chemin de l'Hôtel de Rome. Et ce pèlerinage recommençait chaque mercredi et chaque samedi.

Aux mœurs de la famille impériale et de l'aristocratie, on se figure les mœurs bourgeoises et les mœurs populaires. Bourgeois et ouvriers se contentaient, eux aussi, de fort peu. Les établissements les plus somptueux de Berlin étaient sans contredit les hôtels. Il fallait un relais au voyageur qui se rendait de Paris à Varsovie, Saint-Pétersbourg ou Moscou. Berlin devint ce relais situé à mi-chemin. La clientèle était nombreuse, exigeante. Aussi, une fois de plus, le besoin créa-t-il l'organe. Le « confort moderne » triomphait déjà dans les hôtels berlinois que l'inconfort traditionnel sévissait encore dans les palais, les hôtels princiers et les maisons bourgeoises de la capitale.

*
* *

Entre le Berlin de Guillaume Ier et celui de Guillaume II, quelle différence! Quelle métamorphose la capitale allemande n'a-t-elle pas subie entre 1888 et 1914! On a beau-

coup discuté en Allemagne, on a beaucoup écrit sur ce qu'on pourrait appeler — puisqu'il s'agit d'une chose allemande — la « philosophie » de cette transformation. On s'accordait jusqu'en 1914 à la célébrer comme un bienfait. Depuis la défaite, cependant, des voix discordantes s'élèvent. L'une des plus aigres est celle de M. Carl Sternheim qui vient de publier sous ce titre : *Berlin ou Juste milieu*, un pamphlet dont les Brandebourgeois se montrent extrêmement irrités (1).

Tout ne me paraît pas absolument judicieux dans cette amusante et cinglante diatribe. L'idée fondamentale sur laquelle M. Sternheim s'appuie pour charger à fond Berlin et les Berlinois me semble tout particulièrement sujette à caution : Berlin m'apparaît comme la cité du paroxysme bien plus que comme la cité d'un *juste milieu* affadissant et mortel ; mais il faut convenir que M. Carl Sternheim mène adroitement sa démonstration et soutient habilement sa thèse.

C'est sous Frédéric III et son règne si bref de cent jours que Berlin, d'après M. Carl Sternheim, commença de modifier sa figure traditionnelle. Libéral, ayant épousé une Anglaise aux idées libérales, Frédéric III avait fait annoncer qu'il sacrifierait à des principes sociaux et mondains tout différents de ceux de son père. Il laissait dire que, sous son règne, les Berlinois enrichis par les guerres victorieuses du règne précédent et surtout par les milliards français auraient accès à la cour. Frédéric III et l'impératrice se promettaient aussi d'abolir l'ostracisme mondain qui pesait encore sur les Juifs. C'est, d'après M. Sternheim, sous le règne éphémère de Frédéric III qu'on vit pour la première fois un Israélite posséder à Berlin une écurie de course.

Mais Frédéric III mourut et Guillaume II monta sur le trône. Nouvelle orientation, cette fois décisive. M. Carl Sternheim, dont l'érudition et l'acuité d'esprit sont prodigieuses, trace un tableau fort subtil de l'influence réciproque exercée par Guillaume II sur le siècle et par le siècle sur Guillaume II. Cette dernière influence fut prépondérante. Le Kaiser trouva en montant sur le trône une population d'humbles sujets absolument résignés, sous l'influence

(1) Carl Sternheim. *Berlin oder Juste Milieu.* Kurt Wolff, éditeur, Munich, 1920.

des philosophes allemands de Hegel à Marx, à abdiquer tout individualisme. Le commencement du règne de Guillaume II coïncide avec la fin du règne de « l'individu responsable ». Les sociologues aperçoivent désormais dans les masses la raison d'être, le but de la création. L'homme considéré isolément n'est rien. Il ne vaut que comme partie intégrante d'une collectivité. La grande découverte de Darwin, si propre à rabaisser l'orgueil humain, contribue à étayer et répandre « l'idéal » démocratique. A vrai dire, observe M. Sternheim qui ne laisse échapper aucune occasion de railler les Berlinois, à vrai dire l'idée que l'homme descend du singe et cette autre idée que l'homme prospère d'autant mieux qu'il accuse moins de divergences individuelles, n'étaient pas pour ravir les Prussiens de la capitale. Ils eurent de tout temps une haute conception de leurs mérites : « Ils pensaient appartenir à une race extraordinaire, remarquablement douée, incomparable. » Le darwinisme les choquait bien un peu dans leurs préjugés, mais ils finirent par l'adopter instinctivement comme le reste de l'Allemagne.

Les progrès du machinisme contribuaient à pousser l'humanité, par conséquent la population berlinoise, dans le même sens. La machine est égalitaire. Plus Berlin devenait une cité industrielle, plus allaient s'effaçant les divergences de castes et même les différences de classes. Le Berlin de Guillaume II digérait tout, assimilait tout. De sorte qu'on put bientôt affirmer « que les meilleurs Berlinois venaient de Breslau ». Il en venait même de plus loin. Une formidable immigration se produisit. La capitale du *Reich* semblait exercer sur certains éléments polonais et sur certains éléments juifs de Galicie une véritable fascination. Songeur, Guillaume II regardait sa capitale croître sinon embellir.

Élevé dans le culte des Hohenzollern, mais initié, sur l'ordre de ses parents, aux beautés du libéralisme par des maîtres dociles, Guillaume II reflétait exactement l'âme de son époque qui était aussi l'âme de Berlin. Cette lutte entre la tradition et la nouveauté, il l'accepta. Il tenta de tourner la difficulté en adoptant et pratiquant une formule que M. Carl Sternheim énonce comme suit : « Nous, Guillaume, non seulement le plus puissant, mais aussi, de tous les hommes du *Reich*, le plus capable de s'adapter. »

Cette manie d'adaptation constitue, d'après M. Carl Sternheim, le caractère dominant de Berlin sous Guil-

laume II; mais l'adaptation est mortelle à l'originalité. Berlin s'adapta, mais la rançon de son adaptation aux mœurs nouvelles fut la perte de tout ce qui lui avait jusqu'alors imprimé une si forte personnalité. La médiocrité triompha, ce fut le règne du « juste milieu » en politique, en littérature, dans les beaux-arts. La thèse de M. Sternheim vaut ce qu'elle vaut. Je répète qu'en ce qui me concerne l' « américanisme » fiévreux, dévorant de Berlin m'a toujours paru un phénomène plus frappant que sa médiocrité et sa soif de « juste milieu », mais M. Carl Sternheim connaît trop bien Berlin et ses Berlinois pour avoir formulé sa théorie à la légère. Contemplons le tableau qu'il trace du « Berlin du juste milieu ».

*
* *

On renonce à la vraie grandeur en faveur du « colossal » qui en est la parodie. On renonce à la qualité en faveur de la quantité. Il se crée de grands magasins, plus grands que partout ailleurs, et le Berlinois se dit avec fierté devant les fausses élégances de Wertheim et Tietz : « Berlin est vraiment devenu une capitale. » La manie des affaires, des grandes affaires s'empare de la population mêlée qui s'est emparée elle-même de Berlin. Les nouveaux Berlinois donnent le signal, mais les vieux Berlinois y obéissent. On se rencontre sur une ligne moyenne, sur ce point mort que M. Sternheim appelle d'un nom français : le juste milieu. Éblouis par le faux luxe des immigrés, les membres de l'ancienne noblesse se mettent au goût du jour qui n'est pas bon, étant juste milieu, étant médiocre. M. Sternheim porte un nom qui n'est pas de consonance arienne. Il n'en juge pas moins les Berlinois de sa race avec la même sévérité que les Berlinois autochtones. Il montre les Israélites qui, avec l'assentiment de Guillaume II, prennent le haut du pavé dans la capitale prussienne, exerçant sur l'esprit public une influence fâcheuse, mais il montre aussi la noblesse et la bourgeoisie berlinoises se prêtant avec joie à cette action funeste : « La noblesse comprit vite qu'il y avait une chose dont elle avait plus grand besoin que de piété : c'était de marier ses fils aux filles du Capital. Un Schwerin, un Zedlitz n'étaient plus fatalement antisémites. Guillaume II ne l'était pas davantage. »

Qu'était-il? M. Sternheim répond pour lui : « Il était juste milieu. » Avec son air de tout diriger, il prenait en fait le plus grand soin de tenir le milieu, le juste milieu de la rivière sans rien sacrifier aux idées extrêmes. Dans une ville où tout le monde se livrait à des exercices d'équilibre, il était l'équilibriste en chef : « Il se bornait lui-même, écrit M. Sternheim, à bluffer et s'entourait uniquement de caméléons et de charlatans. » Les ministères obéissaient aux mêmes tendances que la cour : l'office des affaires étrangères où avait commandé un Bismarck se peupla (je continue à citer M. Sternheim) « d'hommes-caoutchouc et d'hommes-serpents qui dansaient à la corde et faisaient des galipettes » non point au profit de la nation, mais pour leur profit personnel. Je fais encore ici les plus expresses réserves. Si la théorie du « juste milieu » chère à M. Sternheim trouve sa démonstration dans la politique d'un Bülow et surtout d'un Bethmann-Hollweg, elle ne suffit plus du tout à définir l'activité d'un Holstein et de ses successeurs à la Wilhelmstrasse, pas plus que celle des généraux prussiens à l'État-major. M. Sternheim objectera qu'ils n'exerçaient aucune influence sur Guillaume II. A quoi je répondrai que leur influence, peu sensible au début du règne, finit par devenir prépondérante. D'où la guerre.

Il n'est pas jusqu'au socialisme allemand, à cette fameuse « Sozial-Demokratie » allemande que le Kaiser feignait de redouter très fort, qui n'eût fini par sombrer dans le « juste milieu » général. M. Sternheim affecte un profond mépris pour tous les partis, mais par ses goûts et ses manies il appartient au socialisme extrême, au socialisme le plus révolutionnaire. Et ses sympathies se marquent à la fureur avec laquelle il reproche aux chefs social-démocrates d'avoir « embourgeoisé » la classe ouvrière. Sous prétexte d'améliorer le sort des ouvriers, les chefs socialistes les endormirent. Comment les ouvriers auraient-ils sérieusement songé à renverser un régime sous lequel ils faisaient leur service militaire dans des casernes aux dortoirs munis de lits à ressorts et d'eau courante? Comment ne se seraient-ils pas laissé éblouir par ces écoles primaires construites en pierres de taille et par ces palais populaires aux salles de marbre où, pour cinquante pfennings, on buvait du café dans de la porcelaine de Meissen en écoutant du Richard Wagner?

Le monde a paru surpris de la mollesse avec laquelle

le peuple allemand a fait sa révolution du 9 novembre 1918. Cette mollesse, cette indifférence tiennent, d'après M. Sternheim, à cette circonstance que le peuple allemand et tout particulièrement les Berlinois se regardaient comme solidaires de leurs chefs, parce que l'unité s'était faite sur le terrain des affaires. L'Entente s'obstine à crier : « Reniez vos coupables ! » Comment les socialistes renieraient-ils des hommes qu'ils ont acclamés et dont ils partageaient tous les avides espoirs quand ils organisèrent en commun la plus grande entreprise de pillage des temps modernes?

Le « juste milieu » brillait de tout son éclat quand Guillaume II déclara la guerre. Il continua de tout mener à Berlin pendant les hostilités. On buvait du champagne et l'on mangeait des huîtres tandis qu'au loin les vaillants soldats se faisaient casser la tête. Hommes de science, théologiens, artistes participèrent à l'ivresse générale. La guerre ne devait-elle pas donner le signal d'un redoublement de prospérité? Quand les choses se gâtèrent, Berlin s'impatienta, mais ne renonça point pour cela à la direction spirituelle de l'Empire. L'ingéniosité des Berlinois s'étendit jusqu'aux besoins matériels de la nation. Jusqu'alors, observe M. Sternheim, Berlin avait veillé surtout à la falsification de la nourriture intellectuelle prodiguée au peuple (la brochure de M. Sternheim contient à l'adresse de M. Sudermann, considéré comme représentant typique de la littérature du juste milieu, des critiques d'une extrême âpreté), mais Berlin, pendant la guerre, prit encore, dans sa sollicitude, l'initiative des principales falsifications matérielles. Berlin excella dans l'*Ersatz*, maître de l'heure. Grâce à quoi les gens de Berlin continuèrent à s'enrichir, si le sang des soldats continuait à couler.

Guillaume II lui-même continua pendant la guerre de se montrer imprégné de cet esprit juste milieu qui était devenu sa véritable nature. Le pamphlétaire cite une curieuse allocution du Kaiser aux correspondants de guerre, allocution qui se termine par ces mots : « Et maintenant, messieurs, une chose encore. Je garde pour devise dans cette guerre les paroles du vieux John Knox, le réformateur écossais : *Un homme avec Dieu est toujours dans la majorité.* »

Le propos, en effet, est étrange. Comme il contraste avec le cri du cœur du célèbre personnage ibsénien, le héros de

l'*Ennemi du peuple :* « Malheur à la majorité, à la maudite majorité compacte et libérale! » M. Sternheim tire argument des paroles du Kaiser pour démontrer à quel point celui-ci partageait — quoi qu'il parût — l'illusion du juste milieu : le respect superstitieux de la majorité.

Les dernières pages du pamphlet de M. Sternheim sont consacrées au Berlin d'après la Révolution. Ce Berlin ne diffère pas du Berlin de la guerre qui ne différait pas lui-même du Berlin de la paix. La Révolution n'a pas transformé l'Allemagne, parce que l'Allemagne n'était aucunement préparée à subir la Révolution. Beaumarchais, Voltaire, Rousseau avaient préludé à 1789, Dostoïevsky, Tolstoï et Gorki à 1917. Qui donc s'aviserait de soutenir que M. Sudermann — et même M. Hauptmann — frayaient la voie aux idées nouvelles en Allemagne? Empêtrés dans le juste milieu dont ils vivaient, ils ne demandaient — et ne demandent — qu'à y rester. Et leur vœu sera sans doute exaucé. Rien n'est changé en Allemagne, rien n'est changé à Berlin. La crise est surmontée : « Enfin nous avons fait faillite! » L'Allemagne, Berlin à sa tête, repart pour de nouvelles conquêtes industrielles, commerciales et financières. On reboit du champagne, on remange des huîtres, on rebrasse de grandes affaires. Et M. Sternheim, ironique, conclut : « L'Allemagne et le monde de ses ennemis pâlissants n'avaient pas compris encore ce qui se passait qu'un impeccable signal de départ était de nouveau donné à Berlin. Déjà les vieux chevaux de course repartaient d'une belle allure vers le but immuable. »

Il faut rendre grâce à M. Sternheim de sa franchise. Je ne souscris point absolument à sa théorie du juste milieu, loi de Berlin et des Berlinois, mais j'adhère sans réserve à tout ce qu'il écrit sur l'extrême ressemblance du Berlin de 1914 avec celui de 1921. Et qu'un Allemand avoue cette ressemblance, cela donne tout de même à réfléchir.

MAURICE MURET.

Et la Lumière fut ! (1)

M. de Blancelle mit au bout de son bras la lettre dictée à Marguerite par sa femme, et la tête penchée sur l'épaule, il en commença la lecture avec défiance. Peu à peu la moue de ses lèvres s'accentua. Enfin il gronda :

— Marthe semble ravie. Grand bien lui fasse ! Elle entend de la musique admirable ! En vérité ! Et M. Muziac devient une célébrité ! Comment donc ! Je me demande quel crédit l'oisiveté humaine peut accorder à ces joueurs de notes? Enfin le ménage Muziac s'adore et le jeune Emmanuel promet d'être la septième merveille de l'univers. J'imagine que cet organiste aidé par mon brave Martin doivent s'entendre pour abuser ma femme. Ce qui m'irrite le plus, c'est la satisfaction avec laquelle Marthe me fait part de ces nouvelles. Elle s'amuse chez ce bohème et chez cette révoltée, tandis qu'ici, je souffre pour les motifs les plus respectables. Ma pauvre femme manqua toujours de raison... Tête légère, distraite par toutes les facéties de cette vie : ses peintures, ses romans, ses chansons, elle n'aura jamais pu se convaincre du sérieux nécessaire en cette existence. Pauvre Marthe !

Sur ces réflexions, Gustave jeta la lettre sur sa table et bras croisés, les sourcils serrés par la préoccupation, il murmura encore :

(1) Voir la *Revue*, numéros des 1er et 15 février, 1er et 15 mars, 1er et 15 avril. Mme Perdriel-Vaissière, qui a publié un volume de vers sous le titre : *Et la Lumière fut*, en ayant réclamé la priorité, le roman de M. Charles Géniaux s'intitulera en librairie : *La Lumière dans les ténèbres*

— Elle se distrait et se réjouit avec ces personnes qu'elle n'aurait pas même dû reconnaître, tandis que les soucis me rongent.

... Depuis quelques mois l'état de santé de la créature qu'il affectionnait sans doute le plus en ce monde, Erèbe, obsédait en effet le capitaine. Son vieux pur sang, exténué par l'âge, n'était plus guère qu'une ombre aristocratique et, chaque semaine davantage, sa déchéance s'affirmait lamentablement.

S'étant approché de la fenêtre, M. de Blancelle, rassuré par l'état d'un ciel où des nuages en pompons glissaient sur des lacs d'azur, monologua :

— Temps propice pour une sortie d'Érèbe. Rien ne prouve que sa fièvre ne soit pas le résultat de stations trop prolongées dans sa stalle ! Parions qu'il sera tout joyeux d'une promenade? Au fait, il me souvient d'un rendez-vous?... J'allais l'oublier !... Ah ! diable ! dépêchons-nous. En ménageant Érèbe, cette sortie lui dégourdira les jambes.

Quelques minutes plus tard, Louise, occupée dans la salle à manger, vit passer son père revêtu d'une redingote cintrée, chaussé de bottes à revers et coiffé d'un haute-forme gris souris. Un stick à manche d'andouiller tenu comme un sceptre, Gustave s'avançait avec l'imposante gravité d'un homme chargé de secrets d'État. Comme la jeune fille souriait, étonnée de voir son père habillé avec tant d'élégance, devinant sa pensée, M. de Blancelle prononça :

— Je suis réclamé au château de la Tournaye par M. Gallier qui attend quelques conseils de moi !... Ah ! à propos, Louise, je viens de recevoir une lettre de ta mère qui ne prévoit pas encore son retour... Ville charmante que Rouen... N'insistons pas, ma pauvre enfant... Nous sommes un peu négligés... Enfin ! A ce soir, ma petite ! L'affaire qui me réclame est, paraît-il, d'importance !

Sur ces derniers mots Gustave releva si haut le menton qu'il était obligé de baisser les paupières pour regarder devant lui.

Pénétrant dans l'écurie, tout à l'extrémité de l'allée des tilleuls, le capitaine commença par examiner Érèbe avec des yeux amoureux ; puis son extrême attention lui fit relever la bouche d'un seul côté, quand il se baissa pour toucher les boulets et les fanons dont l'enflure l'inquiétait.

Brusquement redressé, il grommela :

« M. et Mme Muziac !... Des bêtises... Bêtises... » De sa main à plat, il eut un geste de faucheur et recommença de palper minu-

tieusement Érèbe. Son pelage d'un noir soyeux était piqué de poils gris au garrot et sur la croupe.

Ce cheval de vingt-neuf ans, petit-fils du célèbre Émir, roi des coursiers arabes, à force de vivre parmi les hommes leur avait pris certains tics. Quand Gustave caressa son toupet, une sorte de sourire découvrit ses grandes dents jaunes.

— Eh bien ! mon lascar, comment te portes-tu, aujourd'hui? Sommes-nous en forme? Nous devons affronter cet après-midi la cavalerie de Gallier ! Qu'en dis-tu?

Aux renâclements d'Érèbe et à sa façon d'abattre les oreilles, M. de Blancelle crut comprendre son inquiétude et son malaise.

— Pauvre ami, lui murmura-t-il tendrement en posant sa joue contre lui, nous languissons. Oui, ton maître prend de l'âge comme toi, et c'est triste de sentir ses forces se muer en faiblesse. Pauvre vieux, sommes-nous malheureux ! Adieu, gloire ! Les rhumatismes m'accablent et tu souffres d'éparvins. Misère ! Je t'ai connu sain, net et brillant comme une cassure de houille ! Les ignorants ne peuvent se douter de la sensibilité d'un animal de race comme toi. Pauvre bête à chagrin, quelle appréhension lorsque nous devions participer à une course ! Nous prenions le chemin de fer afin d'épargner tes jambes. Aux haltes, j'allais te voir dans ton wagon. L'angoisse te couvrait de sueur et ton cœur sautait. Tu paraissais me dire : « Quels lutteurs terribles vais-je affronter? Pourrai-je vaincre? Quelle honte si nous sommes battus? »

— Allons donc, brave Érèbe, te répondais-je, tu ignores la défaite ! Courage, mon faucon ! Tu voles quand les autres se traînent, tu bondis comme un lion, lorsque ces lièvres rampent. Tu es ma fierté comme je suis ton orgueil. »

Un jour, hélas ! à la veille de ma mise à la retraite, et quoique tu fusses encore plein de jeunesse, un mauvais pressentiment t'affligeait. « Le malheur nous guette, semblais-tu me dire. »

En effet, au saut de la rivière, pendant le steeple-chase militaire, bousculé par un grand bêta de cuirassier, nous fûmes jetés bas. On ne pouvait te relever. Tu avais du cœur jusqu'à la mort et tu attendais le coup de pistolet qui t'eût délivré de la honte. Je guéris ton avant-bras blessé. Ah ! nous aurions bien dû nous tuer tous deux, ce jour d'infortune, puisque la déchéance commençait pour nous. Pourtant voilà dix-neuf années d'écoulées et nous vivons encore, obscurs mais pleins de dignité, n'est-ce pas, Erèbe?

L'officier retraité lissa la crinière du cheval en pensant :

« Nous n'étions pourtant point les premiers venus : moi de bonne souche avec l'âme d'un chef ; toi, d'un sang arabe illustre, digne de connaître les triomphes répétés. »

A voix haute, Gustave s'exclama :

— Holà ! raidissons-nous, Érèbe ! Portons beau ! De la fierté, sang bleu ! Méprisons la canaille !

Ils gagnèrent la route nationale dont les banquettes herbeuses étaient douces aux soles fatiguées du cheval. Et quoique les paysans courbés sur leurs sillons ne leur prêtassent aucune attention, le vieux gentilhomme, le corps droit, les guides élevées dans la main horizontale gantée de peau rouge, ses genoux serrés sur la selle vis-à-vis l'étrivière, son stick à l'épaule comme un glaive, s'avançait tel un César triomphant suivi de ses légions. Et Gustave se croyait tellement impressionnant qu'il ne doutait pas qu'à son passage, les cultivateurs égaillés dans leurs cultures, ne murmurassent avec piété : « Voici M. le capitaine-commandant de Blancelle sur son Érèbe ! » L'illusion consolatrice maintenait encore debout ces deux êtres de vanité qui se fussent écroulés de désespoir, s'ils avaient pu se douter de leur néant.

— Au trot, maintenant, mon joli !

Érèbe commença de trotter, les jambes raides. De loin avec ses genoux qui ne ployaient pas, il avait l'air de courir sur des échasses. Lorsque ses sabots rencontraient des cailloux, le vieux cheval bronchait, manquant de jeter bas son cavalier. Après ces fautes, Érèbe s'arrêtait tout frissonnant.

— Rosse ! grondait M. de Blancelle d'une voix rauque, et il lui donnait un coup de sa cravache.

A l'insulte, la pauvre bête se couvrait d'une sueur d'angoisse, et laissait peu à peu descendre ses naseaux jusqu'au sol. Son cavalier, renversé en arrière de sa selle, fermait les yeux avec l'expression de la misère. Un peu plus tard, remis de sa faiblesse, Érèbe reprenait de lui-même son petit trot sec. La main du capitaine caressait alors l'endroit frappé par le stick en marmonnant affectueusement :

« Très bien ! là ! là ! Fort bien ! bien ! Attention maintenant, mon ami ! Surveillons-nous ! »

Des bâtiments solennels dans le goût du dix-septième siècle, se silhouettant sur une haute futaie en demi-lune, apparaissaient à mi-pente d'un vaste parc coupé de blanches barrières. Deux pavil-

lons à hauts combles, surmontés de girouettes ostentatoires, flanquaient un vaste corps central. Des réparations récentes, plus dispendieuses qu'intelligentes, avaient modernisé ce château de la Tournaye aux crépis, boiseries, volets et portes trop vifs en couleur et trop vernis. Les armes compliquées des Gallier de la Tournaye encombraient le tympan du portail. Chaque fois qu'il apercevait ce laborieux assemblage d'un de ces héraldistes, qui, moyennant finances, procurent aux roturiers enrichis la joie de se retrouver des armoiries, M. de Blancelle souriait avec dédain. Néanmoins il fréquentait le nouveau propriétaire de ce domaine, Étienne Gallier, parce que leurs goûts les rapprochaient et qu'il croyait aussi pouvoir régenter cet éleveur, auquel il déniait une connaissance approfondie du cheval de sang.

« Sans mes avis, pensait-il, cet excellent garçon n'obtiendrait aucun bon résultat ! »

Le robuste éleveur, guêtré de fauve et coiffé d'une casquette en cuir, s'en revenait de son terrain d'entraînement, lorsqu'il aperçut Gustave, et il le héla gaiement :

— Ah ! cette bonne surprise ! Je ne comptais plus sur vous. Bravo ! Blancelle, toujours souple comme un cavalier d'escadron ! Ah ! cher ami ! Vous rajeunissez, parole d'honneur, et vous avez votre allure de lieutenant. Bonjour, ami ! bonjour. Vous tombez bien, j'allais inspecter mes poulains. Nous ferons la visite de compagnie, car je tiens essentiellement à connaître votre sentiment sur ces jeunes gaillards.

Un palefrenier en dolman vert, qui rappelait un dompteur de ménagerie, accompagnait M. Gallier. Gustave lui remit Érèbe avec quelque inquiétude. En prenant les brides du coursier épuisé, ce valet eut une grimace et, son nez tout plissé par un sourire sournois, il emmena Érèbe.

M. de Blancelle descendit dans la vallée en compagnie de son ami. Il méditait, l'andouiller de son stick appuyé sur sa joue. Deux fois il se retourna vers Érèbe qui lui parut flageoler.

— Vous semblez broyer du noir, aujourd'hui, capitaine ! Allons ! égayez-vous ! Je suis content, moi !... Auriez-vous reçu de fâcheuses nouvelles?... Non ! Non ! Eh bien ! alors, riez un peu, cher ami !

— Parbleu, vous avez toutes les chances, Gallier, heureux célibataire. Ah ! pourquoi me suis-je chargé moi-même d'une famille? Quelle folie ! En fait de progéniture, des êtres exceptionnels comme

nous ne devraient jamais connaître que leur cavalerie. Ah ! j'aperçois vos élèves. Bigre ! Quels bonds ! Combien en possédez-vous de ces gazelles?

— Trente-six !

— Fortuné père ! Ils vous donnent moins de soucis que mes enfants....

Les poulains, presque tous rouges, se détachaient sur la verdeur des prairies.

— Vous constatez ! Un parc pour chacune de mes bandes de douze. Je suis obligé de séparer mes polissons, par âge, sans cela, ils se battraient et mordraient. Ils ont une vigueur fantastique.

— En effet, superbes ! Superbes !

— Que voulez-vous, cher, je possède les meilleurs prés du pays. Ici ces poulains, venus de Tarbes, prennent une ossature formidable.

— Oui, votre sol très amendé par les phosphates les favorise.

— Peut-être ! mais je me targue surtout de savoir les élever et dresser, mon bon !

— Sans doute, fit M. de Blancelle agacé du ton avantageux de Gallier qui ne cessait pas de vouloir retrousser, sans y parvenir, ses épaisses moustaches noircies à la teinture.

— Ah ! cher ami, venez maintenant jeter un coup d'œil à quelque chose d'assez rare.

L'éleveur conduisit Gustave devant un cheval de chasse mis au repos dans un enclos ombragé par des frênes.

— Hein ! que dites-vous de ce hunter? Je l'amènerai en parfaite condition pour les chasses à courre de cet automne. Il est infiniment supérieur à celui que vous critiquiez, trop sévèrement, un certain jour, aux Colonnes? Vous souvenez-vous?

— Vous avez raison. Pas mal, cette bête, fit le capitaine. Un peu lourde de tête. Son garrot manque de saillie. La croupe est un peu avalée, mon cher, aussi je ne crois pas à sa résistance.

— L'endurance de ce demi-sang est extraordinaire. Je l'affirme.

— Oh ! oh ! oh ! je ne lui donnerais pas trois heures de train pour perdre ses soufflets. Graisse inutile et peu de muscles. Croyez-moi, Gallier, surveillez son régime.

— Si mes élèves vous semblent un peu forts, repartit Étienne piqué, votre Érèbe tourne au fantôme, et je crains que !...

L'œil droit de M. de Blancelle, dilaté, arrêta net Gallier, et à partir de ce moment il marqua une telle morgue à l'éleveur que

celui-ci, gêné et repentant, car il tenait à l'estime de l'ancien officier aux dragons, pour le flatter, lui demanda de l'air le plus affable à quel signe il reconnaissait qu'un cheval à l'entraînement entrait en décadence.

— Menez-moi devant vos élèves et je vous signalerai les surmenés, répondit sévèrement Gustave.

En passant l'inspection de leurs stalles, M. de Blancelle, à la vue d'une bête de quatre ans, s'écria :

— Œil triste et pesant, poil piqué. Il ne fera rien.

— Permettez ! Simoun parcourt son kilomètre à la minute. Quelle plaisanterie !

— J'insiste ! Laissez passer six mois et il ne donnera plus rien. Pourquoi réclamez-vous mon opinion si elle vous contrarie?

Mortifié d'un jugement qui l'atteignait au vif de sa science d'entraîneur, Gallier, tirant maintenant ses moustaches vers son menton, regardait fixement le plafond du bâtiment.

Lorsqu'ils se retrouvèrent dans la cour d'honneur, sous le portail armorié, les deux amis s'aimaient beaucoup moins qu'à l'instant de leur rencontre. Étienne fit retentir une cloche. A ce signal, le palefrenier au dolman à brandebourgs vint ramener Érèbe avec un sourire qui accentuait les pattes d'oie de ses tempes. Ancien « lad » de Chantilly, ce garçon croyait avoir le droit d'être plaisant.

— Je ne sais si vous avez trop poussé votre « grand prix », mon capitaine, mais ses jambes n'ont cessé de trembler comme des herbes. Il faudrait leur donner des tuteurs !

Par son insolence, ce valet pensait être agréable à son maître dont il connaissait les sentiments intimes. Il sourit encore d'un air qui voulait dire : « Une rosse de cet âge est bonne pour l'équarrissage. »

Touchant du bout de sa cravache sa botte, M. de Blancelle, les prunelles ardentes, prononça :

— Mon garçon, si vous étiez à mon service, c'est avec cela que je vous aurais déjà donné une réponse, et il lui arracha la bride d'Érèbe.

— Allez-vous-en, gronda Gallier à son serviteur. Je vous dirai deux mots tout à l'heure.

Gustave s'était enlevé sur l'étrier à grand'peine, car il ne pouvait guère ployer le genou droit et il tendit négligemment la main à Étienne afin de prendre congé.

Désolé de la grossièreté de son palefrenier, Gallier voulut reconduire son visiteur jusqu'aux pompeux pylônes à volutes qui mar-

quaient l'entrée de son domaine. Ils descendirent l'avenue replantée de pins hauts comme des cannes, qui se refusaient à pousser.

— J'ai connu dans mon enfance, sur ces accotements, des chênes de trente mètres, déclara le capitaine. C'était au temps du vicomte de la Tournaye, son dernier possesseur héréditaire, un gentilhomme plein de courtoisie.

Gallier souffrit de cette déclaration qui lui faisait sentir qu'il n'était qu'un intrus dans ce domaine, et il détesta son ami.

— Adieu ! cher, dit-il sèchement sans donner suite à son projet d'accompagner Gustave jusqu'à la limite de la Tournaye, et il remonta vers son château.

M. de Blancelle sentit à cet instant Érèbe tanguer comme une barque à la houle, enfin s'arrêter net, son cou et sa tête levés tout droits vers le ciel.

— Eh bien ! vieux camarade, dit-il épouvanté, en flattant l'animal du plat de la main, en avant !

A cette marque de tendresse de son maître, Érèbe, qui avait vraiment du courage jusqu'à la mort, eut un bond d'ancien sauteur de steeple-chase, et s'écroula juste entre les pieds droits du majestueux portail de la Tournaye.

— Érèbe, mon Érèbe, s'écria Gustave aussitôt dégagé de ses étriers.

S'agenouillant à la tête du cheval, il reprit, l'air désespéré :

— Érèbe, mon vieux compagnon, tu ne vas pas me quitter ainsi? Voyons ! Voyons ! il faut rentrer... rentre, mon petit ami?

Mais les gros yeux d'ambre du vieux coursier, déjà ternis, roulèrent effarés sous leurs salières. Une grimace qui découvrit toutes les dents de sa longue mâchoire, parut signifier : « Je n'en puis plus ! Fini ! Maître ! fini ! »

Soudain il eut une ruade si terrible qu'elle le renversa sur les reins : puis ses jambes galopèrent, galopèrent effroyablement dans le vide. Brusquement elles s'immobilisèrent dans la posture d'un coursier donnant le suprême effort d'une foulée pour atteindre le premier au poteau.

— Ah ! cher camarade ! gémit Gustave ; et lui qui n'avait jamais pleuré en son existence, sentit ses yeux se brouiller.

— A l'aide, Gallier ! cria-t-il ! A l'aide.

Se retournant à cet appel, l'éleveur vit Érèbe renversé et comprit. Lorsqu'il rejoignit M. de Blancelle, celui-ci, blême et stupéfait, ne cessait d'appuyer des regards dévorants sur son cheval.

En voyant Gallier empoigner d'une main indifférente une jambe d'Érèbe pour le faire basculer et le jeter sur le flanc, car cette posture de galop vers le ciel lui semblait horrible, M. de Blancelle réclama :

— Laissez-le... c'est moi... moi seul... Puisque vous aimez les chevaux, Étienne, vous comprenez ma peine. Mon Érèbe c'est... presque trente ans de ma vie... J'étais en activité lorsque... Maintenant je ne suis plus qu'une ruine... toutes les ruines !

Enfin apitoyé, l'éleveur repartit :

— Oui, les gens qui ne sont pas attachés comme nous à ces belles bêtes ne peuvent se douter du chagrin que nous éprouvons à leur perte, mon pauvre capitaine... Venez donc prendre ma jument pour rentrer à la Cocharde?

Le vieillard refusa. Il ne cessait de considérer Érèbe avec détresse et amour.

— Il était vraiment admirable de forme, murmurait-il d'une voix tendre. Et un cœur ! un cœur d'or ! Un vrai héros !

— Vous pouvez vous en retourner chez vous, Gustave, je ferai prendre tout à l'heure Érèbe, et nous l'enfouirons.

— Enfouirons, très bien ! très bien ! fit le capitaine halluciné.

Et sans même saluer ni remercier Gallier de ce service, il prit la route de Mareulle. Il marchait comme un jeune enfant à ses premiers pas, cherchant son équilibre.

Au moment de s'engager dans un chemin de traverse, il se retourna et aperçut entre les piliers du portail, Érèbe toujours culbuté en son galop suprême. Alors, comme un officier rompt son épée plutôt que de la rendre dans une défaite, Gustave cassa son stick sur son genou et en jeta les morceaux dans un buisson avec ce cri de douleur :

— Maintenant je suis un homme mort ! mort ! mort !

Son haute-forme gris rabattu sur les yeux rouges, bras serrés sur la poitrine, il rédescendit d'un pas traînant vers la Cocharde sans répondre aux saluts des paysans, ébahis de voir ce cavalier démonté de mine affreuse, qui pensait :

« Et pendant ce temps, madame applaudit des romances ! Infamie ! »

*
* *

Cet après-midi de septembre la pluie ayant cessé de faire retentir le sol boueux de son bruit de friture, Marthe, lassée de son immobi-

lité, sortit dans le jardin. Une haute crosse, en l'aidant à se diriger, communiquait à sa marche de la noblesse. Après une promenade de quelques instants entre les poiriers à quenouilles dont elle s'amusait à frapper les branches pour en entendre ruisseler l'eau, le front levé, elle parut écouter le ciel avec une sorte d'extase.

Depuis que Marthe avait pu vivre à Rouen près de Marguerite et de Noël, elle ne cessait plus de participer en imagination à leurs joies. Après avoir raconté à Julienne et Louise, avec enthousiasme, les moindres détails de son voyage, elle avait conclu :

— Comment ai-je pu m'opposer si longtemps au mariage de votre sœur? C'est que j'étais aveugle !

A ces paroles surprenantes, ses filles avaient levé leurs mains d'un air apitoyé. Julienne et Louise ne pouvaient encore pardonner à Marguerite d'avoir été la préférée, de s'être mariée avec amour et de rester la constante préoccupation de leur mère. Et, en effet, le souvenir charmant de Marguerite, de Noël et du petit Emmanuel ne quittait plus la pensée de Marthe. Elle leur souriait à travers l'espace, et, sans cesse, elle les entretenait mentalement.

Dès son retour de Rouen, Mme de Blancelle avait essayé de convertir Gustave à l'idée d'une réconciliation. L'ayant écoutée, le capitaine lui repartit :

— Marthe, je viens d'entendre patiemment votre récit. Il ne m'a pas convaincu. Si M. et Mme Muziac vivent dans la joie, je ne saurais en dire autant de moi.

Interdite par l'allure de cette réponse, Mme de Blancelle ne savait plus comment elle allait répliquer, lorsque Gustave avait repris d'un air encore plus résolu :

— Laissez-moi donc vous déclarer, une fois pour toutes, ma chère amie, que le pardon arraché à votre nervosité par d'adroits comédiens, me renforce au contraire dans ma détermination. Plus un mot sur ces personnes.

— Mon ami, s'était récriée Marthe, prenez garde ! votre insensibilité vous punira, car vous ne sortirez plus d'une tristesse qui ne pourra que grandir avec les ans.

— Insensible? Moi? Ah ! c'est à rire, riposta Gustave avec une grimace amère. Je n'ai que trop donné le témoignage de mon dévouement... de mon affection... de mon désintéressement... Inutile d'insister, vous me comprenez très bien... A chacun ses préoccupations... Je vous laisse, madame.

M. de Blancelle s'était éloigné les mains nouées derrière le dos, son menton touchant à son col, l'expression à la fois irritée et funèbre. La perte qu'il avait faite d'Érèbe ne cessait de le hanter.

Il ne fut donc même plus permis à Marthe d'entretenir ses filles de Marguerite en présence de leur père. Cette contention l'amena peu à peu à se renfermer dans un silence où les images de feu et de gloire qui lui représentaient tout ce qu'elle n'avait pas rencontré elle-même en son existence, commencèrent à la consumer.

Les jours où elle n'avait entendu que les propos de ses filles ou des villageois, dont les souhaits ne dépassaient jamais la satisfaction de leurs sens, Marthe songeait :

« Quelle félicité c'eût été pour moi de ne plus quitter ma fille aimée et Noël qui transfigure vraiment la vie en la maintenant dans les espaces éthérés ! Mais mon devoir me lie à la Cocharde où j'achèverai les jours qui me restent, à contempler les choses intérieures, les seules qui me soient permises. »

Résolue à consentir son sacrifice jusqu'à prendre de l'intérêt aux actes vulgaires de son entourage, Marthe y dépensa les dernières forces de son corps fragile. Parfois, afin de pouvoir sourire aux conversations lamentables de sa famille ou de ses amis, elle contraignait son cœur jusqu'à le briser.

Elle pensait ensuite :

« C'est la plus difficile des victoires sur soi-même que de savoir accepter. »

...Un soir humide d'automne, par un soleil de la nuance des feuilles mortes dont la Cocharde était éclairée comme par la lumière des cierges, Marthe s'alita.

— De quoi souffrez-vous, maman? lui demandèrent ses filles apeurées.

— Je ne souffre point, mes enfants, mais ma faiblesse est grande.

A cette réponse les yeux de Julienne, qui n'avaient guère été capables en leurs rapides vacillations d'observer aucune réalité, remarquèrent, pour la première fois, l'état de sa mère.

Amenuisé à l'extrême par l'usure de l'âge, ses souffrances morales et la hantise d'un amour maternel en lequel toutes ses affections déçues avaient trouvé leur ardent creuset, son corps n'était plus que le support presque irréel de son esprit toujours ardent. Prévenu par ses filles, Gustave vint examiner sa femme :

— Quelle subite décision est la vôtre, Marthe? lui dit-il grave-

ment. Puisque vous accordez vous-même que vous n'éprouvez aucune douleur, ne vous serait-il pas possible de lutter contre votre défaillance passagère? Vous serez toujours extraordinaire en tout ce que vous ferez. Demeurez donc en votre chambre jusqu'à ce que vous en soyez fatiguée et ne craignez point de mettre mes services à contribution.

Le ton si nouveau d'aménité de Gustave toucha Marthe. Depuis la fin brutale d'Érèbe, le capitaine, inconsolable, passait ses journées à disposer en panoplie les souvenirs qui lui restaient du noble fils d'Émir. Il avait accroché au mur les étriers, les brides et jusqu'à quelques flots de rubans et les bouquets fanés dont le toupet de son cheval avait été orné aux jours de ses victoires. Il regardait aussi les journaux illustrés qui le représentaient sur Érèbe dans les concours hippiques où ils avaient triomphé. Après avoir relu les lignes qui célébraient leurs mérites incomparables, Gustave allait se regarder dans sa glace, et, en apercevant son fier petit visage ratatiné par la vieillesse, il s'écriait d'un ton lugubre :

— Mais que s'est-il donc passé?

Il avait abandonné ses amis des « Colonnes » qui s'en désolaient. Une seule fois par semaine, Mareulle le revoyait, quand il se rendait à Saint-Roch. Chaque dimanche, parce qu'il se croyait observé par la population du bourg et des champs, redressant sa taille déviée, il brisait à grande souffrance ses genoux et ses chevilles afin d'apparaître encore plein de superbe.

Aussitôt rentré, comme la représentation qu'il avait donnée à la foule l'avait grisé, il marchait de long en large dans les allées de son jardin. Et parfois, au passage, il adressait des gestes de commandement aux poiriers en quenouilles ou saluait dédaigneusement de la main des êtres imaginaires. Mais lorsqu'un hasard lui faisait porter les yeux sur le petit pavillon qu'avait occupé Érèbe, il gémissait si bas que sa plainte se mêlait au bourdonnement des dernières abeilles de l'automne. Il regagnait alors son appartement en s'abandonnant aux infirmités de son âge.

... Quelques jours passèrent. Mme de Blancelle, toujours alitée, demeurait d'une humeur si parfaitement égale que ses filles ne doutaient plus de sa prochaine convalescence, bien que son visage eût pris une pâleur cireuse assez inquiétante.

Cependant Marthe pria Louise d'écrire sous sa dictée une lettre à Marguerite, afin de la prévenir de son état.

Une semaine, qui parut très longue à Mme de Blancelle, s'était déjà écoulée, quand la réponse de Mme Muziac parvint à la Cocharde. En termes enflammés, Marguerite narrait les succès de Noël aux concerts Lamoureux. Il y avait été fêté, tout à la fois comme compositeur et comme organiste. Son triomphe lui avait valu d'être prié d'aller donner une série de « récitals » d'orgue en Hollande. Elle comptait accompagner Noël avec Emmanuel, un vrai petit homme maintenant. Quel bonheur elle se promettait de cette tournée dans un pays où son mari allait être acclamé !

Tout à la fin de sa lettre, la jeune femme ajoutait : « J'oubliais, chère maman, de t'entretenir de ta santé. Comme tu me déclarais ne pas souffrir et accepter sagement l'obligation de rester à la chambre, je pense que, lorsqu'on te lira ces lignes, il ne sera plus même question de ton malaise. Si j'étais près de toi, je t'embrasserais bien fort en te disant : « Lève-toi ! si tu veux que je continue « à te conter les faits intéressants de notre belle vie, à Noël et à « moi ! Et, j'en suis certaine, pour m'entendre, tu quitterais à « l'instant ton lit afin de te réjouir avec moi de tout ce qui nous « arrive de gloire et de bonheur ! »

La lecture de cette lettre achevée par Louise, l'aveugle sourit faiblement avant de dire :

— Comme elle aime son cher mari ! Il est tout devenu pour elle !

— Bien sûr, dit naïvement Louise.

Une larme affleura les paupières brûlées de Marthe. Elle reprit d'une voix douce :

— Eh bien ! oui, Louise, c'est trop naturel.

Quelques instants plus tard, elle ajouta :

— La Hollande !... C'est loin, bien loin !

— Mais non, maman, ce n'est pas très loin, répliqua la bonne fille.

Son menton incliné à toucher le drap, Mme de Blancelle prononça :

— Cela dépend des circonstances, mon enfant.

Sur leur insistance, M. Garril et Mlles de Villoisan et Chaillot, qui depuis un demi-siècle avaient affectionné Marthe dans la mesure de leurs moyens, furent admis à son chevet. Quand Albert revit Mme de Blancelle, la figure exsangue mais limpide, il s'exclama presque gaiement :

— Que je vous gronde, belle amie, de donner un si fâcheux exemple aux personnes de notre âge ! S'aliter lorsqu'on a le teint

si reposé? Fi donc! Je n'oserai plus m'observer dans mon miroir. Il serait à croire que vous avez trouvé quelque secret de rajeunissement? Faites-nous-en part, madame la coquette?

— Je partage l'avis de M. Garril, dit alors Mlle Chaillot. J'ai peine à croire que nous nous trouvions devant une malade. Il vous plaît maintenant de vous laisser dorloter. N'est-ce pas la vérité?

Mlle de Villoisan rit de la découverte de Mlle Chaillot en secouant les mains de l'aveugle d'un air mutin.

Les amis de Mme de Blancelle, tout à fait rassurés, affirmèrent-ils, demeurèrent encore quelques instants à l'entretenir de leurs petites affaires particulières, puis ils se retirèrent afin de ne pas la fatiguer. Marthe entendit le bruit de leur marche décroître avec la distance. Quand leur piétinement fut devenu presque aussi imperceptible que celui d'une fuite de fourmis, la mourante médita :

« Mon Dieu ! s'il n'y avait pas autre chose pour rassasier une âme ! »

Quelques minutes plus tard, saisissant à son chevet la sonnette qui lui permettait d'avertir ses filles, elle l'agita. A ce signal, Julienne et Louise rentrèrent dans la chambre. Elle les pria de s'approcher et de lui donner leurs mains. Elles obéirent, sans la comprendre.

— Mes pauvres enfants, déclara Marthe, je n'ai pas toujours eu pour vous l'affection que vous méritiez. Je me repens de n'avoir pas su reconnaître votre dévouement. Me pardonnez-vous?

Leur surprise fut si vive qu'elles n'osèrent pas répondre. Marthe étreignit ses filles. Quand elle rouvrit ses bras, Julienne et Louise, émerveillées, s'éloignèrent sur la pointe des pieds, comme si le moindre bruit eût pu rompre l'enchantement de cette effusion.

Demeurée seule, Mme de Blancelle réfléchit :

« Ce qu'il y a de plus difficile, c'est d'accorder aux autres esprits d'avoir des inclinations différentes des vôtres. Et plus une âme est ce qu'on nomme : originale, plus elle souffre de ne pouvoir se refléter dans les autres âmes. Le sentiment de ma solitude n'eut pas d'autres causes. Mon Dieu ! comme il est difficile d'aimer avec désintéressement. C'est vraiment la plus haute des vertus. »

Sur la demande de Gustave, enfin effrayé du singulier état de Marthe, cette malade sans plaintes et presque souriante, le docteur Monitrot fut appelé. Lorsqu'il se retira, ce médecin, ému, prévint le capitaine que l'existence de Mme de Blancelle n'était plus qu'un miracle.

Le curé de Mareulle, M. Vatin, ce prêtre qui avait découvert Noël trente années auparavant sous la tribune des orgues, s'en revint aussitôt à la Cocharde. Lorsqu'il quitta la mourante, Gustave, sincèrement affligé, rentra dans la chambre. Étendue sur son oreiller, Marthe avait l'auguste tranquillité d'une âme enfin délivrée de l'angoisse. M. de Blancelle en fut impressionné au point qu'il mit un genou en terre, près du chevet de sa femme, avant de lui demander gravement :

— Marthe, que puis-je faire pour vous être agréable?

— Vous prévenez ma pensée, Gustave, et je vous en remercie.

— Je ne vous comprends pas, fit-il surpris.

— Comme je vais mourir...

— Je ne le crois pas... Marthe...

— Comme je suis certaine de bientôt mourir, Gustave, répéta-t-elle avec fermeté, veuillez m'accorder de recevoir Marguerite, Noël et notre petit-fils?... Pourquoi vous taisez-vous?... Je vous supplie de me répondre?

— Ah! Marthe, quelle souffrance vous m'infligez... Pourtant je ne puis rien vous refuser.

— Me promettez-vous de les bien accueillir?

— N'exigez pas l'impossible... Ils seront au moins reçus avec politesse. Je vous le promets.

D'une voix qui eût attendri toute autre personne que M. de Blancelle, la mourante ajouta :

— Veuillez considérer, Gustave, que nous étions coupables, vous et moi, en refusant ce mariage avec un artiste d'élite, parfaitement honorable. Vous devriez donc réclamer vous-même de Marguerite, l'oubli de cette erreur.

En se relevant, le vieillard repartit d'un ton lugubre :

— Nous examinerons... Vous me troublez étrangement... Je me retire, Marthe, en restant à vos soins.

Blanc d'émotion, le capitaine, roidi au point qu'il raclait du talon le plancher, traversa lentement la chambre.

« Quelle immolation de mes principes... de mon honneur! songeait-il! » D'un pas d'automate, il commença de gravir les marches de l'escalier. Au premier palier, s'étant penché sur la rampe, il regarda dans le vide avec des yeux dilatés :

« L'épouvantable, réfléchissait-il, c'est que si nos vies étaient à recommencer... ce serait encore la même chose... parce que cela ne

pourrait pas être autrement ! Mon caractère est plus fort que tout... Je ne puis pas être un autre homme que celui que je suis... et je suis quelqu'un... »

En ce mois d'octobre, tiède et paisible, l'agonisante avait voulu que ses fenêtres restassent ouvertes. L'occident rougeoyait et les chênes d'émond de Fontvive, puissants comme des massues d'Hercule, trempaient dans le sang du ciel, quand Marthe fut administrée par M. Vatin.

Précédé de ses enfants de chœur, faisant tinter leurs clochettes, le prêtre s'en retournait à Saint-Roch, lorsque les voyageurs du courrier de la gare saluèrent au passage le saint Viatique.

Quelques instants plus tard, Marguerite, Noël et leur enfant, pénétraient dans la chambre de l'agonisante où ils trouvaient Julienne et Louise agenouillées près de Martin, arrivé la veille de Rouen. A leur entrée, le capitaine debout, dents serrées, blême de résolution, eut une rapide inclinaison de la tête qui signifiait :

« Vous pouvez vous avancer. J'ai autorisé votre approche. »

Effrayée par le terrible accueil de son père, Marguerite, qui portait dans ses bras Emmanuel, posa hâtivement le petit enfant sur le tapis afin de pouvoir étreindre la mourante qui semblait éperdue de n'avoir pas encore reçu les baisers des arrivants.

— Moi ! Moi ! chère maman !

— Nous, mère ! nous, fit Noël désolé.

La joie souleva Marthe sur son lit. Épouvantée de la résurrection de leur mère, tout à l'heure encore anéantie, Louise et Julienne supplièrent Marguerite d'apporter quelques précautions à son embrassement. La jeune femme hésitait donc, pleine de terreur à la pensée que sa mère pourrait refermer sur elle des bras morts, lorsque celle-ci dit d'une voix poignante :

— Oh ! qu'attends-tu? Vite ! Vite ! Je ne résistais plus que dans l'espoir de ton arrivée. Marguerite, âme de mon âme ! Viens ! Ah ! mon cœur recommence à battre puisque le tien est là qui lui donne son mouvement. Ah ! chère aimée, pas de pleurs ! Des sourires !

Et lorsque l'aveugle eut embrassé Noël, elle parut regarder son visage, puis celui de Marguerite, comme si elle les apercevait. Devinant le trouble de ses enfants au frisson de leurs doigts entre les siens, Marthe reprit avec l'accent du triomphe :

— J'avais dit : « Mon Dieu, sortez-moi de mon ombre ! Ayez

pitié ! Faites enfin que l'aveugle voie ! » Et je vous assure que je suis exaucée. Je vois, puisque j'aime. Mais pourquoi n'avez-vous pas amené mon petit-fils? J'aurais tant voulu recevoir son baiser?

— Il est là, mère. Je vais vous le présenter.

S'étant retournée afin de prendre Emmanuel, Marguerite eut un sourire d'émerveillement. Son garçonnet se trouvait à califourchon sur un genou de M. de Blancelle, lui-même assis dans un fauteuil. A l'enfant prêt à sangloter, le capitaine disait paternellement :

— Un beau cavalier ne pleure pas !

— Oh ! père, murmura Marguerite en tombant aux pieds du vieillard qui posa simplement sa main sur la belle chevelure d'or de sa fille, en lui disant :

— Relevez-vous, Marguerite. Donnez vite ce garçon à votre mère.

Après avoir reçu le baiser naïf d'Emmanuel, Marthe supplia Marguerite de laisser l'enfant au bord de son lit. Mais celui-ci, harassé par le voyage, et ne comprenant pas qu'on pût mourir, s'endormit presque aussitôt près de sa grand'mère. Noël voulut encore retirer son fils, mais l'aveugle gémit :

— Non ! par grâce !

Ainsi, côte à côte, demeurèrent celui qui commençait et celle qui allait finir ; la petite âme encore ténébreuse et la grande âme enfin éclaircie. Un geste inconscient d'Emmanuel, en son sommeil, lui fit rencontrer le frêle poignet d'ivoire de la mourante, et ainsi semblait-il la retenir en cette existence.

Dehors c'était la sérénité d'une nuit d'octobre où seules les feuilles sèches susurraient parfois dans les allées.

Un coq chanta. L'aube reparut. Marthe respirait toujours. L'orient sembla se fleurir de capucines qui grimpaient sur le ciel peu à peu orangé. Alors, à travers l'étroite vallée de la Claye, un chant sublime s'éleva. Par les verrières ouvertes de Saint-Roch, le son des orgues s'évaporait comme un encens. Ayant regardé autour de lui, M. de Blancelle n'aperçut plus Noël parmi ses enfants agenouillés devant le lit. Sur une inspiration qui lui était venue pendant cette veillée, le compositeur, à peine le jour venu, s'était rendu à l'église dont son père adoptif lui avait ouvert la porte, et il était monté à la tribune de l'orgue.

A la pensée qu'il allait perdre la femme exquise qui s'était généreusement affirmée la mère de l'enfant trouvé, Noël avait improvisé sur le thème de la Résurrection :

« On m'a dit que la nuit où je suis se changerait en un beau jour et j'espère qu'aux ténèbres succédera la lumière ! »

Au murmure d'abord sourd, puis profond et tendre qui s'était élevé, la mourante avait soupiré à Marguerite penchée sur elle :

— Les fenêtres !

Et la jeune femme les ayant aussitôt ouvertes, le flot sonore du chant parut se précipiter dans la chambre. Maintenant Noël évoquait la nuit profonde, la grande nuit mélancolique où se meuvent presque tous les hommes. Puis un premier rayon perça cette ombre, vacilla, disparut. Du fond de ces ténèbres, des clameurs de désespoir et des clameurs de révolte grondèrent.

Ses mains frémissantes, l'agonisante semblait y reconnaître les cris de son âme.

Mais déjà de nouveaux rayons, notes vives, cristallines, aiguës, jaillirent des abîmes obscurs et les ténèbres s'éclaircirent. Enfin ces rayons isolés, en s'unissant, devinrent des torrents de clarté qui chassèrent à grands cris la douloureuse nuit.

— Ah ! moi ! moi ! chuchota la mourante.

De leur tourbillon sonore naissait l'amour, et l'imagination apaisée se répandait parmi les immortelles harmonies du ciel. Des vols de grandes ailes blanches, aux vibrations mélodieuses, traversaient l'immensité radieuse. Enfin Noël évoquait l'ascension d'une âme devenue peu à peu aussi brillante qu'un soleil. Mille voix célestes aidaient de leur délicieux concert à sa montée vers l'éther. L'âme se répandait ensuite comme une vapeur incandescente dans l'espace infini, et les orgues retentissantes reprirent alors le thème : « Et j'espère qu'aux ténèbres succédera la lumière. »

Sur un cri triomphal, brusquement cassé, le ciel rompait avec la terre.

A cet instant, Marthe d'une voix sans accent, rumeur déjà lointaine d'une âme évadée, invoqua :

— Faites, Seigneur, que la lumière éternelle m'éclaire ! »

Elle répéta dans un dernier souffle :

— Lumière !

Ensuite son expression enthousiaste se détendit, devint sérénité.

CHARLES GÉNIAUX.

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA RÉACTION ITALIENNE

Après avoir tergiversé pendant cinq ou six mois, après avoir essayé trois ou quatre combinaisons, menacé, flatté, cédé, M. Giolitti vient d'obtenir du roi un décret de dissolution qui renvoie pour le 15 mai devant les électeurs cette Chambre si bizarrement élue en 1919. Ce n'est pas une Chambre à vrai dire que le peuple italien avait envoyée à Rome, mais trois Chambres, mal soudées entre elles, incompatibles, absolument déséquilibrées.

Il y avait d'abord une Chambre libérale démocrate, c'est-à-dire aux trois quarts radicale, mais sans cet esprit d'allant et d'agression qui caractérise le radicalisme aux bonnes époques de son histoire.

Il y avait ensuite une Chambre socialiste, et du socialisme le plus extrême, avec cependant une minorité d'hérétiques ou de mal pensants.

Il y avait enfin une Chambre catholique. Celle-là aurait pu compenser, par sa tenue parlementaire, intellectuelle, sociale, ce que les deux autres avaient d'excessif et d'incliné. Pour le désagrément de l'Italie, au lieu de remonter la pente, les députés catholiques s'entraînèrent à la descendre. Figurez-vous une collection de Marc Sangnier débridés. Ils ajoutèrent leur excès à l'excès démocrate et à l'excès socialiste au lieu de le compenser, de telle sorte que le désordre atteignit bientôt son apogée. Les petites minorités de modérés qui figuraient dans chaque groupe se rebiffèrent, empêchant le mélange de s'agglutiner.

Depuis deux ans, on a essayé en vain de tirer une idée claire et une direction suivie de ce magma misérable, où toutes les coalitions restaient possibles et pouvaient venir à bout de n'importe quel gouvernement. Giolitti s'est exténué à combiner des compromis, à échafauder transactions sur transactions. En réalité, depuis l'entrée en jeu de cette Chambre à trois têtes, à trois visages, à trois cerveaux, l'Italie a vécu dans un état de crise parlementaire permanente. Elle n'en pouvait sortir que par la porte de la dissolution. Il est généralement espéré que la prochaine consultation comportera plus d'unité.

D'abord les socialistes ont perdu du terrain dans l'opinion. Leurs excès scandaleux ont inquiété, fatigué, révolté les populations paisibles qui, en Italie comme ailleurs, forment le fond du pays. Jeter des bombes dans des théâtres, c'est relativement facile, mais se concilier la sympathie générale par des procédés aussi extravagants l'est beaucoup moins. S'est-on rendu compte, à un égal degré, que les prétentions socialistes à contrôler l'industrie par l'organe des syndicats mèneraient tout droit au gâchis? Peut-être on se souvient que, pour amener les ouvriers des régions industrielles septentrionales à évacuer les usines, le gouvernement avait cédé en principe à leurs divagations et constitué une commission *parithétique*, composée de délégués des travailleurs et des patrons et chargée d'élaborer le projet de contrôle ouvrier. Ce ne fut pas le geste le plus adroit dont la carrière de M. Giolitti ait à s'enorgueillir. On ne put naturellement se mettre d'accord, le ministre dut se charger lui-même de la rédaction du texte, qui reste en l'air suspendu dans l'atmosphère politique. La nouvelle Chambre l'y laissera-t-elle? C'est à souhaiter, car rien de plus fol ne peut être conçu que ce système qui convertit les industriels, les capitalistes, les bourgeois, en banquiers obligatoires, à la disposition de la classe ouvrière. On a beau tourner l'idée sous toutes ses faces, on n'arrive pas à comprendre qu'un contrôle ouvrier puisse améliorer en quoi que ce soit les capacités industrielles d'un pays. Les ouvriers n'ont ni le temps, ni la compétence, ni le droit de surveiller une branche de l'activité nationale dont l'origine leur échappe, dont le but les dépasse, dont le jeu les domine comme il domine d'ailleurs leurs employeurs. Les Allemands, qui, en 1918-1919, furent obligés de subir cette drôlerie sinistre, mirent leur premier effort à s'en débarrasser. Lénine lui-même n'en veut plus. Les Italiens feront savoir s'ils en désirent.

Après les socialistes, les catholiques d'extrême gauche feront sans

doute les frais de ces belles imaginations. Il est quelque peu désolant qu'un parti d'ordre ait lié si profondément sa cause à celle des démolisseurs. D'ailleurs, c'est surtout dans les campagnes que les *popolari*, genre Marc Sangnier, ont dépensé leurs forces de désagrégation. On a vu jusqu'à des prêtres prendre la direction d'émeutes paysannes et contribuer à l'éviction des propriétaires. Sans doute le programme agraire comporte-t-il une solution moins brutale.

En tout cas, dès maintenant, au sein même du *Partito popolare*, une droite plus énergique se forme ou se renforce en vue d'affronter les futurs comices. On parle ouvertement de conclure un bloc efficace contre les communistes, bloc qui partirait des socialistes réformistes pour aboutir aux modérés, voire aux nationalistes et aux fascistes.

Les *popolari*, les socialistes, certains démocrates prétendent volontiers qu'on s'exagère au dehors la force du nationalisme italien. Il faut pourtant bien tenir compte d'un parti qui a, plus qu'un autre, contribué à lancer l'Italie dans la guerre ainsi que d'un groupement qui s'avère aujourd'hui comme l'antagoniste le plus efficace du communisme. Né de l'antidéfaitisme, de l'antineutralisme, le fascisme a évolué d'une façon très souple ; il remplit aujourd'hui fortement son rôle de balai.

Remarquons à ce propos que les théoriciens du socialisme n'ont pu déposséder facilement la société bourgeoise qu'en supposant son atonie. Aucun d'eux n'a daigné croire qu'elle se défendrait, soit officiellement par la force armée et la police, soit officieusement par le moyen de volontaires civils comme en Suède, en France, en Angleterre, où grâce à des francs-tireurs sociaux, genre fascistes italiens. C'est pourtant ce qui se passe de plus en plus un peu partout. En Italie, l'organisation de la désinfection communiste se perfectionne de jour en jour. Vilfredo Pareto lui-même, dont je viens de lire avec fruit la *Trasformazione della Democrazia*, ne paraît pas estimer le mouvement à sa juste valeur. En réalité, un organe nouveau, encore un peu diffus et transitoire, mais probablement plein d'avenir, est en train de s'ébaucher sous nos yeux, — nouvelle fonction des sociétés organisées.

Rappelons à cet égard que la Rome ancienne ne possédait pas de police. Quand un danger intérieur menaçait l'État, il fallait que le consul convoquât les jeunes gens d'âge militaire et leur fît prêter serment. C'était long et incertain. Catilina faillit démontrer que c'était mortel. Plus tard, ce n'est qu'au quinzième siècle que l'armée per-

manente se constitue et s'ajoute utilement aux milices urbaines, au guet. Il faut lire les histoires de nos provinces pour se rendre compte, à tel récit d'incidents extraordinaires, qui ne s'insèrent pas dans la ligne de l'histoire nationale, combien le désordre dans les campagnes réclamait ce rouleau compresseur permanent. Aujourd'hui, ni la police urbaine, ni la gendarmerie, ni l'armée ne suffisent pour parer aux dangers sortis de la démocratie intégrale et du progrès industriel. Cependant, un mode inédit de réaction s'affirme et s'apprête à vaincre. En Italie, c'est le fascisme. Il fait vigoureusement sa besogne de défenseur, de justicier, de préservateur, de vengeur. Depuis un an, les fascistes ont bien incendié une cinquantaine de repaires communistes intitulés *Chambres de travail*. C'est là une besogne que nous trouvons excellente. Nous ne pouvons que féliciter les fascistes en déplorant qu'on en soit réduit à employer des arguments pareils.

La campagne électorale qui s'ouvre verra sans doute leur activité se multiplier encore davantage. Ne risquerait-elle pas de cacher à l'électeur les grands sujets plus ou moins vitaux, plus ou moins académiques, qui se meuvent dans le terrain un peu spécial de la politique extérieure? Ce serait dommage.

L'Italie notamment continuera-t-elle à nous faire grise mine, en dépit d'un certain renouveau d'amitié au sujet des affaires gréco-turques? Que ceux qui préconisent au delà des Alpes une entente germano-italienne n'oublient jamais que l'Italie s'est annexée certaines populations tyroliennes de langue allemande qui commencent déjà à faire de l'irrédentisme. L'autre jour le *Courrier de Franconie* avertissait charitablement nos voisins que l'Allemagne ne se désintéressait pas du sort de ces vaincus. L'avis a dû être médité en haut lieu.

Officiellement pourtant, on ne prête guère attention à ces vétilles. Le regard de M. Giolitti reste toujours fixé sur l'économique. On paraît très frappé dans certains milieux italiens de l'accroissement trop rapide de la population sur ce sol pauvre et sans ressources. On attribue à cette heureuse fécondité tous les péchés d'Israël : congestions urbaines, crise de chômage, etc. Aussi M. Giolitti cherche-t-il à réaliser une *expansion pacifique* pour utiliser nationalement ce trop-plein. Il a l'air de songer à la colonisation méthodique de certaines régions balkaniques, turques, peut-être caucasiennes. Ce programme de dégagement extérieur rejoint son rêve de collaboration italo-moscovite et de main-mise sur le pétrole de la Russie du Sud.

L'Italie qui manque de combustible, et qui, de ce fait, dépend à tour de rôle, soit de l'Allemagne, soit de l'Angleterre, trouverait là un secours précieux et une aisance de plus.

Attendons-nous à voir le gouvernement appuyer sur cette corde. Reste à savoir si l'électeur se laissera convaincre.

RENÉ JOHANNET.

Les faiblesses de la Pologne.

A la veille du jour où l'on va tracer les limites germano-allemandes en Haute-Silésie, au lendemain du traité de Riga (18 mars) qui constitue à tout le moins une trêve sérieuse entre Varsovie et Moscou, tout à l'avantage de Varsovie, à laquelle des frontières orientales meilleures que celles de Lloyd George (dites frontières ethnographiques) sont procurées (1), tandis que d'importants pourparlers sont en cours avec la Roumanie, la France, et qu'on achève de voter la Constitution, ne serait-il pas urgent de jeter un coup d'œil sur l'état de santé de la république polonaise? On parle en effet beaucoup de ses *faiblesses*. Vis-à-vis du germanisme notamment, elle apparaît dans un état certain d'infériorité, comparativement à sa situation d'avant 1772. A Dantzig, son seul débouché naturel, elle n'est qu'un hôte mal toléré. Le plébiscite silésien marque à tout le moins un progrès du germanisme dans une région où, depuis un siècle, il était en constante diminution.

Ainsi, la Pologne divisée faisait plus d'adeptes que la Pologne restaurée. Voilà qui doit faire réfléchir les hommes d'État de Varsovie. Malgré sa valeur économique, la Haute-Silésie reste en outre une acquisition dangereuse au point de vue politique et social ; l'Allemagne y a depuis longtemps répandu l'idée de l'autonomie et les provinces polonaises n'ont déjà que trop de tendances à s'isoler. La Pologne n'a point en effet d'unité administrative ethnique : en Galicie, en Russie blanche les Ruthènes, à l'est les Allemands peu nombreux, mais redoutables par leur organisation ; au centre surtout, puissante par ses communautés municipales, la nationalité juive dont les revendications se font de plus en plus radicales, et qui désormais dépossédée de ses fonctions d'intermédiaire économique risque de n'avoir à jouer dans le pays qu'un rôle négatif et destructeur.

(1) En outre les soviets renoncent à leurs théories communistes en ce qui concerne les propriétés polonaises en Russie. Ce traité, à certains égards, est très avantageux pour la Pologne.

La Diète elle-même n'est pas le symbole de l'unité polonaise ; elle n'accorde point seulement les députés des trois provinces primitives ; les méthodes de travail, de l'aveu de tous les leaders, sont divergentes et des oppositions surgissent fréquemment, qui révèlent de profonds malentendus.

Il s'agit en réalité de souder l'un à l'autre trois peuples trop longtemps séparés. Les partis se divisent plutôt dans le sens provincial que dans le sens politique. Ainsi, dans le royaume, le « parti populaire » a exactement le même programme que les « populistes » de Galicie. Tous les deux représentent les intérêts des paysans. Malgré cela, ils siègent séparément et votent souvent avec les députés de leur province. Les nationaux-démocrates de Varsovie ne s'entendent guère avec ceux du comte Karbeck qui régnait à Cracovie. Les uns ont vu et étudié l'Europe de Saint-Pétersbourg, les autres de Vienne. L'optique de ces chancelleries différentes est devenue la leur. Ils en sont à chercher un terrain de rencontre national. D'ailleurs, les provinces habituées à vivre sous des lois particulières, formées par des règles juridiques et sociales souvent irréductiblement contradictoires, ont peu d'aspirations communes. La Galicie en particulier tend à conserver l'autonomie qu'elle avait si chèrement acquise. Cracovie et Poznan continuent à faire figure de capitales. Les séparatismes administratifs perpétuent ainsi les conséquences du partage politique. On est obligé de laisser subsister des coutumes et des codes locaux. Le traité a garanti des privilèges spéciaux à la minorité juive — privilèges expliqués par la religion et la nécessité d'observer ses prescriptions. Mais l'unité juridique n'en est pas moins altérée. La chair polonaise s'échancre de corps parasites dont l'ablation brutale risque de provoquer une hémorragie mortelle.

Deux races qui n'ont point les mêmes mœurs, ni, ce qui est plus grave, une histoire commune, vivent côte à côte à l'intérieur de la nationalité polonaise proprement dite : les magnats et les « schlacheics » d'un côté, c'est-à-dire la petite et la grande noblesse, les paysans de l'autre. Pas de contacts spirituels et peu de rapprochements naturels entre ces deux peuples, dont les différences ethniques sont très visibles extérieurement. Le paysan se souvient plutôt des pendaisons de Tugut que des « faucheurs » de Kosciuszko et des révoltes de Galicie contre les nobles que des mouvements libérateurs de 1863. La question agraire n'est résolue que théoriquement. Les projets ont trop varié pendant les deux dernières années pour qu'on puisse les résumer avec précision. Mais le ministère *Witos*, surgi lors de la débâcle du mois de juillet, exigea l'application immédiate d'un programme de circonstance, dont le caractère opportuniste s'explique

par les nécessités de la défense nationale. Des propriétaires fonciers offrirent spontanément une partie de leurs terres. Un milliard fut voté pour doter les paysans pauvres qui contracteraient un engagement dans l'armée, car on n'osa pas recourir à la mobilisation générale. Le sol fut donné gratuitement à ceux qui ne possédaient pas au moins 20 *morgens* de terres cultivables. L'achèvement de la réforme agraire reste suspendu aussi bien que le vote définitif de la Constitution. La Pologne semble incapable d'agir autrement que sous la pression des réalités. Dès que se prolonge une période de paix relative, on ajourne d'un commun accord les mesures importantes qui exigeraient des partis un effort de collaboration et on préfère gaspiller beaucoup d'énergie et d'ingéniosité aux menues intrigues de chaque jour.

Voici d'ailleurs l'importance numérique des partis représentés à la Diète et leur programme officiel dont on remarquera souvent les contradictions. Un programme politique en Pologne est avant tout un idéal, un ensemble de formules mythiques, derrière lesquelles se déroulent simplement des luttes personnelles.

I. — *Club de travail constitutionnel*, formé de conservateurs, partisans d'une Diète composée de deux Chambres législatives, qui s'opposent à une réforme agraire basée sur le rachat forcé.

II. — *Union populaire nationale*, qui comprend les nationaux-démocrates (eux-mêmes divisés en deux groupes selon la province à laquelle ils appartiennent). Leur programme est assez voisin de celui des libéraux de tous les pays et compliqué d'apriorisme. Soixante-quatorze députés après les dernières élections.

III. — La *Ligue nationale populaire* (plus connue sous le nom de parti Skulski). Elle constitue le centre de la Diète et ne se distingue du groupe précédent que par des rivalités de personnes. Son rôle semble cependant prépondérant : 73 députés.

IV. — Le *Club national démocratique*. Son programme social est celui de la démocratie chrétienne et des syndicats ouvriers catholiques : 27 députés.

V. — *Club populaire catholique*. Groupe clérical par excellence recruté parmi les ruraux : 5 députés.

VI. — *Clubs bourgeois* (députés des villes). Treize membres qui présentent souvent des demandes d'autonomie radicales, qui tendent à doter les grandes villes d'un régime et de privilèges exceptionnels. L'esprit « communaliste » revit en ces bourgeois qui contribuent à conserver à la Pologne son aspect féodal.

VII. — *Parti populiste polonais* (*Piast*), divisé en deux groupes, selon les provinces. Son chef en Galicie n'est autre que le paysan

Witos, aujourd'hui président du Conseil. Parti d'un nationalisme assez étroit, mais qui a ce mérite de représenter au gouvernement des intérêts homogènes et purement polonais. En ce sens, l'expérience Witos pourrait porter des fruits salutaires, si elle n'était point entravée par la mauvaise volonté de ceux qu'on appelle là-bas les « Occidentaux » et où le peuple ne reconnaît pas des éléments vraiment nationaux. Le programme politique de ce parti suppose l'existence d'une seule Chambre et demande l'élection du président de la République par une assemblée spéciale. Il exige, bien entendu, la réforme agraire immédiate : 85 députés.

VI. — *Club des populistes de gauche.* Fraction extrémiste du parti Witos : 11 membres.

VII. — *Club du travail constitutionnel* (groupe Stapinski) : 11 députés. La personnalité de son chef lui tient lieu de programme.

VIII. — *Parti ouvrier national.* Parti radical qui a adopté le principe de la lutte des classes, mais conserve un caractère national prononcé : 27 membres.

IX. — *Club « Wyswolenie »* (délivrance). Parti Thugutt : 23 députés. Défend les intérêts du prolétariat rural, se prononce pour les méthodes extrémistes et se développe surtout dans la région de Lublin : 23 membres.

X. — *Parti socialiste polonais* (P. P. S.). Avec sa fraction extrémiste dirigée par Barlitzki : 35 membres. Ces derniers étaient partisans jusqu'ici d'une IVe Internationale, mais en juillet 1920, ils se rapprochèrent des communistes qui ne sont pas représentés à la Diète mais jouèrent un rôle assez important sous la direction de Rubinstein et de Warski.

Il faut joindre, à tous ces partis nationaux, les groupes représentant les intérêts des allogènes : les juifs, reproduisant à leur tour toutes les nuances de l'opinion bourgeoise et disposant de 10 députés ; les Allemands au nombre de 8, qui s'allient parfois avec le groupe Matakiewicz (populaire et catholique) ; 1 Cosaque, 1 Ruthène, etc.

Pour tous ces partis, nous le répétons, le programme n'est guère qu'un alibi qui permet le développement d'intrigues et de rivalités individuelles. Les groupes politiques, comme en Hongrie, ne comptent que par la personnalité de leur chef, et ceux-ci tendent à s'appuyer sur une force militaire. Il ne s'agit pas seulement de Pilsudzki à qui on reproche de cumuler les fonctions de chef de l'État et de généralissime. Mais des socialistes, comme Moraczewski, organisateur, en Galicie, de la « Ligue de la jeunesse », tendent à renforcer leur influence au Parlement, en faisant intervenir plus ou moins discrètement les

groupes armés sur lesquels s'appuie leur propagande. On sait que les nationaux-démocrates, qui renversèrent pendant quelques jours Pilsudzki, recrutent des partisans parmi les officiers et ont certains régiments à leur service. Cette tendance, si elle se généralisait, pourrait provoquer de grands périls, et inaugurer, lorsque les inquiétudes nationales commenceraient à s'apaiser, un régime de pronunciamentos et de coups de force.

L'État conserve donc un certain caractère féodal. On y conçoit plutôt la fidélité à un homme qu'à une doctrine.

La Diète vient seulement de voter après de longs débats et trois ans d'études le projet de constitution où chacun des partis a voulu incorporer quelques-uns de ses principes. Y collaborèrent surtout le Club populaire national, le parti socialite polonais et le Club du travail constitutionnel. La loi électorale est déjà en vigueur, elle reconnaît le droit de suffrage et le droit d'éligibilité aux citoyens des deux sexes, *y compris les militaires de l'armée active*. Le projet prévoit aussi la création d'un Sénat qui comprendra 70 membres élus par la Diète, les représentants des organes d'autonomie locale, un pour chaque voiévodie et un pour chacun des conseils municipaux des villes de Varsovie, Léopol, Cracovie, Posnan, Wilno, Lodz, 5 délégués de l'épiscopat catholique, les représentants des hautes écoles et des sociétés savantes, le premier président de la Cour suprême. Il faut voir là un compromis entre les institutions modernes et celles de la vieille Pologne dont le nouvel État ne perd pas le souvenir. On veut conserver en effet autant que possible le décor politique du passé, mais les traditions en ce pays paraissent superficielles et bornées au fond à quelques rites tout extérieurs. La Pologne contemporaine avec ses intellectuels, pénétrés d'esprit « laïque » et fervents d'un certain jacobinisme un peu périmé, montre beaucoup de goût pour les expériences politiques. Elle ne conçoit guère l'empirisme organisateur, bâtit *a priori* de grands systèmes dont elle diffère d'ailleurs l'application, heureuse d'avoir satisfait l'idéologie.

Malgré la violence des luttes politiques, elle semble se dérouler jusqu'ici dans le cadre constitutionnel. Le bolchevisme a été éliminé jusqu'à présent grâce aux rivalités des nationalités. Les juifs, hostiles à l'État national, semblent le redouter pourtant autant que les bourgeois polonais eux-mêmes ; par contre, ils ne cachent point leurs sympathies pour l'Allemagne, et comme le commerce extérieur reste en grande partie entre leurs mains, il est possible que tout accord économique avec la Pologne soit rendu difficile à appliquer du fait de cette bienveillance des principaux exportateurs vis-à-vis du Reich.

La politique extérieure de la Pologne, d'ailleurs, est déjà grevée d'hypothèques plus ou moins lourdes. Elle n'est point peut-être aussi indépendante qu'on se l'imagine, et, malgré les indications impérieuses de la géographie, elle peut manquer parfois de continuité. Tous les chefs actuels ont été ou des « aventuriers », des sortes de condottieri — la situation leur imposait ce rôle — ou des diplomates formés à l'école des diverses chancelleries européennes et habitués à une optique divergente. Par là s'explique la dictature césarienne de Pilsudzki. Peut-être eût-il fallu à ce pays une viable dynastie étrangère pour séquestrer le pouvoir, le mettre à l'abri des convoitises de tous ces anciens émigrés qui ont tendance à considérer la nation comme une proie — conquise de haute lutte et devenue leur propriété personnelle — pour arbitrer aussi le conflit des nationalités et permettre qu'un personnel gouvernemental se formât dans les classes intellectuelles, qui eût un sens plus juste des nécessités de l'heure et des inspirations nationales, fût vraiment l'émanation de la Pologne contemporaine.

Au dix-neuvième siècle, tous les *risorgimenti* avaient été réalisés par des dynasties qui apportaient avec elles des principes de gouvernement, et, avec une expérience politique, un entourage rompu aux affaires. Après la guerre, les restaurations d'États ont été l'œuvre des partis. Aussi ces partis, l'opération réussie, en disputent-ils les bénéfices. Les rivalités des groupes politiques et les relations très étroites qu'ils continuent à entretenir avec le pays étranger où ils sont nés, risquent d'autoriser tôt ou tard, sous une forme plus ou moins déguisée, l'intervention des puissances et leur ambition de se constituer une clientèle. Évidemment, ce serait aller trop loin, que de voir déjà se dessiner les futures « confédérations ».

Pour suppléer à une organisation politique aussi chaotique, la Pologne ne dispose pas d'une administration économe et souple. Sa bureaucratie, qui a trop emprunté aux méthodes autrichiennes, reste essentiellement formaliste et complique de rites désuets les solutions les plus simples. D'autre part, il s'agit de placer un nombreux prolétariat intellectuel, tous les descendants de cette « szlachta » noble mais ruinée, qui ne peut plus comme autrefois vivre dans la familiarité des magnats et qui se grossit d'ailleurs tous les jours de nouveaux adeptes. Certains de ces intellectuels, juifs assimilés, ou paysans dégrossis, risquent les uns d'entretenir une dangereuse exaltation, les autres de s'assimiler difficilement les nécessités de la vie moderne qu'ils jugent selon des conceptions primaires. Ainsi la machine administrative, déjà bien lourde, subit encore un ralentissement du fait de ces conflits spirituels qui s'ajoutent à la lenteur

naturelle des personnes et des choses. Ces intellectuels supportent impatiemment le caractère confessionnel que conserve l'État. Leur anticléricalisme promet pour demain de nouveaux antagonistes. Pour l'instant, ils grèvent le budget de l'État. Des bureaux parfaitement inutiles entretiennent 80 employés — là où, me confiait un directeur, *quatre* suffiraient à la besogne. Ou bien des institutions somptueuses, telles que conservations d'archives, offices de statistiques. On retrouve dans la hiérarchie du passé des fonctions honorifiques dont les heureux titulaires n'ont, tout au plus, à s'occuper que deux ou trois heures par jour.

La Pologne accablée par l'idéologie et qui veut marier les traditions les plus conservatrices aux innovations les plus démocratiques cherche fiévreusement les bases sur lesquelles elle pourrait appuyer son travail de reconstruction. L'Europe les lui refuse, le traité ne lui permet pas de se ramasser dans un cadre naturel, ses frontières sont estompées et artificielles ; des quatre coins de l'horizon peut souffler la tempête. Au sud, elle entretient l'hostilité et la méfiance de la Tchéco-Slovaquie ; à l'ouest, elle doit donner des gages économiques au Reich germanique. Ce pays, plus qu'aucun, avait besoin de reposer sur de fortes réalités ethniques et géographiques. On n'y voit jusqu'ici qu'un État « invertébré » dont les Alliés n'ont rien fait pour reconstituer l'unité primitive. Cependant la Pologne fait partie de notre système défensif, l'Europe nouvelle s'appuie sur elle comme sur sa clef de voûte. Si elle s'affaiblit, le traité s'affaiblit avec elle. Saurons-nous imaginer le contrepoids concret qui pourra remédier à ses tares spirituelles?

PIERRE LAFUE.

Maurice Barrès, l'Allemagne et le Rhin.

Si l'on demandait aujourd'hui aux Allemands quels sont les deux Français qu'ils détestent le plus, ils vocifèreraient aussitôt : *Poincaré! Barrès!* Dans l'un ils haïssent l'esprit de résolution qui jamais ne sommeille et qui, en 1921 comme en 1913, va d'emblée aux solutions définitives, dans l'autre ils abominent l'esprit de curiosité qui, en Alsace, en Rhénanie, pénètre jusqu'au tuf des sentiments et des terres pour dégager les sens les plus fondamentaux d'où le teutonisme est exclu.

Peut-être ont-ils tort, même en leur qualité d'Allemands? Ne feraient-ils pas mieux d'aborder avec courage un problème qu'ils ne peuvent écarter? Derrière les textes de M. Poincaré, aucune surprise

ne les attend plus, tout a été dit, clairement, absolument, catégoriquement, tandis que dans les phrases de certains, pour vaporisée qu'elle soit, la menace n'est que plus dangereuse. Quant à Barrès, j'ose avancer que le germanisme ne trouvera chez aucun Français plus de garanties réelles, plus d'accommodations sincères que chez lui. Les nationalistes français, et particulièrement Barrès, savent quelle est la part — surtout physique, pragmatique et d'opposition — du germanisme dans l'élaboration de notre culture, quel rôle il doit tenir dans l'équilibre d'une juste Europe, quel avenir de concours il serait désirable qu'il ébauchât d'accord avec nous.

Bien entendu, ce qui distingue les nationalistes des pacifistes, c'est leur sens des limites, des mesures et des conditions. J'ose encore avancer qu'avec les plus hautes parties de leur esprit, car le cœur n'y est pas, ils estiment l'Allemagne. Bainville s'accommoderait très bien, je crois, d'une Allemagne fédérative et bonne payeuse. Pour ma part, je n'ai jamais souhaité mieux. Mais écoutez Barrès :

Que le jeune Gœthe demeure au milieu de nous, devant notre haute maison d'études, non pas comme une énigme, non pas dénaturé par les plus récents commentaires du pangermanisme, mais tel que nos aïeux le virent et l'aimèrent, en même temps qu'il les aimait !

Les Allemands ont déformé leur propre grandeur. A nous de leur en restituer le sens exact. Il faut voir clair dans leur génie et dans l'interprétation qu'ils ont donnée depuis cinquante ans de leurs classiques. Ces belles lumières, en traversant les milieux pangermanistes, s'y brisent et subissent un changement de direction. C'est un phénomène de réfraction. Le teutonisme fait dévier les meilleures valeurs allemandes. Il les défigure. Avant de s'infiltrer à travers les nations, il a d'abord submergé l'Allemagne elle-même. Que notre esprit vérifie et critique ses dangereuses dénaturations.

N'en doutez pas, si un couplet porte l'accent dans l'harmonieuse préface que Barrès met en tête de son *Génie du Rhin*, c'est à coup sûr celui-là. Aucune lumière ne nous guidera mieux de chapitre en chapitre que ce pur éclairage. La sympathie qui porte Barrès vers l'Allemagne, surtout cette Allemagne de l'Ouest qui nous ressemble, on ne la niera pas, mais comme elle sait se restreindre à des proportions utiles, véridiques ! Elle ne se confond pas avec tant de niaiseries. Elle a souci des valeurs françaises. Écoutez en effet Barrès poursuivre le fil de sa découverte :

De quelle manière mettre une digue à l'invasion de la pensée allemande? *En pensant mieux que les Allemands.* Je crois qu'il est permis aujourd'hui de remettre en marche la pensée de Taine, de Renan, de Staël, de tous ceux qui, avec plus ou moins de bonheur, apportèrent de la substance germa-

nique en France, à condition de compléter leur expérience par l'expérience... des hommes d'action... qui ont vu à l'épreuve les défaillances diverses de l'Allemagne.

Quelque chose est fini, qui ne renaîtra pas de sitôt : l'engouement pour un des aspects quelconques de la Germanie. En ce sens le mouvement de pendule qui, vers 1830, nous mena si loin dans l'admiration des choses allemandes comporte aujourd'hui un retour dont l'importance serait difficilement exagérable. La rétrogradation est si forte que des esprits lucides, sévères dans leurs démarches, comme Barrès, et qui à d'autres époques eussent passé pour des amateurs de germanisme, s'en voient considérés des deux côtés du Rhin comme les adversaires absolus. Attitude sommaire, classification inexacte.

La vérité, c'est que nul n'apporte dans l'examen des réalités rhénanes un tempérament plus nuancé, plus souple que Barrès. Il excelle à « dégager, à travers les affinités franco-rhénanes, les tendances indigènes, oblitérées par d'autres éléments venus d'outre-Rhin ». De fait, une grande partie de sa pensive enquête, tournée du côté du Rhin légendaire, démontre que la plupart des récits mythiques enroulés comme des nuages pourpre et or autour des rochers et des burgs, sont gâtés par un panthéisme importé de Prusse (quelquefois très volontairement) et ne retrouvent que grâce à nous « leur véritable valeur humaine et sociale, leur simplicité, leur richesse ».

Dans une direction un peu différente, celle de la charité, de la piété, Barrès n'est pas moins lumineux. Quelle surprise ! On nous a trop dit que les clubs, que les francs-maçons avaient seuls d'avance apprivoisé le Rhin à nos couleurs. Il faut agrandir cette perspective vraiment étroite et montrer l'enthousiasme avec lequel on accueille à Trèves, à Coblence, à Aix-la-Chapelle, à Sarrelouis, nos bonnes sœurs, dès 1805. Rivées au sol, il fallut nos revers de 1870 pour rompre les liens qui les rattachaient à la France. Alors seulement une vaste entreprise de caporalisation, l'*Association générale de la charité allemande*, supplante notre influence, mais ne parvient pas à en extirper le souvenir, visible à chaque pas.

De même pour l'industrie. Les robustes fondations napoléoniennes subsistent, vernies aux couleurs de Prusse, déformées, matérialisatrices. Il y avait tout un idéal dans les *Chambres de commerce* françaises, un idéal d'équilibre et de compensation. La Prusse a écarté ces humbles autorités sociales de leur rôle modérateur pour le tourner du côté de l'enrichissement. Cette ploutocratisation du travail se dessine très nettement à partir de 1848 et contraste avec les anciennes directions françaises, qui laissaient l'élite indigène présider à l'épanouissement du travail.

Si tous ces souvenirs ne hantaient pas encore obscurément les âmes rhénanes, pourquoi, dans la campagne menée avant 1914 contre la légion étrangère, était-ce principalement dans les villes rhénanes que les autorités de l'empire multipliaient leurs efforts? Nos séductions militaires, l'attrait de notre luxe parisien ne cessent pas d'agir.

C'est que, au cours de notre histoire, nous n'avons jamais cessé d'être « des éveilleurs ou plus exactement des modeleurs. Nous avons servi la Rhénanie, en donnant des formes à sa riche matière humaine ». Ce rôle, l'Allemagne, ou, pour mieux dire, la Prusse, le travestit autant qu'il est en son pouvoir de le faire. Moins que jamais elle désarme.

Elle s'apprête à de nouvelles manigances. « Depuis Berlin, elle s'efforce de tendre de nouveaux fils dans le domaine de la légende et de l'histoire, dans le domaine de la charité et de la vie économique. » Voyez plutôt ses nouveaux mythographes « jeter en paquet sur le trésor légendaire du Rhin une multitude de récits de 1870, de la grande guerre et de notre occupation actuelle, pour recouvrir avec des images haineuses la paix et la lumière de nos souvenirs historiques communs ». Il faut, conclut Barrès, *protéger l'esprit français contre des assauts inconnus de nos pères* et adapter notre initiative à un siècle nouveau.

Toute cette conclusion de Barrès mériterait d'être reproduite intégralement. Elle constitue en effet le programme spirituel, où tous les autres sont enclos, de notre attitude à venir sur le Rhin. A traits larges, puissants, harmonieux, prophétiques, il dessine cet avenir en conformité avec le génie du lieu, génie d'ordre, d'association, génie presque de consortium, très différent de nos perfectionnements parisiens, où l'individualisme seul trouve maintenant son compte. Nous devons agir de telle sorte que les Rhénans, mal satisfaits du pangermanisme, enfantent, grâce à nous, un idéal qui les éloigne à jamais du prussianisme et les ramène du côté occidental. Ne l'oublions pas, leurs imaginations sont surtout sensibles « aux belles légendes qui célèbrent de hauts faits de civilisation, aux bons esprits qui favorisent la liberté, la justice, le progrès et l'ordre. »

Napoléon, ce qu'ils ont admiré en lui, ce furent ses qualités de metteur en œuvre. Et Jeanne d'Arc, si célèbre en leur pays, ils goûtent supérieurement son efficacité de bonne petite ménagère, de conductrice militaire, de bienfaitrice. Une de leurs légendes montre les vignes de Reims refleurissant après son passage. Dès 1429, à Gorkum, à Spire, à Mayence, à Metz, Jeanne est plus célèbre qu'à Chartres et à Dijon.

Barrès souhaite un prompt renouveau de ces prodiges. Son livre contribue à les préparer.

R. J.

LES LETTRES

LES ROMANS DE FEMMES ET LE ROMANTISME FÉMININ

M. Charles Maurras, après avoir étudié, il y a une quinzaine d'années, les jeunes œuvres de Mmes de Noailles, de Régnier, Mardrus, concluait : « Ces têtes féminines, pleines de révolte positive et de fiévreuse méditation, nous composeraient une formule aussi parfaite que complète du romantisme. » On se souvient qu'il intitula son étude : *Le romantisme féminin, allégorie du sentiment désordonné*, et lui donna pour épigraphe ces mots d'Auguste Comte : « L'émeute des femmes », et cette citation de M. Maurice Barrès : « Petites âmes, esclaves frémissantes de la sensation. » Nos muses et nos romancières d'aujourd'hui se plaisent-elles encore dans ce même état d'émeute? Sont-elles toujours des esclaves frémissantes de la sensation »? Avec leurs œuvres les plus récentes, M. Charles Maurras pourrait-il composer une pareille allégorie du sentiment désordonné?

Depuis que M. Charles Maurras a publié ces pages fameuses, Mme de Noailles n'a pas cessé, qu'elle ait écrit en vers ou en prose, de célébrer une passion qui, dans sa fureur de brûler pour elle-même, ne paraît point trouver que ce puisse être trop que toute la nature en subît l'embrasement. Cependant, dans un récit intitulé *Conte triste avec une moralité* et que la *Revue de Paris* a donné naguère, elle a imaginé de nous montrer deux amants qui daignent s'occuper de l'épouse, chez qui leur amour défendu

va porter la dévastation. Et ce conte, Mme de Noailles ne paraît l'avoir écrit que pour permettre à la fantaisie débridée du tragique Enfant « qui a le doigt sur la bouche et le regard engagé dans le splendide avenir », de causer le moins de mal possible. Elle n'a certes pas abouti à une autre *Princesse de Clèves.* Nous ne voyons pas, dans le récit de Mme de Noailles, de femme qui fasse à son mari le noble aveu de l'amour qui la menace et lui demande la protection d'un plus sûr amour ; mais nous y voyons, par contre, une femme assez cruelle pour se confesser à l'épouse de son amant. Aveu stupide, suivi d'une fuite trop tardive, et qui ne réussit en fin de compte qu'à faire trois malheureux. Ainsi Mme de Noailles nous montre le malheur qui atteint deux êtres et, à travers eux, un troisième, parce qu'ils ont cru tout ensemble à la fatalité de la passion contre quoi aucune volonté ne saurait prévaloir, à la possibilité d'organiser avec cette passion un bonheur parfait, et parce qu'ils ont entendu pratiquer en même temps, par orgueilleux amour d'eux-mêmes, un culte de la vérité que la recherche de leur genre de bonheur ne pouvait que leur interdire. La solution du mensonge, qu'elle leur reproche de n'avoir pas adoptée, si bassement humaine qu'elle puisse être, est, à tout prendre, encore moins malhonnête que leur hypocrite, cruelle, égoïste et fausse sincérité. Cependant, ce n'est pas cette apologie du mensonge, où elle se risque pour conclure, qui est la véritable moralité de ce conte. Ne serait-elle pas plutôt dans ces lignes :

Nous avons suffisamment marqué la déception et la douleur qui se saisirent de nos héros, sincères mais impies. A quoi bon les suivre davantage dans la voie de l'absolu où ils se crurent le droit de s'engager, mus par la vision et l'appétit d'un bonheur sans disgrâces? Apitoyés par leur sort, nous ne leur adresserons pas cette sévère demande : « Comment avez-vous donc cru que tout cela finirait? »

Qui pourra nier que Mme de Noailles ait parcouru un certain chemin depuis *la Nouvelle Espérance*?

Mais voici Mme Delarue-Mardrus, de qui M. Charles Maurras disait que tout ce qui flottait encore « de mallarméen et de rimbaldique, de maeterlinckiste et de laforguien » aux environs de 1900 avait bien pu troubler son style sans parvenir à gâter son cœur.

Aujourd'hui, elle nous semble délivrée de certains mauvais prestiges qui, jadis, l'enchantaient. Le tourbillon des fumées qui se dégageaient de la jeune littérature d'il y a trente ans, s'est dis-

sipé, qui lui cachait alors sa verte et grasse Normandie. Mme Lucie Delarue-Mardrus s'est reprise à se plaire aux vrais contours des choses. Elle se trouve plus complètement depuis qu'elle ne se cherche plus avec une mauvaise fièvre ; et c'est pour reprendre conscience de ce qu'elle est en réalité : une robuste Normande, fille de Flaubert et encore plus de Maupassant, mais qui, plus saine qu'eux, se garde d'épouser leur désenchantement un peu grossier et ne fait pas servir son réalisme à inspirer le dégoût de la vie. Elle le ferait même plutôt servir au contraire, avec exagération.

Mais lisez *l'Apparition*, le dernier roman de Mme Delarue-Mardrus, dans lequel elle ne songe point à philosopher, ni à se confesser publiquement comme tant de ses sœurs de lettres, non plus qu'à livrer le secret du cœur et de la chair de ses pareilles, afin d'affirmer son originalité ; c'est un petit chef-d'œuvre par sa composition, son réalisme discret, sa fantaisie disciplinée que l'histoire de ce mauvais garçon, enfant indiscipliné et vicieux, qui, devenu adolescent, finit dans une aventure tragique. Son oncle, un doux maniaque, a imaginé, en fouillant des vieux livres, que la famille des Carmin de Bonneuil descend d'un condottiere italien fameux, et prétend trouver une ressemblance entre le jeune Carmin et Lorenzo Carmine Bunosia, chef de grande compagnie, dont une vieille gravure lui donne le portrait. Alors, il accuse le siècle. A une autre époque, le jeune sacripant eût été un grand chef : « Il avait tout, la violence, la fierté, l'autorité, la volonté, l'orgueil. Il était beau, sain, dominateur. »

Après avoir lu *l'Apparition*, on ne peut songer qu'avec regret à tous les beaux talents à qui la maladie romantique, qu'elle prenne le nom de naturalisme ou celui de symbolisme, aura empêché de donner leur mesure. Et tout de suite, il faut penser à Mme Rachilde qui vient de publier un roman nouveau, *la Souris japonaise*. Peut-être avez-vous cru, après avoir lu toute la série de romans de Mme Rachilde, dont on dit si volontiers qu'ils sont curieux, que vous pouviez avoir une notion exacte de la qualité de son génie. Détrompez-vous ! Vous ne connaissiez pas la vraie Rachilde. Celle qui sait créer des personnages vivants, de véritables humains, ne s'est guère révélée complètement encore que dans deux nouvelles : *Un scandale militaire sous le second Empire* (*Mercure de France* du 15 janvier 1920) et *l'Education d'une jeune fille au début de la troisième République* (*Mercure de France* du

1er décembre 1920), qui ne tarderont pas, espérons-le, à paraître en volume. Il faudra oublier alors toute la ménagerie des larves humaines qui peuplent ses romans précédents et qu'elle vient d'enrichir d'une « souris », paraît-il, « japonaise ». Mais comment ne pas maudire les années d'intoxication romantique qui ont rejeté si longtemps hors de sa vraie voie cette femme qui, elle, possède, du moins, assez de force naturelle pour revenir à la santé, après un aussi long empoisonnement. Quel prodigieux tempérament il lui a fallu ! Elle n'en restera pas moins comme un des exemples les plus significatifs du désastre littéraire que peut causer une mauvaise esthétique.

Un solide fond de bon sens périgourdin n'abandonna jamais néanmoins complètement Mme Rachilde, même dans ses pires extravagances cérébrales. Si elle a peu utilisé jusqu'aujourd'hui sa vraie personnalité, celle de sa vie quotidienne, de sa vraie vie, quand elle a fait œuvre littéraire, du moins celle-ci est-elle demeurée intacte. Si peu qu'elle l'utilisât, ce fut assez pour que les monstres bizarres qu'elle faisait s'agiter dans de curieux romans, gardassent au moins une apparence humaine. Mais ses deux nouvelles récentes permettent de penser qu'elle n'a pas dit encore son dernier mot. Cette femme de lettres, qui avait paru ne reculer devant aucune audace, n'en avait jusqu'ici négligé qu'une seule : celle d'être pleinement elle-même. Mais son dernier roman paru, *la Souris japonaise*, doit encore être considéré comme appartenant à la partie maladive de son œuvre. Lisez la chasse au loup, dans *l'Education d'une jeune fille au début de la troisième République*. Cela, c'est vraiment Rachilde, que son saint amour des bêtes de Dieu finira bien par délivrer des horreurs cérébrales. Qu'elle ait pu écrire — et avec quelle perfection ! — une telle nouvelle, voilà qui est un signe de plus qu'un changement est en train de s'opérer dans la littérature féminine !

* * *

Ce sont surtout quelques œuvres nouvelles qui paraissent révéler une intéressante évolution de nos femmes de lettres. Ainsi, Mme Camille Mayran qui débuta, naguère, avec deux récits : *Histoire de Gotton Connixloo* et *l'Oubliée*, nous donne aujourd'hui : *l'Épreuve du Fils*, qui est bien une des œuvres les mieux venues qui aient été publiées au cours de ces dernières années. En

lisant ce roman, où de si nombreuses qualités collaborent, tandis que tant de défauts ont été évités, on se demande si les femmes, en fin de compte, ne seraient pas capables, pourvu qu'elles s'en donnassent la peine, de témoigner de plus de goût que les hommes, bien qu'au cours du dernier siècle, elles ne se soient pas précisément signalées de cette manière. Ah ! comme elles eurent tort de vouloir affirmer qu'elles avaient les mêmes droits que nous de tout dire, afin de manifester qu'elles entendaient même en cela se montrer nos égales, alors qu'il ne fut jamais indispensable de tout dire, et qu'en tous cas, il y faut apporter la manière. Ainsi, pour l'avoir oublié, elles n'ont souvent réussi qu'à se montrer inférieures à elles-mêmes, au grand préjudice du goût public auquel elles eurent toujours une si grande part.

Dans le roman de Mme Camille Mayran, je ne sais ce qu'il faut admirer le plus, d'un pathétique souvent puissant, ou de la sobriété du récit, ou de la concision d'une forme qui ne cesse de servir l'expression. Enfin, nous avons un roman dont les types, fermement dessinés, nous sont montrés dans une action simple qui ébranle plusieurs consciences.

Augustin Morlat, le héros principal, est un jeune prêtre d'origine paysanne ; sa vieille tante, Ursule Morlat, est un type inoubliable de vieille fille pieuse ; elle l'a dirigé vers la prêtrise, depuis qu'une histoire d'amour qui faillit devenir tragique, a détruit le foyer des parents d'Augustin. La mère Morlat est demeurée dans son village, à Angillon, et y élève un enfant né de ses amours infidèles avec le châtelain du pays, Olivier d'Angillon ; le père Morlat, qui avait été jusqu'alors un honnête cultivateur, a fui sa femme et son village après avoir tenté d'assassiner le châtelain dans un accès de jalousie ; il est devenu débitant de vins à Bourges et n'a pas tardé de sombrer dans un morne alcoolisme. Au moment où le roman commence, Augustin Morlat est encore élève du grand séminaire de Nevers ; il vient d'atteindre sa majorité, ce qui lui a permis d'entrer en possession d'un petit héritage qu'une vieille demoiselle, parente lointaine, a laissé à la tante Ursule, à l'intention du jeune clerc. Le père Morlat, qui se console dans la compagnie d'une vieille chanteuse de café-concert, a bientôt vu péricliter les affaires de son débit. Sur le point d'être déclaré en faillite, il vient demander à son fils une grosse partie du capital dont celui-ci se trouve maintenant le maître ; ainsi, lui explique-t-il avec un cynisme inconscient, il pourra trans-

former son établissement en café-chantant et refaire sa fortune. Augustin, après avoir hésité sur son véritable devoir, finit par céder à son père ; il pense, en effet, qu'il doit avant tout lui permettre d'éviter la ruine, sans s'occuper de l'usage d'un argent dont son père n'est justiciable que devant Dieu. Nous assistons ainsi au commencement de l'épreuve d'Augustin Morlat.

A sa sortie du grand séminaire, Augustin se rend comme vicaire à Saint-Andelain, non loin de Nevers, auprès d'un vieux curé somnolent et bon. Dans le désarroi où le plonge une existence nouvelle qui le met en présence de devoirs aussi divers que la vie elle-même, et qui le transporte si loin du grand séminaire dont les obligations étaient précises et restreintes, voici qu'il apprend que son père est tombé gravement malade. Quand il accourt à son chevet, il est trop tard ; à l'hôpital de Bourges, il n'est plus en présence que d'un cadavre.

Il serait difficile, on le voit, d'imaginer action plus simple, drame plus banal. Mais si le principal de l'intérêt n'est point dans les péripéties, il réside déjà dans la manière supérieure dont les scènes sont posées, dans le relief des personnages ; il est surtout dans les réactions qui se produisent au fond de la conscience des protagonistes. Ce petit roman se déroule, en vérité, sur deux scènes : celle d'une vie visible pour tous ; celle de la vie invisible des âmes et des cœurs. Certes, déjà l'évocation de la vie d'Augustin au grand séminaire, le récit de son entrevue avec son père ; l'arrivée d'Augustin à la cure, le portrait de la tante Ursule, le récit du drame qui a déréglé la vie du père Morlat ; la rencontre de celui-ci avec la chanteuse ; la scène qui montre Augustin en présence du cadavre de son père, tout cela suffirait à faire de l'œuvre de Mme Camille Mayran un excellent roman réaliste ; mais si cette œuvre est cela, en effet, elle est encore bien davantage ; et c'est en quoi elle nous intéresse.

Après la mort du père Morlat, le drame en effet s'élargit. A Saint-Andelain, dans sa solitude hérissée de devoirs, Augustin se rappelle ses premières années d'enfance, avant la dévastation du foyer familial. Il se souvient des caresses de sa mère, à laquelle il a été arraché tout petit, et qui, à cette heure, vit peut-être seule, malheureuse. Il songe qu'il a des devoirs humains de fils envers elle et des devoirs de prêtre envers son âme qui, peut-être, se perd dans l'abandon.

La vieille tante Ursule, à qui il expose son inquiétude, témoigne à

l'égard de la mère Morlat d'une dureté de vieille fille vertueuse. Des deux prêtres qu'Augustin consulte, l'un, le supérieur du grand séminaire, l'abbé Rodoland, lui parle en pharisien, et lui assure que ses devoirs de prêtre sont avant tout de l'ordre spirituel ; sa vocation ne saurait lui permettre d'être soutien de famille, et sa dignité de renouer avec une mère indigne. Voilà qui ne suffit pas à apaiser la conscience d'Augustin. Cependant, quand un de ses maîtres du grand séminaire, l'abbé Desaulnoyes, lui dit, plus chrétiennement, qu'il a envers sa mère des devoirs précis de fils, et envers l'âme de sa mère des devoirs non moins précis de prêtre, ses doutes touchant les devoirs sont aussitôt dissipés ; mais alors c'est la résistance à ces devoirs qui recommence à s'affirmer en lui au souvenir de la faute maternelle. « C'était plus intimement encore la crainte de retrouver sa mère, — image si chère, la seule dont son cœur eût jamais frémi, — marquée dans toute sa personne par tant d'années d'une dépendance qui prolongeait le déshonneur. »

Comme tout cela est d'une profonde exactitude psychologique ! Cependant, ce sera le sentiment d'amour qui finira par l'emporter chez le jeune prêtre. Il a brusquement la révélation de la faiblesse de l'homme quand lui manque ce secours permanent de Dieu qu'il lui faut mériter ; et il se sent un grand besoin d'aimer, de se donner. Il apaisera ce besoin d'amour en le reportant sur sa mère. Il l'assouvira sur un plan plus haut en se dévouant à elle, après lui être revenu par un acte d'humilité. Augustin va donc chercher la pauvre femme à Angillon, où il la trouve qui vieillit seule ; l'enfant qu'elle avait eu du châtelain est mort ; elle subsiste péniblement à l'aide d'un petit capital que son ancien amant lui a abandonné. La rencontre d'Augustin et de Solange Morlat est une des scènes les plus poignantes de ce beau livre. Peu à peu, Augustin amène sa mère à faire don aux pauvres de l'argent impur ; et il l'emmène à Nevers où ils reconstituent, tous les deux, le pauvre foyer de famille détruit, et où ils vivront avec le souvenir du pauvre Morlat, en oubliant qu'il n'avait pas su pardonner.

La mère Morlat dira de lui à son fils :

— J'ai eu un bon mari ; oui, un bon mari ; je n'ai ni plainte, ni excuse à dire ; j'aime mieux que tu le saches.

— Pauvre père ! dit Augustin, tu ne lui gardes pas rancune, n'est-ce pas, maman? Et là où il est, on pardonne tout. Nous allons être tous les trois dans la paix, maintenant.

Tout cela est touchant, très noblement humain. Mais la plus belle scène du livre, et qui lui donne tout son sens, est celle qui nous montre Olivier d'Angillon, entré par curiosité dans la chapelle du petit séminaire de Nevers pour assister à la messe du jeune prêtre. Cet Olivier d'Angillon, type du viveur de province, a quarante ans ; il est paresseux, découragé de tout. Il reconnaît Augustin à sa ressemblance avec le père Morlat :

C'est bien un paysan de son pays. C'est bien le fils de Pierre Morlat... Et voilà qu'à la faveur de l'heure somnolente, du murmure dévot des prières, du tremblement des cierges dans le petit matin d'hiver, Olivier se détache de lui-même pour regarder, comme en rêve, sa vie présente et son passé. A son tour, il est malheureux. Sa femme le trompe, il sait avec qui et il sait aussi qu'il le supportera. Il voudrait presque être Pierre Morlat. Il pense à ce rustre qui faillit autrefois lui trancher la gorge et dont le fils en ce moment se tourne vers lui et, levant les mains, dit avec douceur : *Dominus vobiscum.* Pour une fantaisie qu'il a eue à vingt-cinq ans, une vie s'est ruinée dans la débauche, et une autre vie s'est sanctifiée. Curieuse chose qu'une de ses actions ait eu tant de pouvoir, quand lui-même se sent un si pauvre personnage, un être sans but, sans espoir, sans volonté, l'ombre d'un homme ! A cette heure et dans ce lieu qui échappent au cadre conventionnel de sa vie, Olivier d'Angillon s'abreuve d'humilité. L'amertume l'en imprègne encore, tandis que le soir du même jour, marchant sur le quai de la gare et remontant à ses oreilles le col de sa pelisse, il se demande comment tout de même ils s'arrangent ensemble, Solange et ce jeune saint qu'il a vu à l'autel.

Mais la mère et le fils, dans la petite chambre où brûle le feu réduit des pauvres, veillent l'un près de l'autre, et ils s'aiment.

Qu'une femme d'aujourd'hui, loin de soutenir les droits de la passion, exprime la mélancolie tragique d'un monde où tout finirait avec la sensation, ait pu écrire un tel livre ; qu'elle ait pu, sortant d'elle-même et des confessions de ses sœurs, pénétrer avec une telle clairvoyance les âmes d'êtres si différents de ceux qui intéressèrent ses aînées, ne voilà-t-il pas le signe de quelque chose de nouveau dans notre littérature féminine?

Mais que « l'émeute des femmes » s'apaise et qu'elles soient bien près de clore le chapitre littéraire du sentiment désordonné, qui en pourrait encore douter, après avoir lu *le Pot de réséda* de Mlle Harlor, car c'est le procès des illusions romantiques de ses sœurs, qu'elle vient tout simplement de faire en ce roman ?

Oh ! je sais bien tout ce que l'on peut, à première vue, y reprendre. Un tel livre est, en effet, de toutes les manières, l'aboutissement d'une

tradition de liberté ou de licence des femmes. Mais le roman de Mlle Harlor, du même coup, en montre aussi le châtiment. Nous sommes loin, certes, du roman de Mme Camille Mayran et vous ne trouverez pas ici cette sobriété de langue, cette maîtrise de la pensée qui commande celle du style, et qui est si remarquable dans *l'Épreuve du fils* ; vous y trouverez même une préciosité qui vient naturellement d'une licence de l'art, licence qui est l'accompagnement obligé d'une licence de l'esprit, sans parler d'une licence morale, naturelle à une œuvre qui part de l'exaltation de la passion pure. L'important, c'est que tant de licences aboutissent à la déception de l'héroïne, à la reconnaissance de son erreur. Cette Monime que nous montre Mlle Harlor ne pouvait guère aller plus loin dans la voie parcourue par ses sœurs romantiques. Mais cette voie est du moins pleine de larmes, avec des catastrophes à chaque pas. On peut dire que Monime revient de loin, quand elle finit par borner sa vie à donner ses soins à un pot de réséda et aux vêtements des enfants pauvres. Mais il y a bien des façons de soigner son pot de réséda. Cultiver sa vie intérieure en est une ; ce n'est pas la moins noble et ce n'est pas la moins sûre pour aboutir à certain oubli de soi-même qui pourrait bien être le chemin le moins incertain du bonheur.

La nouvelle génération littéraire féminine semble avoir le sens de la vie intérieure : de tels exemples en témoignent. Et il faut s'en réjouir. Nos romancières y pourront mieux que dans la sensation déréglée manifester cette intelligence et cette sensibilité qu'elles ont généralement plus vives et plus clairvoyantes que la nôtre. La recherche du *beau moral*, c'est, en effet, tout le contraire du romantisme, un des traits mêmes de l'art classique. Le moment n'est peut-être pas éloigné où leurs œuvres permettront qu'on écrive un essai sur le *classicisme féminin* qui serait une allégorie du sentiment ordonné.

GEORGES LECARDONNEL

LES BEAUX-ARTS

LE SALON DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE

C'est sans doute le plus médiocre, le plus vide que l'on ait vu depuis longtemps. Ayant, vis-à-vis des « Artistes Français », la réputation d'un salon « avancé » à soutenir, la Société nationale s'est mise en devoir d'accueillir les peintres du Salon d'automne, voire des Indépendants. Ces transfuges ont-ils fait un bon calcul? Il est permis d'en douter. Ils ont leur salle réservée, où se porte la curiosité du public, avec le minimum de scandale qui assure une publicité profitable, mais ces succès faciles sont parfois funestes et l'on a lieu d'être inquiet en constatant dès à présent que les plus pressés de conquérir le public de la Nationale sont justement ceux pratiquant un art, un genre de peinture à effet, assez voisins de celui qui est ici de tradition.

Il est cependant des rapprochements instructifs : comment, devant les œuvres de certains de nos « constructeurs », ne pas reconnaître des matériaux empruntés à de récentes démolitions? On retrouve bien des souvenirs de MM. Émile Bernard, Lucien Simon, Maurice Denis dans les compositions de M. Sabbagh ou de M. Zingg, par exemple. Encore ce dernier paraît-il s'efforcer à plus de simplicité. M. Favory expose une figure peinte avec beaucoup de conviction et une fougue sincère. M. Dufresne se présente ici en triomphateur. Il représente la toute bonne moyenne du « Salon carré » des derniers Indépendants. N'a-t-on pas trop insisté sur les dons de

décorateur, qu'il possède incontestablement, mais qu'il cultive au point de se croire obligé de remplir les espaces vagues de ses toiles avec des végétations exotiques, procédé un peu facile et qui donne à ses tableaux un air uniforme de palmarium. Il a quelque chose du faire large et massif de M. de Segonzac, mais avec plus d'inquiète versatilité. Dans les parties de natures mortes, il rencontre des harmonies d'une qualité souvent exquise et s'il consentait à réduire le format de ses tableaux, on y goûterait mieux le charme réel d'un art plein de mouvement, de gaîté et dont l'allure populaire tranche heureusement sur les moroses mondanités d'alentour.

Un portrait de M. Anatole France par M. Van Dongen a été jugé scandaleux ; il ne l'est ni plus ni moins que les portraits de femmes qu'on avait coutume de voir de sa façon. M. Van Dongen ne peint pas, il maquille. Que n'exerce-t-il ce talent sur la clientèle des biches de *dancings* et de *palaces*, sans aller s'aviser de travestir un académicien, même honoraire, en aveugle du pont des Arts? Du moins M. Van Dongen n'emprunte-til à personne ses déplorables procédés. M. Benito, qui est en passe de supplanter M. Boldini, emprunte, lui, à tout le monde, avec une tranquille impudeur. Il aime la peinture d'autrui au point de copier tout ce qui lui semble bon et il a réalisé ce miracle d'acquérir une réputation sans avoir jamais tracé un trait de son invention propre. Le plus triste est qu'il était aussi capable qu'un autre de faire œuvre personnelle. Le succès ne lui en a pas laissé le loisir.

L'exposition rétrospective de Milcendeau n'est pas sans intérêt. Le peintre vendéen, qui fut presque célèbre en un temps qui nous paraît déjà si lointain, avait le sens du paysage dramatique. On peut estimer qu'il a exagérément pâti du discrédit jeté sur la peinture dite littéraire qu'on a remplacée par un poncif cézannien qui ne vaut souvent pas beaucoup mieux.

Rien n'est plus édifiant, rien n'exprime mieux l'esprit, si l'on peut dire, de ce salon, que l'ensemble de peintures de M. J.-E. Blanche, résumé d'une carrière de plus de trente années. M. Jacques-Émile Blanche s'est attiré, grâce à sa plume féconde, beaucoup d'ennemis et comme il ne se trouve presque personne, en situation d'apprécier sa peinture, qu'il n'ait pris soin de s'aliéner par ses écrits satiriques, on peut craindre, en critiquant ses tableaux, de paraître animé d'un désir de représailles. Ses portraits, notamment ceux de M. André Gide, de M. Jean Coceau, attestent des dons exceptionnels de psy-

chologue et d'observateur des mœurs, mais ce qu'on y remarque d'aigu et de pénétrant est gâté par la banalité et la vulgarité de la facture. On a loué sa virtuosité, on a blâmé son dandysme et pourtant l'on se persuade qu'il peint comme MM. Woog ou Baschet, dès lors qu'il cesse d'imiter Manet. Cette influence de Manet est la plus heureuse de celles qui s'exercèrent sur M. Blanche, lequel a du reste écrit sur son maître de prédilection des choses aussi justes qu'ingénieuses. Comme quoi l'intelligence ne suffit pas à faire un grand peintre : avis aux jeunes qui sont tentés de l'imiter et qui ne possèdent ni son esprit ni son érudition ni même cette humeur acariâtre qui vaut bien, à tout prendre, les grimaces de complaisances de nos arrivistes syndiqués.

La sculpture, enfin, offre bien peu de portraits intéressants. Quant aux œuvres monumentales ou décoratives, il n'en est guère, en dehors des envois de M. Bourdelle, qui puissent retenir longtemps l'attention.

Tous les reproches que l'on peut faire au Salon d'automne, aux Indépendants, n'empêchent pas de reconnaître qu'il s'y forme des courants, qu'on y peut suivre l'évolution de tendances plus ou moins heureuses mais qui, du moins, ont ce mérite d'offrir un aliment à l'imagination des peintres, et, à leur désir de se contrôler eux-mêmes, s'il arrive qu'ils éprouvent un sentiment pareil, des points de repère et de comparaison. Rien de semblable à la Nationale : un échantillonnage sans références qui ne saurait enseigner, ni même renseigner personne. Ce n'est assurément pas dans un tel cadre et dans une atmosphère pareille que l'inquiète bonne volonté des jeunes les mieux doués pourrait prendre conscience d'elle-même.

Inapte à fournir à ceux qu'elle accueille dans son sein des exemples ou des directions, la Nationale n'est pas moins incapable de s'enrichir à leurs dépens, en s'assimilant des qualités ou des défauts qui n'appartiennent qu'à la jeunesse, alors qu'elle est de tous les salons le plus couvert de rides, et de rides d'autant plus cruelles qu'elles sont plus précoces, témoignant ainsi qu'on ne saurait valablement s'opposer jamais à l'hégémonie de l'École, même dégénérée, au nom du snobisme et de la mode.

ROGER ALLARD.

Exposition Raoul Dufy — Un ensemble important d'œuvres de M. Raoul Dufy (1), en offrant un résumé assez complet des différentes

(1) A la galerie Bernheim jeune.

étapes d'une carrière brillante, permet de mesurer la place très particulière qu'occupe cet artiste dans l'art d'aujourd'hui.

En présence de cette peinture spirituelle et vive, on éprouve une sensation d'allégresse qui se prolonge au delà de la première surprise. Cela est déjà un mérite assez rare alors que trop de peintres ne nous épargnent aucun témoignage des sévères et pénibles efforts qu'ils déploient pour mériter d'être appelés des « constructeurs », terme qui prétend désigner les génies éminemment supérieurs au commun des peintres de chevalet !

S'il fallait croire ces esthéticiens et ces géomètres lyriques, la peinture ne serait rien moins qu'une manière de sacerdoce, tout ensemble pompeux et triste. A celui-ci, on voudrait faire grief de la joie qu'il éprouve à regarder la nature, et défense d'en rien laisser paraître ; à tel autre on reprochera sa facilité et son adresse, comme si la dextérité manuelle, chez un peintre, devait être tenue pour une tare.

Rien n'est plus contraire au bon sens, et ne choque davantage l'intelligence, que cette prétention de faire d'un art plastique un pur exercice mental. Il est bien d'opposer à ces théoriciens l'importance essentielle du métier ; mais le métier s'acquiert. C'est le don naturel lui-même qui doit donc être remis en honneur, puisqu'en dernière analyse, c'est au bout des doigts qui tiennent le crayon ou le pinceau que s'opère le miracle qui nous enchante. Il importe peu que vous agitiez les plus nobles idées dans votre cerveau, si vous ne réalisez à nos yeux que des formes sans intérêt ou sans grâce.

Lorsque j'entends des peintres, voire des critiques, dire de la peinture de M. Raoul Dufy qu'elle est « amusante » et « spirituelle », je comprends tout ce que cet éloge comporte de réticences, et j'admire un temps si fertile en génies constructeurs qu'on y puisse faire fi de la simple ingéniosité. Or, M. Raoul Dufy est l'ingéniosité même. C'est un infatigable inventeur d'arabesques expressives. Il lit toutes choses à livre ouvert et il excelle à trouver le signe de chaque objet. Point de détail de paysage, arbres, fabriques, point de figures dont il n'exprime avec une prodigieuse sûreté le caractère graphique. Les objets les plus ordinaires lui fournissent des images d'un tour vraiment poétique. Et cette stylisation est si bien ajustée à sa sensibilité qu'elle n'a plus rien d'artificiel.

Art optimiste et sans amertume, où la réalité est toujours vue par le beau côté, art qui sait orner tout ce qu'il exprime. Que ce soit les tuiles des toits de Vence, ou les oliviers ou les vignes, ou le menton et la moustache retroussée de M. Eugène Monfort, le trait, l'arabesque se détachent, aigus et nets, sur un fond de couleur aux sonorités graves ou stridentes.

On aperçoit tout de suite l'écueil d'un tel art, qui est de produire des esquisses, dont l'agrément aurait quelque chose d'instable et d'improvisé. M. Raoul Dufy ne l'évite pas toujours, mais il est bien remarquable qu'il y réussisse si souvent. C'est que chez lui l'instinct caricatural est épuré et comme sublimé par l'imagination poétique. S'il excelle à saisir la cocasserie secrète d'un visage ou l'imprévu d'un site, il n'est pas moins prompt à mettre au jour l'élément noble des formes les plus vulgaires. Il entre dans sa manœuvre un peu de prestidigitation. Ainsi, devant ces tableaux si alertes, on se prend à refaire, en esprit, le travail du peintre, et l'on considère chaque peinture comme un état, entre plusieurs, d'une vision et d'une expression personnelles.

Le plaisir piquant que nous donne M. Raoul Dufy est rarement accompagné de cette sensation de calme et de repos que M. Matisse, ou M. Braque, dans un autre genre, nous dispensent à leurs meilleurs moments. Le climat de cette peinture, si j'ose dire, est un peu incertain et changeant. Certes toute *manière* est haïssable, mais j'aime qu'un peintre ait son atmosphère où s'épanouisse la maturité tranquille de son talent. Aussi peut-on souhaiter que l'ivresse d'improvisation où se complaît la riche fantaisie de M. Raoul Dufy cède plus souvent à son ambition secrète de plénitude et de sécurité.

S'agit-il des aquarelles, ces réserves ne sont plus de mise. Nous voici délivrés, enfin, des pastiches cézanniens, de la facilité banale de l'inachevé systématique et de la dislocation laborieuse ! Ici, la déformation même est un moyen de nous rendre sensible cette observation ironique de la réalité qui fait l'agrément précieux de ces aquarelles, en particulier des natures mortes.

Sans doute le talent de M. Raoul Dufy est-il avant tout remarquable par l'abondance et la variété, mais ce qu'il a d'aisé et de brillant, trahit, pour qui veut bien y regarder d'un peu près, beaucoup de fermeté et de volonté réfléchie. Normand avisé et prudent, mais sûr de sa force, M. Raoul Dufy sait où il veut aller ; il lui plaît de faire maint et maint détour et de jouir des agréments de la route. Nous le suivons avec d'autant plus de plaisir qu'avec lui on ne court aucun risque de s'égarer chez les fabricants de systèmes et les fondateurs d'écoles.

Œuvres de MM. André Favory et Yves Alix (1). — On aurait mauvaise grâce à blâmer les « jeunes maîtres », comme les appelle amè-

(1) A la galerie « La Licorne ».

rement M. Jacques-Émile Blanche, de la hâte qu'ils ont de se produire avec éclat. Ce n'est pas leur faute si, dans le tumulte d'une cohue, il faut jouer des coudes et crier un peu fort pour se faire entendre. Plutôt que de les juger sur certains de leurs ouvrages, faits pour les Salons et qui, comme tels, requièrent l'attention de façon souvent trop peu discrète, mieux vaut les découvrir là où ils se livrent avec plus de simplicité et de franchise.

Les premiers ouvrages qu'on a vus de M. André Favory avaient montré beaucoup de feu et de facilité, un coloris intense et parfois éclatant, enfin, et notamment dans le portrait de Mme F... exposé au Salon d'automne de 1920, un sentiment assez juste d'un style approprié aux mœurs et à l'esprit de notre époque. Ces qualités ne sont pas absentes de ses dernières œuvres, mais elles y paraissent comme engluées dans la littérature prétentieuse et vaine des soi-disant « constructeurs ». Puisse M. André Favory se dégager bientôt du faux lyrisme et du style plaqué. Puisqu'il cherche une discipline, osons lui proposer l'exemple de Delacroix ; qu'il règle sur l'exemple du grand peintre romantique son étude des maîtres anciens. Et qu'il laisse là les Ponsard de la peinture pseudo-classique.

Je fus seul à protester, en 1919, contre la décision du jury du Salon d'automne, refusant les envois de M. Yves Alix. Les mérites que je signalai ensuite, chez ce peintre, lorsqu'il exposa chez Druet en compagnie de MM. de Segonzac, L.-A. Moreau, Boussingault, Marchand et Gromaire, à savoir le souci de fermes proportions et d'architecture, contrôlé par une volonté opiniâtre, ne lui sont plus contestées.

Elles s'affirment avec un peu d'emphase dans ce *Maître de moissons*, type du tableau d'exposition, où l'effet est cherché aux dépens de la sensibilité. Je préfère de beaucoup les figures établies avec une décision âpre et tourmentée. On y remarque une bonne entente des plans, des lumières bien distribuées, une couleur fauve et ambrée qui ne peut que gagner en mûrissant. M. Yves Alix appartient à cette heureuse génération de peintres qui, formés en pleine période cubiste, ont eu loisir de reprendre goût, progressivement, à la nature simple et nue, débarrassée du fard impressionniste. M. Alix aime les compositions fortement nouées. S'il se garde de confondre les effets de torse des lutteurs forains avec l'harmonieuse puissance des vrais athlètes, il ne tardera pas à donner les œuvres vigoureuses et pleines de sève qu'on attend de lui avec confiance.

R. A.

LES SCIENCES

L'EXPLORATION MAGNÉTIQUE DES CONTINENTS ET DES MERS

La France a pris, depuis la guerre, une initiative utile en provoquant la création du Conseil international de recherches. Mais reconnaissons qu'en fait de recherches ayant une portée non pas seulement internationale mais mondiale, nous sommes devancés et de loin. Peut-être ne sera-t-on pas surpris que cette avance ait été prise non par un conseil nombreux, ou quelque assemblée purement délibérative, mais qu'elle soit le résultat des conceptions d'un homme seul, s'entourant de chefs techniques bien choisis, auxquels ils confiaient des moyens puissants et qui jouissaient d'une liberté à peu près totale dans l'exécution. L'homme dont il s'agit est André Carnegie ; et c'est dans le domaine du magnétisme terrestre que l'institution créée par lui a pris sur toutes les nations du monde une avance telle qu'il serait aujourd'hui impossible d'entreprendre là-dessus des études générales et internationales, en faisant autre chose que de suivre les voies ouvertes et de développer les résultats obtenus par l'Institution Carnegie de Washington. Ces résultats, d'un caractère nouveau dans l'histoire scientifique du monde, sont le fruit d'une quinzaine d'années seulement.

***

On sait qu'en chaque point du globe l'aiguille aimantée, si elle est suspendue librement par son centre de gravité, prend une direction

déterminée. L'une de ses extrémités se dirige à peu près vers le nord, en même temps qu'elle s'incline ; dans notre hémisphère elle pointe en général vers le sol. L'existence de cette *inclinaison*, qu'une construction appropriée de l'aiguille permet seule de découvrir, puisque les effets des forces de pesanteur qui agissent sur l'aiguille comme sur un fléau de balance doivent être éliminés, fut découverte au seizième siècle. Dès la même époque, il fut constaté qu'il y a un écart entre le nord vrai ou nord géographique et celui qu'indique l'aiguille. Cet écart est la *déclinaison* magnétique.

Ce sont les Anglais qui, les premiers, tentèrent une étude mondiale de ce phénomène. Un intérêt tout pratique les y engageait, auquel l'évolution historique de l'Angleterre fut sans doute loin d'être étrangère. Devenus, après l'anéantissement de la puissance maritime espagnole et avec l'avènement du mercantilisme puritain, les grands navigateurs du monde, la boussole devint pour eux un instrument national. D'elle, dépendait sur les mers la sécurité de leurs vaisseaux et leur marche sûre vers les lointains comptoirs. En 1698, l'astronome Halley recevait du gouvernement de Guillaume d'Orange le commandement d'un navire, le *Paramour-Pink*, en vue d'une expédition destinée à faire connaître les longitudes et les variations du compas (ou boussole). Ses instructions lui prescrivaient de traverser l'Atlantique, de longer les côtes est de l'Amérique du Sud et les côtes ouest de l'Afrique ; il devait visiter le plus d'îles qu'il pourrait sans trop se détourner de sa route, et faire des observations dans les ports. On espérait qu'il découvrirait, en descendant le plus loin possible dans le sud, la terre inconnue que l'on supposait exister entre le cap de Bonne-Espérance et le sud du Continent asiatique ; au retour, il aurait à visiter, pour en mieux déterminer la position, les plantations britanniques des Indes occidentales. « Et surtout, disaient les instructions, vous n'omettrez aucune occasion favorable pour noter les variations du compas, dont vous aurez à tenir registre dans votre journal. »

Les marines du monde entier ont vécu, pendant tout le dix-huitième et la plus grande partie du dix-neuvième siècle sur les cartes de Halley, complétées, assurément, et rectifiées au moyen des observations que rapportaient les grands navigateurs. Au dix-neuvième siècle, les beaux voyages de Dumont d'Urville dans le Pacifique et dans l'Océan antarctique donnèrent de précieux renseignements. A peu près à la même époque, de 1840 à 1843, l'expédition

célèbre de l'*Erebus* et du *Terror*, commandés par James Ross, précisait la place du pôle magnétique central, sur le continent antarctique, à quelques centaines de kilomètres du volcan aux dehors glacés que Ross nommait, comme son navire, l'*Erebus*. Mais quelque fructueuses qu'elles aient été pour la connaissance du magnétisme terrestre, ces expéditions et d'autres encore n'avaient pas pour but son exploration systématique et son étude. Quant aux continents, la direction de l'aiguille aimantée n'y jouait aucun rôle commercial ou politique ; leur étude magnétique restait presque complètement vierge jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle.

De plus, la construction des navires en fer vint à la même époque ôter toute possibilité pratique d'utiliser les voyages au long cours entrepris dans un autre but, pour tenir à jour la connaissance du magnétisme terrestre. Heureux quand on a su corriger, grâce aux travaux de Poisson, les perturbations infligées au compas par les masses de fer du navire ; mais de suivre avec précision, d'année en année, les changements de déclinaison, il n'y fallait plus songer.

Quand on réfléchit à l'importance que présentent ces changements pour la navigation, on se demande comment l'Angleterre a pu se laisser distancer, dans une œuvre aussi indispensable pour ses innombrables paquebots, par une institution privée américaine. Voyait-elle mieux ou de plus haut ses intérêts sous Guillaume III ?

*
* *

L'un des premiers soins de l'Institution Carnegie fut d'établir le plan d'une exploration et d'une surveillance continues du monde entier sous le rapport du magnétisme terrestre. Ce plan fut proposé par M. Bauer en 1902, l'année même de la fondation. Dès 1904, M. Bauer pouvait faire partir de San-Francisco, pour une longue croisière en zigzag à travers le Pacifique, un yacht à voiles et en bois, le *Galilée*, acheté et aménagé aux fins de mesures magnétiques à la mer. En trois croisières presque continues, de 1905 à 1908, le *Galilée* parcourait le Pacifique entre le Japon et Vancouver au nord, Changhaï et la Nouvelle-Zélande à l'ouest, la Nouvelle-Zélande et Lima au sud. Naturellement, il avait fallu mettre au point des méthodes nouvelles pour rendre précises les observations à la mer.

Les résultats furent jugés bons. Mais le *Galilée* n'était pas encore l'idéal. Sa construction n'avait pas été spécialement prévue et comportait un certain nombre de pièces de fer, ancres, pièces d'assem-

blage, ustensiles divers. En décembre 1908, la construction d'un navire tout à fait non magnétique fut décidée. Quelques mois après, le 21 août 1909, le *Carnegie*, c'est le nom qu'on lui donna, commençait son exploration des mers. Le *Galilée* et le *Carnegie*, se succédant, ont fait aujourd'hui sur les océans, en long et en travers, croisant et recroisant leurs routes pour vérifier aux mêmes points les observations antérieures, ou observer les variations du magnétisme, plus de treize fois le tour de la terre, c'est-à-dire, si l'on préfère, un peu plus que la distance moyenne de la terre à la lune.

Qu'on ne s'imagine pas, cependant, que c'est un grand navire. Les monstres que l'on construit aujourd'hui ne sont monstres que dans un intérêt commercial, non point pour augmenter la sécurité des passagers. Les navires des grands navigateurs du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, sans remonter à Christophe Colomb, étaient de petits bateaux. Le *Carnegie* est de la même famille. C'est une jolie goélette de 47 mètres avec 39 mètres de longueur seulement à la flottaison. Elle déplace 570 tonnes (les bateaux de Dumont d'Urville et de Ross, qui affrontèrent glorieusement les redoutables mers antarctiques n'avaient que 400 tonnes). Elle est construite entièrement en bois, peuplier, pin et teck. Pour les pièces métalliques, le bronze et ses variétés, dont certaines sont très résistantes, a été substitué presque complètement à l'acier. Les ancres sont en bronze. Quand l'airain n'a pu être employé, on a eu recours, pour certaines pièces très spéciales, à l'acier au manganèse, non magnétique. Ces pièces entrent surtout dans la construction du petit moteur de 150 chevaux, destiné aux manœuvres auxiliaires et à franchir les calmes. Les fourneaux de cuisine, la coutellerie sont en maillechort. Sur ce curieux bateau, le premier qu'on ait construit en excluant entièrement les matériaux magnétiques, vivent quatorze hommes d'équipage et un état-major de sept observateurs.

Les instruments dont ils se servent, compas collimateur perfectionné pour déterminer la déclinaison, aiguille d'inclinaison, déflecteur pour mesurer l'intensité horizontale du champ terrestre, etc., ont tous fait l'objet d'une étude approfondie au laboratoire de Washington. C'est là un des traits les plus remarquables des organes de recherche créés par l'Institution Carnegie ; ce trait est, en effet, commun à l'Observatoire du mont Wilson et au « département » du magnétisme terrestre. On a reconnu et c'était, on peut le dire, une nouveauté, qu'il était d'une importance fondamentale pour des

études d'astrophysique ou de géophysique, de pouvoir s'appuyer sur les recherches d'un laboratoire spécialement conçu et équipé en vue de ces recherches. Le laboratoire de physique de l'Observatoire du mont Wilson, situé dans la plaine, à Pasadena, ne joue pas un rôle moindre que l'observatoire lui-même. Les astronomes y passent un mois sur deux. Et ces laboratoires sont pourvus d'un atelier puissant. Le travail de recherches *in situ* peut donc être effectué avec des méthodes qu'une technique expérimentale rigoureuse a fixées, entre les mains de l'astrophysicien ou du géophysicien même qui devra s'en servir. Et quant aux appareils, jamais on n'aura à les attendre du bon plaisir d'un constructeur préoccupé de mille soucis commerciaux : l'atelier est là, son personnel, trié sur le volet, en communication constante avec le savant qui conçoit le principe des instruments et le technicien auquel ils seront confiés.

Le premier voyage du *Carnegie*, en 1909, fut un voyage d'essai : Baltimore - Falmouth en Angleterre et retour par les Açores. Le deuxième fut plus sérieux : New-York, un tour dans l'Atlantique, les Antilles, l'embouchure de l'Amazone, remonté dans l'Atlantique, revenu vers les côtes est du Brésil, Buenos-Aires, le cap de Bonne-Espérance, l'Océan Indien suivant le parallèle du Cap, puis remonté au nord vers Ceylan, un grand tour dans l'Océan Indien ramenant l'exploration à quelques centaines de milles de Maurice, de Madagascar et du cap Guardafui, retour à Colombo, un vaste circuit dans le golfe du Bengale, le détroit de Malacca, détroit de la Sonde, une longue pointe méridionale dans la partie est de l'Océan Indien jusqu'au parallèle du Cap, retour aux îles de la Sonde, la Nouvelle-Guinée, les Philippines, le Pacifique sur le parallèle de Changhaï jusqu'au méridien de la Nouvelle-Zélande, descente aux Hébrides, le Pacifique sud sur le parallèle de Sidney, un immense circuit vers le nord jusqu'au parallèle de Panama, retour vers le Chili, Valparaiso, le cap Horn, l'Atlantique sud jusqu'à quelques centaines de milles du Cap, Sainte-Hélène, retour vers Pernambouc et les côtes nord-est du Brésil, boucle dans l'Atlantique sud, de nouveau Sainte-Hélène, l'Atlantique central, l'Angleterre, puis de nouveau les Açores et New-York. En tout 92 000 milles marins parcourus du 20 juin 1910 au 19 décembre 1913. Complétée par un troisième voyage dans l'Atlantique nord jusqu'au Spitzberg, on peut dire que cette circumnavigation aux nombreuses boucles fournit

une base excellente pour l'étude des variations du magnétisme terrestre, car inévitablement les voyages ultérieurs recouperont les trois premiers ; il sera facile de tracer leurs itinéraires de manière à multiplier ces recoupements. A l'heure actuelle le *Carnegie* achève son sixième voyage, presque aussi vaste que le second. On attend son retour pour le mois d'octobre prochain.

A chaque escale les instruments de bord sont descendus à terre et des observations à poste fixe organisées. Dans tous les ports où il s'en trouve, des instruments étalons leur sont comparés.

Ces quelques observations terrestres sont bien loin d'être les seules. M. Bauer a confié des instruments à un grand nombre d'observateurs disséminés à la surface du globe. En outre, il a organisé maintes grandes expéditions. Citons celles qui ont sillonné le Canada vers la baie d'Hudson, l'Amérique du Sud en tous sens, particulièrement le long des Andes septentrionales et des grands fleuves, l'Asie depuis l'Himalaya jusqu'à Pékin avec des crochets à travers la Mongolie, l'Afrique équatoriale, le Sahara et le Soudan. Des observations complètes furent exécutées en soixante-douze stations échelonnées de Biskra et Tombouctou, en passant par Gao sur le Niger (1912).

Si l'on considère une carte générale du réseau des observations effectuées, on constate que la vieille Europe ne brille guère, pendant la même période. Le travail y est étroitement localisé dans les observatoires ; des fonctionnaires qui, pour la plupart, ont autre chose à faire, se contentent d'y entretenir (et encore !) des instruments non comparables les uns aux autres. De plan d'ensemble, point ; d'enthousiasme, encore moins. Cherchez les valeurs des éléments magnétiques en France : vous les trouverez dans un petit recueil, d'ailleurs précieux, l'*Annuaire du Bureau des longitudes* ; mais elles sont données pour le 1er janvier 1911 ! Il faut faire des corrections, d'ailleurs assez peu sûres, pour les connaître à une date postérieure. Cette correction est fondée sur les observations du Val-Joyeux qui publie chaque année la valeur de la variation séculaire pour la région parisienne. Il faut avouer que c'est peu.

* * *

Quel est l'intérêt d'une surveillance constante du monde entier, au point de vue magnétique, telle que l'a entreprise l'Institution Carnegie?

Cet intérêt est double : pratique et spéculatif.

La rapidité et principalement la sûreté des transactions commerciales à travers les mers, dépendent, dans une mesure insoupçonnée du public, de la connaissance exacte des variations du compas. C'est lui qui guide les navires. Sans doute la détermination astronomique du « point » fixe sa position. Encore faut-il que les astres ne restent pas trop longtemps invisibles. D'un « point » à l'autre la position du navire n'est connue que par « l'estime », c'est-à-dire par la direction ou la route suivie, la vitesse avec laquelle il a marché et le temps écoulé. Si le ciel refuse trop longtemps de laisser voir les astres et si le compas est dévié ou, ce qui revient au même, si l'on déduit mal la route vraie des indications qu'il fournit, on peut se trouver « au plein », alors qu'on se croyait encore au large des côtes. Le cas s'est vu. Des cartes magnétiques exactes des océans, donnant en chaque point l'écart entre la direction de la boussole et le nord géographique, sont donc à la base même de la navigation. Elles ne seront pas moins utiles à la navigation aérienne au long cours. Les premières de ces cartes ont été construites par Halley.

Si le magnétisme terrestre ne changeait pas, il suffirait de les tracer une fois pour toutes. Mais il change, parfois assez rapidement, et d'une manière qu'on n'a pas encore réussi à prévoir. Avec le temps, ces changements sont considérables. Du voyage de Halley à ceux du *Carnegie*, la déclinaison a varié de 25 degrés dans l'Atlantique sud, à mi-distance entre Buenos-Ayres et le Cap. Si le *Carnegie*, faisant voile de New-York à Falmouth dans le pays de Galles, avait suivi les mêmes routes au compas que le *Paramour-Pink*, il aurait atterri, non pas à Falmouth, mais sur la côte nord-ouest d'Écosse.

Comme nous l'avons dit, la pratique même de la navigation a permis de compléter et de rectifier peu à peu, d'une manière relativement satisfaisante, les cartes de Halley. Mais il ne serait pas besoin de commettre une erreur d'atterrage de ce calibre pour risquer un désastre. Une erreur de quelques degrés suffit, quand le temps est défavorable. Or, les voyages du *Carnegie* ont mis en évidence des erreurs de cet ordre dans certaines parties des mers. A la navigation mondiale, ils ont donc rendu et ils continueront à rendre un inappréciable service.

L'intérêt spéculatif des recherches entreprises par l'Institution Carnegie est peut-être plus grand encore. Quelle est la cause du magnétisme terrestre? Supposer qu'il provient de ce que le fer pré-

dominerait dans les masses centrales du globe est une explication bien insuffisante, à supposer que ce fer pût rester aimanté, malgré la haute température à laquelle il est soumis, grâce à la pression formidable qu'il supporte. Car enfin, pourquoi ce fer serait-il aimanté? Où est le champ magnétique auquel il aurait été soumis? Et puis, pourquoi cette aimantation se serait-elle produite à peu près suivant la ligne des pôles? L'esprit ne peut admettre que la coïncidence soit fortuite. La rotation de la terre aurait donc joué un rôle. Mais lequel, et comment? Jusqu'à présent, on n'a jamais constaté au laboratoire qu'un mouvement de rotation eût fait naître du magnétisme. Peut-être les expériences projetées à l'Institution Carnegie depuis l'achèvement tout récent de certains laboratoires spéciaux, jetteront-elles sur cet obscur problème quelque clarté. Ou bien faut-il rattacher le phénomène au champ magnétique produit par la rotation d'une charge électrique, et au fait que la matière est un édifice dont les éléments ultimes sont des charges corpusculaires d'électricité positive et d'électricité négative?

Pour contrôler ses théories, le physicien a toujours recours à l'expérimentation, mais le géophysicien ne peut guère qu'observer. Il ne peut mettre la terre dans son laboratoire, en changer le sens de rotation, l'échauffer ou la refroidir. Il semble donc probable qu'il faudrait renoncer à jamais éclaircir le mystère du magnétisme terrestre, mystère analogue à celui de la gravitation, si ce magnétisme était immuable. Heureusement, il a des variations. On peut espérer en saisir le mécanisme, et par elles remonter à la cause profonde.

Ces variations sont de deux sortes : des variations rapides et brusques, de faible amplitude, auxquelles on a donné le nom d'orages magnétiques ; et des variations séculaires, beaucoup plus lentes mais aussi beaucoup plus grandes, comme celles qui ressortent de la comparaison entre les cartes de Halley et celles du *Carnegie*. Les premiers relèvent surtout d'observatoires fixes, qui doivent d'ailleurs fonctionner en permanence pour ne pas se laisser surprendre. Encore est-il désirable qu'une coordination assez parfaite puisse être établie entre les observatoires pour que la comparaison des orages magnétiques en divers lieux renseigne sur leur cause peut-être étrangère au magnétisme terrestre fondamental. Il serait particulièrement intéressant de comparer les heures auxquelles ils commencent. Mais les variations séculaires sont sans doute en relation

bien plus intime avec le magnétisme terrestre général. Pourquoi, par exemple, le pôle magnétique nord a-t-il effectué, en deux siècles, un lent mouvement de rotation dans le sens des aiguilles d'une montre entre le passage du Nord-Ouest et le Groenland? Comment se continuera ce mouvement? Ce pôle est le point où l'on serait conduit, si, d'un lieu quelconque de la terre, on suivait constamment la direction de l'aiguille aimantée jusqu'à ce qu'elle pointe droit vers le sol. On a l'impression que ce mouvement du pôle doit être une des clefs du mystère. En connaître la loi et l'expliquer serait sans doute expliquer le magnétisme terrestre lui-même. Mais comment le connaître sans tenir constamment à jour la carte des méridiens magnétiques qui justement y conduisent? Comment connaître ces méridiens sans explorer la terre entière, et recommencer quand c'est fini?

Enfin, on peut se demander si la cause du magnétisme terrestre gît ici ou là, dans les profondeurs du sol ou dans l'atmosphère. Gauss a donné une théorie mathématique qui, sans préjuger de la nature des causes, permet de savoir si elles sont extérieures ou intérieures à la surface du sol. Mais pour appliquer cette théorie, il faut connaître la distribution complète du champ magnétique. Les résultats déjà obtenus montrent qu'une partie des causes doit être interne, une autre externe. De toutes manières, c'est la distribution mondiale qu'il faut avoir sans cesse sous les yeux.

A l'admiration que doit inspirer la poursuite énergique de ces grands problèmes, il me paraît difficile que ne se joigne pas un certain sentiment d'angoisse. L'effort qu'ils exigent est énorme. Cet effort met en œuvre non seulement les facultés d'intelligence d'hommes privilégiés, mais le zèle d'opérateurs nombreux. Il exige des ressources immenses. Combien de temps pourra-t-il être continué?

Faudrait-il, coup sur coup, pour rendre stériles de tels efforts, beaucoup de crises comme celles dont une partie du monde vient de souffrir? Les faudrait-il beaucoup plus longues et plus vastes? C'est tout le problème de la solidité de notre civilisation, quand on la limite au progrès de la science.

Louis Dunoyer.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. HENRY CHÉRON

Voici un homme heureux. M. Henry Chéron, grand homme dans sa province et qui devait plus tard mériter de la reconnaissance des petits soldats le surnom de « bonne fée barbue », a connu autour de son berceau le sourire attendri d'autres fées. Elles lui apportèrent la promesse d'une carrière importante et c'est sous ce signe que M. Henry Chéron a vécu depuis.

M. Henry Chéron est, par définition, un homme important. Sa démarche est importante. Sa serviette, bourrée de papiers, est importante. Et, devant qu'il ait ouvert la bouche, on sent que tous les mots qu'il va prononcer seront importants.

Par une disgrâce qui était, en quelque sorte, une rançon de la faveur des dieux, M. Henry Chéron, qui fut, très jeune, maire radical de Lisieux et maire célèbre par tout le pays normand, eut beaucoup de peine à entrer au Parlement. Il n'y entra, d'ailleurs, que comme député de Caen, n'ayant jamais pu déterminer ses électeurs de Lisieux à l'envoyer à la Chambre. Enfin il réussit à passer de la Chambre au Sénat, ce qui était sa destination véritable. A peine entré au Parlement, M. Henry Chéron fut le type des nouveaux opportunistes, de ces « républicains de gauche » qui chevauchaient entre le progressisme et le radicalisme. Par là, il devait plaire à M. Louis Barthou. Il devint pourtant ministre — ou presque — par la grâce de M. Clemenceau qui en fit un sous-secrétaire d'État, à la Guerre d'abord, à la Marine ensuite.

Et c'est à la sollicitude qu'il montra, dans ces postes, pour l'hygiène du troupier, que M. Chéron dut son surnom familier et presque populaire.

Mais la destinée réservait à M. Chéron la gloire d'être ministre, ministre pour de bon, ministre à part entière. M. Chéron fut ministre du Travail dans le cabinet Barthou. Depuis, il ne l'est plus jamais redevenu, mais il est si content de l'avoir été! La joie de M. Chéron est durable. Elle est ineffaçable. Elle fait plaisir à voir.

Comme les autres, las de dépendre du suffrage universel et de connaître les affres des trop rapides réélections, M. Chéron voulut être sénateur. Il fut encore élu comme républicain de gauche dans sa très conservatrice province. Il crut alors que son étoile grandissante dans le Calvados allait amener à la République de gauche tous les représentants du département. C'est pourquoi, au moment où la réforme électorale fut votée, il fit « sectionner » le Calvados. C'était un moyen de faire la part du feu. Le résultat ne fut pas conforme à ses prévisions. Son fidèle ami Le Cherpy, qu'il avait voulu sauver, resta sur le carreau, et M. Chéron fut lui-même très menacé dans sa réélection au Sénat Mais il est de ceux qu'on ne prend pas sans vert. Dans un département catholique, très hostile à la Séparation, il imagina de faire attribuer aux curés une allocation, en tant que gardiens, en quelque sorte, des édifices du culte. Père nourricier du clergé, M. Chéron sauvait ainsi son siège, ce qui ne l'empêchera pas, chaque fois qu'il le faudra, de proclamer que les lois laïques sont intangibles. C'est ainsi qu'il put rentrer triomphalement au Sénat avec les deux libéraux sortants.

Et un sourire triomphant s'épanouit sur son large visage.

M. Chéron souriant, satisfait, jovial et important était une physionomie au total amusante. Il y eut un temps où sa personne et ses réformes alimentaient la petite chronique et les nouvelles à la main. Il était la providence des humoristes. Les compères de « revues » invoquaient son nom. Et puis, tout à coup, son personnage a changé. Il s'est fait sérieux et même grave. M. Henry Chéron est devenu un de nos grands « argentiers ».

Il est curieux de remarquer qu'à tous les moments de l'histoire de la troisième République il a surgi des politiciens, jusque-là fort médiocres, et qui se sont distingués dès qu'ils se sont mis aux questions de finances. Ce fut notamment le cas d'Antonin Dubost, qui vient de mourir. C'est le fond sérieux de la race qui remonte. Dès qu'il s'agit de chiffres, de budget, des comptes du ménage national, le bourgeois

français reprend le dessus. Car, grand ou petit, le bourgeois français est toujours si près de l'âpre paysan, il a reçu de telles leçons d'économie domestique, ses propres affaires sont si ordonnées qu'il bout de rétablir l'ordre dans les affaires de l'État. Les aventures et les malices électorales du « Gambetta normand », ses passages rue Saint-Dominique et rue Royale ne mériteraient pas l'attention. Nul ne songe à graver sur l'airain son œuvre de ministre du Travail. Rapporteur du budget au Sénat, M. Henry Chéron est devenu une figure. Pour dénoncer le déficit, il a trouvé des accents émouvants et presque beaux.

Dès qu'il s'est mis aux finances de l'Etat, M. Chéron n'a plus connu ni démagogie, ni astuce, ni rouerie. Il a lutté pied à pied pour les économies contre la surenchère électorale, sévère, impitoyable même, hostile à tous les « relèvements », même aux plus justifiés. Ce n'était plus la « bonne fée barbue », mais la ménagère qui garde les clefs du buffet, compte le sucre, ressert les restes et brave l'impopularité. Déjà il avait rapporté le budget à la Chambre. Là il s'était montré seulement mesquin, tatillon et fâcheusement brouillon. Au Sénat, il est vigoureux. Il incarne le patriotisme financier. Il n'est pas aussi éloquent que Mirabeau, mais il est aussi passionné quand il aperçoit dans l'avenir le « spectre de la banqueroute ». Alors on ne songe plus à rire de M. Chéron. Il continue ces légistes et ces commis qui, avec les rois, avaient fait la vieille France. Il représente cette classe moyenne que la politique électorale trouble souvent, corrompt quelquefois, mais qui, à travers les siècles et les institutions, reste semblable à elle-même. Cette classe moyenne, menacée par la plus grave des crises qu'elle ait subies, elle veut durer, elle veut se survivre. Et quand le bourgeois de Lisieux a exprimé cette volonté, personne ne l'a plus trouvé ridicule parce qu'il a été le porte-voix de toute une France probe et sérieuse.

***

Un Castelnau maréchal de France.

Cette belle institution des maréchaux de France, à laquelle la dernière guerre a redonné un si grand lustre, ce n'est pas la première fois qu'elle souhaite emprunter à la maison de Castelnau un héros digne de la rendre plus haute et plus pure encore. En effet, une première fois déjà, en 1658, le marquis de Castelnau, de la branche de Mauvissière, qui venait par une décisive intervention dans le combat d'aider le vicomte de Turenne à remporter sur les Espagnols la victoire fameuse des Dunes, fut élevé à cette dignité par le roi.

Ce dernier, en compagnie du cardinal Mazarin, se trouvait pour lors à Mardick près de Dunkerque, et c'est de cette petite place qu'il signa le brevet qui nommait le vainqueur de don Juan d'Autriche à ce grade suprême. « *Considérant*, disait ce rescrit en sa forme solennelle et de grande allure, *qu'entre les officiers de cette couronne, il n'y en a point dont la fonction soit plus nécessaire que celle des maréchaux de France... Nous avons jugé que nous ne pouvions choisir un plus digne sujet pour cette fin que notre très cher et bien aimé le sieur marquis de Castelnau de Mauvissière, gouverneur de Brest, notre lieutenant général en notre armée de Flandres, en l'absence et sous l'autorité de notre très cher et bien aimé cousin le vicomte de Turenne, maréchal de France...* »

En ce brevet, qui rangeait Castelnau, au moment qu'une blessure funeste allait le ravir à l'admiration et à l'amour des siens, si près d'un grand capitaine comme Turenne, le prince qui gouvernait alors l'État avait bien assigné au nouveau maréchal la place qui lui convenait le mieux d'occuper dans cette belle lignée de nos soldats : un Fabert, un Guébriant, un Gassion, un Rantzau. De ces derniers chefs, ses modèles ou ses devanciers, le nouveau maréchal avait vraiment le caractère tout de désintéressement et d'honneur. Il en était peu qui fissent voir alors, ainsi que Saint-Simon l'a dit de Catinat, ces « grandes vertus de capitaine » qui sont les premières de toutes puisque ces vertus ne sont pas faites seulement de celles du commun des hommes mais encore qu'il y faut d'autres mérites : à savoir la prud'homie, la vaillance, un grand sang-froid devant le danger, le mépris de la mort et bien d'autres choses encore dont le génie du commandement n'est pas la moindre.

« Vous connaissez le mérite et la passion qu'il a pour le service... », écrivait, un an après Fribourg (1644), l'année de Nordlingen, le cardinal Mazarin désignant déjà Jacques de Castelnau dans une lettre adressée au duc d'Enghien. Et voilà qu'à ce zèle et à cette passion pour le bien de l'État dont le ministre avait parlé en nommant celui qui avait porté si haut et si bien ses couleurs (Castelnau commandait le régiment *Mazarin*), le jeune monarque en personne, moins de quinze années après, venait par ses lettres patentes, datées de Mardick, apporter l'hommage le plus juste et le plus éclatant. « Ledit marquis ayant toutes les bonnes qualités de naissance et de vertu », proclamaient toujours les « présentes » signées par Louis XIV, vu enfin les « services très fidèles et considérables » que Castelnau avait rendus, tant au feu roi à Corbie qu'à son successeur à Fribourg et à Nordlingen, puis pour finir, « dans la bataille gagnée le treizième du présent mois (de juin) aux Dunes de Dunkerque », le roi n'hési-

tait pas, après avoir pris avis de son conseil où étaient la reine sa mère, son frère unique le duc d'Anjou et plusieurs princes et autres notables, à nommer Castelnau maréchal de France.

Ce qu'avait été cette action des Dunes, bien des historiens militaires — et Napoléon lui-même qui n'est pas des moindres — l'ont fait connaître plus tard ; mais le principal de cette grande action (que l'histoire négligente n'a pas rendue assez populaire) c'est l'intervention opportune, presque foudroyante qu'apporta par sa décision, au milieu d'un combat incertain, le marquis de Castelnau.

L'on sait comment l'affaire se présenta et la manière dont l'armée royale, dans le dessein d'investir Dunkerque occupée par le gouverneur espagnol marquis de Lede, devait conjuguer sa manœuvre d'approche avec celle de la flotte où, dit l'historien La Mesnardière dans sa *Relation*, « il y avait plus de cent vaisseaux parmi lesquels des frégates et beaucoup de brûlots ». L'attaque d'une telle place, bien armée, bien défendue, tant par mer que par terre, entre Nieuport d'une part et Gravelines de l'autre, était bien faite pour tenter le génie de M. de Turenne ; d'autant que les contingents anglais de milord Lockart et du major-général Thomas Morgan avaient décidé de s'unir aux Français pour essayer de déloger les Espagnols. Seule, l'intervention d'une forte armée ennemie, commandée par M. le Prince toujours transfuge et par don Juan d'Autriche, pouvait sauver Dunkerque de l'assaut dont la menaçait Turenne. Et c'est alors que ce dernier, après avoir ordonné le plan du combat, engagea l'action, lui-même se tenant au centre et les marquis de Castelnau et de Créqui, tous deux lieutenants généraux, commandant l'un à l'aile gauche et l'autre à l'aile droite.

En raison de la nature du terrain extrêmement mouvant et que des dunes de sable bosselaient de monticules par endroits, l'avance de l'armée se trouva extrêmement ralentie. L'aile droite, celle de M. de Créqui, en subit beaucoup de dommage et, sans la fougue et l'opiniâtreté de M. de Castelnau, assumant lui-même à l'aile gauche le poste le plus périlleux et chargeant de sa personne à la tête des escadrons, de *l'Altesse* et du *Grand-Maître*, le désordre eût pu se propager à tout le corps immense dont M. de Turenne avait le commandement. « Castelnau, écrit Roger de Rabutin comte de Bussy, qui tint lui-même au mieux sa place dans cette journée, fit fort bien son devoir » et, cela avec tant de fermeté, tant d'audace que don Juan recula et que les Anglais de milord Lockart, soulevés d'enthousiasme par cet exemple, se jetèrent tout à coup en avant, lançant leurs chapeaux en l'air et criant avec une grande force : *Bataille et Castelnau! bataille et Castelnau!*

« C'est le propre de la nation française d'attaquer. Le premier choc des Français est terrible », devait écrire au siècle suivant Maurice de Saxe. Mais déjà, le marquis de Castelnau venait comme d'avance de donner à cette grande parole son illustration. Pourquoi fallut-il qu'une victoire si complète se trouvât suivie d'un si grand deuil : la blessure et la mort de celui qui l'avait provoquée? A peine, en effet, M. de Turenne se fut-il mis en devoir de recueillir par des succès nouveaux les suites d'un si beau jour, que Castelnau se trouva mortellement atteint, à la vue du fort Léon qu'il était allé pour reconnaître, d'une balle qui vint se « loger dans le côté gauche au défaut des côtes ». — *Que voulait-il faire? N'avait-il pas assez de gloire?* Voilà les seules paroles, bien belles, que le roi prononça au milieu de la consternation qu'un si grand malheur venait de répandre. A cause que la balle de l'ennemi était venue se glisser malignement dans l'épine dorsale, le vainqueur des Dunes ne tarda pas d'éprouver, sur son lit de souffrance, les pires maux qui fussent. Bientôt le jeune roi, en compagnie du cardinal Mazarin, vint lui rendre lui-même visite ; et c'est alors que Castelnau, désignant le Père Cannet son confesseur et le chirurgien Le Roy qui lui donnaient leurs soins tant pour l'âme que pour le corps, trouva assez de force encore pour railler lui-même sa position. « *En vérité, Sire*, dit-il au roi, *on fait en tiers un méchant personnage avec de tels messieurs.* »

A peine la nouvelle de la blessure qu'avait reçue le lieutenant général se répandit-elle dans toute l'armée que la désolation y fut portée au comble. Mme de Sévigné, quelques années plus tard, devait exprimer dans une lettre pathétique le deuil et le chagrin qui s'emparèrent des troupes quand Turenne, à Salzbach, tomba blessé mortellement. Eh bien ! à Mardick, il en fut de même quand les régiments apprirent la nouvelle de la perte cruelle qu'éprouvait l'armée royale en Castelnau ; c'est à peine si, dans une circonstance aussi pénible, l'élévation presque *in extremis* de ce dernier à la dignité de maréchal put apporter un adoucissement à la douleur de ceux qui avaient combattu sous un tel chef.

L'on connaît le portrait fameux que La Bruyère, par opposition au héros, a tracé du grand homme de guerre. « Toutes les vertus militaires font, dit-il, l'un et l'autre » ; cependant, il y a plus de sagesse dans le grand homme et plus d'intrépidité chez le héros. Si La Bruyère avait pris Castelnau pour modèle, il eût pu dire de ce gentilhomme qu'il réunissait en lui deux caractères si différents. Un portrait que Nanteuil a gravé du vainqueur des Dunes nous laisse bien à penser ce qu'était, de son vivant, le maréchal de Castelnau ;

un brave des braves, aux armes parlantes, « d'azur au chasteau ouvert crénelé et sommé de trois donjons ».

Les armes du vainqueur du Grand-Couronné, du défenseur vivant de Verdun, soldat de même sang et de même génie, ne sont pas moins éloquentes. *Currens post gloriam semper!* voilà la devise de celui dont on a pu dire qu'il était de « la grande lignée classique des Turenne et des Vauban ».

La durée dans le devoir, la continuité dans le dévouement et dans l'honneur, voilà donc, depuis Fribourg et Dunkerque jusqu'aux bastions de Verdun, au plateau d'Amance, l'exemple que — depuis trois siècles au moins — nous offre cette rustique et forte maison des Castelnau. « *Je ne veux point*, disait déjà La Noue en son temps, *m'amuser à montrer combien il fait besoin à la France avoir toujours un bras armé.* » Une telle vigilance, un tel souci, l'ancien major-général, l'ancien commandant en chef de l'armée de Lorraine en témoigne chaque jour désormais au Parlement. Et c'est pour cela, pour ces services nouveaux autant que pour les anciens, que nous tenions ici à glorifier, à travers son ancêtre, l'actuel et grand chef qui connut jadis à Nancy (avant d'accéder aux plus hauts grades) l'honneur insigne de commander ce beau 37e de ligne, ancien *régiment de Turenne*, auprès duquel tant de fois sans doute avait paru l'autre Castelnau, l'ancien, celui qui, depuis Corbie jusqu'aux Dunes, ne cessa, par sa vaillance à combattre autant que par son intelligence à commander, d'illustrer le nom de sa famille.

EDMOND PILON.

« *La Mort de Sparte* » de M. Schlumberger et « *la Rose de Roseim* » de M. Variot.

Voici deux pièces qui ne sont inspirées ni l'une ni l'autre par la guerre. Toutes deux cependant sont nées dans l'atmosphère, dans l'ambiance de la guerre : l'une avant, l'autre après. Toutes deux ont pour auteurs des écrivains français de la « génération sacrifiée » qui ne pensaient en composant *la Mort de Sparte* et *la Rose de Roseim* qu'à l'immense événement qui domine notre époque : la guerre qui allait venir, la guerre qui était venue.

Remarquons que M. Jean Schlumberger et M. Jean Variot sont l'un et l'autre d'origine alsacienne. Le premier est fils de M. Gustave Schlumberger, l'historien de l'empire byzantin, qui serait

célèbre si, de notre temps, les contacts n'étaient presque entièrement rompus entre la haute science et le grand public. *La Mort de Sparte* est une pièce historique, M. J. Schlumberger a pris soin de nous avertir qu'il l'avait puisée entièrement dans la *Vie de Cléomène* de Plutarque. Elle date de 1910, c'est-à-dire du temps où le patriotisme inquiet achevait de se réveiller sous la menace. A cette époque, certains Français doutaient encore de leur patrie, de la possibilité de son relèvement. C'est sous l'empire de ces inquiétudes que M. Schlumberger est allé demander à l'histoire de Sparte un exemple et une leçon.

Il a choisi la dernière tentative malheureuse de relèvement de la cité, celle à laquelle restent attachés les noms des rois Agis et Cléomène. Rappelons brièvement leur histoire. Au temps de la Ligue achéenne, le jeune roi Agis essaya d'un moyen extrême pour arrêter la décadence de Sparte. Il rétablit par une loi le partage des terres. Il fut assassiné par le parti agrarien. Son successeur, Cléomène, reprit ses projets en modifiant les moyens : Agis avait voulu refaire un peuple pour avoir une armée, Cléomène voulut avoir une armée pour refaire un peuple. Cette politique exigeait la guerre ; il la fit avec succès jusqu'au jour où, trahi par la Ligue achéenne, la dernière armée de Sparte fut anéantie par les Macédoniens à Sélasie. L'indomptable Cléomène se réfugia à la cour du roi d'Égypte et y mourut dans des conditions romanesques et sublimes, en vrai fils de Léonidas.

Tel est l'épisode historique d'où M. Schlumberger a tiré une suite de tableaux à la manière de Shakespeare, et dont quelques-uns ne laissent pas d'être fort émouvants. Au premier acte, par exemple, tout ce qui a trait au rôle de la reine Agiatis, veuve d'Agis et épouse de Cléomène. Par elle l'âme d'Agis passe dans Cléomène. A la fin de l'acte, quand Cléomène a décidé de rendre à Sparte l'esprit de la guerre, c'est elle qui rappellera aux femmes spartiates le chant guerrier oublié depuis une génération :

Heureux ceux qui sont tombés
La poitrine déchirée.

Une autre scène fort belle est celle qui montre le retour des proscrits que vient de rappeler Cléomène. Enfin, au troisième acte, Cléomène vaincu, mais indomptable, s'identifie si complètement avec Sparte que le destin de cette cité semble vivre devant nous. Et ce destin émeut parce que le nom de Sparte ébranle l'imagination par la grandeur des souvenirs qu'il évoque, et parce que le patriotisme qui ne veut pas désespérer touche tout homme de cœur.

M. Schlumberger n'a fait aucune concession aux goûts futiles de ses contemporains et sa pièce ne pouvait évidemment être jouée nulle part ailleurs qu'au Vieux-Colombier. Partout il a laissé parler l'histoire. Il n'a rien voulu inventer ni modifier ; pas un détail qui ne soit dans Plutarque ou Polybe, le rôle d'Agiatis, celui de l'aède Sphacros, celui du chef achéen Lysiadas, la lutte contre les Éphores. Après Sélasie, on rapporte que lorsque Cléomène rentra dans Sparte, il resta un long moment accablé de désespoir, appuyé à une des maisons de cette ville qu'il n'avait pu sauver : M. Schlumberger n'a eu qu'à reproduire fidèlement ce geste. Il a borné son initiative au choix des épisodes et à leur groupement ; son sujet lui paraissait si grand qu'il a cru pouvoir le laisser parler tout seul et son style est nu, rapide et viril comme le pas d'un hoplite.

Cependant plus encore que le drame historique, ce qui nous intéresse dans la mort de Sparte est ce qui ressemble aux faits contemporains. M. Schlumberger n'a pas cherché directement cette ressemblance, il l'a obtenue parce que son inquiétude patriotique le conduisait avec la sûreté de l'instinct. C'est ainsi que sur beaucoup de points il a prévu l'avenir. Il nous montre dans sa pièce le « mercanti » et « l'ennemi de l'intérieur » qui menace le combattant du « poignard dans le dos ». En face des éphores qui penchent pour les négociations — Zimmerwald et la paix blanche — Cléomène ne cesse d'affirmer que « l'espérance est militaire ». M. Schlumberger n'a pas eu tort d'évoquer l'histoire de Sparte. Le temps n'est plus des déclamations démagogiques contre cette cité d'aristocrates guerriers : « Puis ils iront à Sparte maudire le sol où fut cette maîtresse d'erreurs sombres et l'insulter parce qu'elle n'est plus. »

Ainsi parlait Renan, mais depuis il y a eu la guerre. Elle nous a appris à ne pas trop médire des vertus courageuses.

*
* *

La Rose de Roseim est, comme *la Mort de Sparte*, une pièce sérieuse, qui ne cherche pas à plaire par des moyens faciles. Le caractère des deux auteurs est fort différent. M. Schlumberger affecte une certaine hauteur, M. Variot au contraire bouscule volontiers son public. Esprit riche et solide, il écrit avec une facilité à la fois travaillée et familière et manie avec aisance des tons variés, depuis la satire jusqu'au lyrisme. Descendant d'une très vieille famille d'Alsace, il tient de sa province natale une sorte de rudesse et le goût de la plaisanterie un peu vive. Il aime tout ce qui est d'origine populaire, les légendes, la langue, dont il transpose les

expressions fortes et triviales dans une sorte de grand ton stylisé. Cet esprit vigoureux sent et traduit la poésie des êtres et des choses simples et forts. Il a choisi dans *la Rose de Roseim* un sujet qui convient au mieux à ses aptitudes : une légende du seizième siècle alsacien, qui met en scène un type de soldat rude et touchant.

Il s'agit d'un homme de qui la guerre est le métier, qui exerce sa profession avec conscience, sans haine violente à l'égard de ceux qu'il a charge de combattre. Le seizième siècle ne connaissait pas ces passions furieuses qui jettent les uns contre les autres dans des luttes sans merci des peuples entiers surexcités par les nationalismes modernes. Certes, il subsiste bien des différences entre le mercenaire au service d'une petite ville et le combattant moderne luttant pour l'existence de sa patrie. Pourtant, par un certain côté, la longueur et le caractère de la dernière guerre avaient fait renaître bon nombre des sentiments propres au soldat de métier. Écrivant avant 1914, M. Schlumberger avait été sollicité par le patriotisme désespéré des derniers Spartiates. En 1920, M. Variot, peut-être sans trop y réfléchir, a peint un homme « adapté » au métier des armes, et il a écrit un petit drame qui illustre d'une façon saisissante le grand problème de la part du combattant.

Mathias, lansquenet au service de Roseim, est vieux. Le conseil municipal de la petite ville le licencie avec beaucoup de bonnes paroles et peu de consolations matérielles. M. Variot a trouvé ici une belle occasion d'exercer sa rude verve satirique ; il nous peint une assemblée délibérante parfaitement inutile et même fort malfaisante. Les bourgeois de Roseim composent un « parlement » semblable à tous les endroits où l'on parle, conseil aulique ou soviet. On y dit beaucoup de grandes sottises sonores et l'on n'y fait pas grand'chose de bon. M. Variot s'amuse visiblement à tracer cette caricature. Mais son rire n'est féroce à l'égard des méchants que parce qu'il est plein de pitié pour le vieux soldat qu'on renvoie en lui donnant cinq pains et cinq maravédis démonétisés, versés jadis par un Allemand en payement d'une créance.

Dans le dur métier des armes, Mathias a longuement appris la pitié. Il sait que les malheureux n'ont souvent pour ressource que de s'aider entre eux. Aux deux actes suivants, il partage ses pains et ses maravédis avec les pauvres et les petits enfants. Il mérite ainsi qu'au terme de sa vie, saint Martin lui apparaisse à la croisée d'un chemin, et le dialogue qui s'engage entre les deux soldats est d'une simplicité familière qui touche la vraie grandeur. Ils parlent de leur profession avec un naturel et une humanité telles qu'on ne sait plus où finit la terre et où commence le ciel, dans lequel l'âme du

vieux Mathias va être emportée par les anges, tandis que sur le corps abandonné au revers d'un fossé fleurit miraculeusement la rose de Roseim.

Cette scène finale est d'une beauté peu commune dans le théâtre contemporain, et je la tiens pour le chef-d'œuvre de M. Variot. Ainsi voyons-nous le meilleur de la production dramatique constamment alimenté par les sentiments générateurs de tous les chefs-d'œuvre : on a beau entasser les ruines et les révolutions, la beauté ne jaillit que des mêmes sources qui font épanouir la rose symbolique sur la poitrine du vieux soldat : la tâche noblement accomplie, la charité, l'amour guidé par le sûr instinct toujours accordé aux puissances mystérieuses et raisonnables qui maintiennent le positif de l'âme humaine, devoir, métier ou patrie.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE PAIX. — *Le 5 avril, M. Aristide Briand a déclaré à la tribune du Sénat que si l'Allemagne essaye de se soustraire à ses obligations, « c'est une main ferme qui s'abattra sur son collet ».*

On parle de nouvelles propositions qui seraient faites par le gouvernement allemand.

En attendant, le 13 avril, M. Briand a eu un entretien avec le maréchal Foch et le général Weygand. Il est question de mobiliser deux classes de la réserve et d'occuper au moins le bassin minier de la Ruhr. Le 15 avril, conseil militaire à l'Élysée.

ANGLETERRE, 2 avril. — *Lord Edmond Talbot, catholique, est nommé vice-roi d'Irlande.*

8 avril. — *La triple alliance ouvrière décide le principe de la grève générale. Un message royal appelle sous les drapeaux les réserves de l'armée, de la marine et de l'aviation.*

13 avril. — *Les pourparlers entre les propriétaires de mines et les ouvriers, engagés sous les auspices du gouvernement, n'ont pas abouti. La triple alliance ouvrière décide la grève générale pour le vendredi 15 avril à 22 heures.*

La situation a semblé grave un moment. On annonce toutefois, le 15 avril, que la grève dss cheminots et des transports est contremandée, la désunion s'étant mise dans la triple alliance.

ALLEMAGNE, 7 avril. — *Note allemande aux Alliés s'appuyant sur*

le plébiscite de Haute-Silésie pour réclamer l'attribution à l'Allemagne de la totalité de la région.

9 avril. — *M. Stegerwald, centriste, est élu par la nouvelle Chambre prussienne président du Conseil des ministres. Il remplace un socialiste majoritaire.*

11 avril. — *Mort de l'ex-impératrice d'Allemagne à Doorn.*

Autriche, 15 avril. — *Le gouvernement français charge son ministre à Vienne de donner un nouvel avertissement au gouvernement autrichien à propos de la propagande au Tyrol tendant au rattachement à l'Allemagne.*

Les ministres d'Angleterre et d'Italie se sont associés à cette démarche.

Hongrie. — *La tentative de Charles IV a abouti à un échec, à la suite de l'ultimatum de la Petite Entente envoyé le 4 avril au gouvernement de Buda-Pest et menaçant celui-ci d'une intervention militaire dans le cas où l'ex-empereur ne quitterait pas sur-le-champ le territoire hongrois. Le 5 avril, Charles IV est parti de Szombathely, où une grande affluence de population était venue l'acclamer, et il a regagné la Suisse.*

Grèce et Turquie. — *L'offensive grecque en Anatolie s'est terminée par un désastre. L'armée grecque du Nord marchant sur Angora s'est heurtée, à Eski-Cheir, à une résistance opiniâtre des forces kémalistes, qui, passant à la contre-offensive le 31 mars, l'a obligée à une retraite précipitée sur Brousse* (4 avril).

L'armée grecque du sud a dû abandonner Afioun-Karahiissar.

Ce désastre a amené, le 9 avril, la chute du cabinet Calogheropoulos. M. Gounaris a formé le nouveau ministère.

États-Unis, 4 avril. — *Arrivée au quai d'Orsay de la note américaine adressée aux Alliés sur la question des mandats.*

Les États-Unis soutiennent que l'île de Yap ne doit pas être comprise dans le mandat attribué au Japon et ils protestent contre l'accord de San-Remo entre la France et l'Angleterre où fut définie l'attribution des ressources pétrolifères de la Mésopotamie.

12 avril. — *Le président Harding donne lecture de son message au Congrès. Il en résulte que les États-Unis renoncent définitivement au rêve wilsonien de la Société des Nations et reviennent à leur politique traditionnelle de non-intervention en Europe. Ils reprennent leur liberté et nous rendent la nôtre vis-à-vis de l'Allemagne.*

A. M.

Le Gérant : Robert Tisné.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26298.